

LE MONDE

diplomatique

FEVRIER 1977 N° 275 - 24^e année

Eldridge
Cleveland :

Le retour
de l'enfant
prodigue

(Pages 2 et 3.)

Prix : 5 F
Algérie : 5,00 DA
Canada : 1,50 \$
Espagne : 60 pes.
Italie : 600 lire
Maroc : 5,00 dir.
Roy.-Uni : 30 p.
Suisse : 3 F.S.
Tunisie : 600 mil.
Abonnements : Voir tarif page 28.

Publication mensuelle
5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 08

Danger

Par CLAUDE JULIEN

LES capitales du Proche-Orient reçoivent successivement, pendant les trois premières semaines de février, les visites de M. Waldheim, secrétaire général des Nations unies, et de M. Cyrus Vance, secrétaire d'Etat américain, au vue de relancer la conférence de Genève. Parfois considérées avec scepticisme ou hostilité, les contacts israélo-palestiniens se poursuivent à Paris, examinant des compromis qui pourraient être étudiés avant la fin du mois par l'O.L.P. Aux Etats-Unis, en France, en Arabie Saoudite, des voix autorisées se sont élevées pour souhaiter que 1977 marque un pas décisif vers la paix au Proche-Orient, faute de quoi un nouvel affrontement pourrait ensanglanter la région.

Si fragile qu'elle soit, chaque chance de règlement peut aboutir pourvu que, de part et d'autre, on veuille bien prendre l'exacte mesure des risques de guerre. Or ceux-ci sont considérables. Car les principaux protagonistes ont pu sur certains points modifier leurs positions tactiques sans pour autant renoncer à leurs objectifs fondamentaux. Ce faisant, ils ont parfois découvert les limites que de strictes réalités imposent à leur liberté de manœuvre.

A cet égard, le cas de l'Egypte est particulièrement éclairant. En acceptant la « diplomatie des petits pas », le Caire s'expose à des dangers que M. Kissinger, toujours souriant, considère — ou feignait de considérer — avec quelque légèreté : le président Sadate n'aurait-il dans le Sinaï à un règlement partiel, insupportable d'une aide extérieure dont il avait grand besoin, mais qui supposait l'abandon du « socialisme national » ; ou pouvait-il, sans crainte de se tromper, annoncer que cette politique déboucherait sur de violentes explosions sociales. Les récentes émeutes du Caire et d'Alexandrie étaient inscrites en germe dans la « politique d'ouverture », dans le retour à un libéralisme qui favorisait l'entrée de capitaux étrangers mais pénalisait les couches populaires, victimes de la flambée des prix. Un résultat diplomatique limité s'affaiblissait le régime à l'intérieur.

Efficace sur certains pays arabes, la pression américaine l'a été beaucoup moins sur Israël, ce qui tempère l'optimisme de l'Arabie Saoudite. A la faveur de la « diplomatie des petits pas », l'implantation de colonies de peuplement dans les territoires occupés s'est poursuivie à une cadence qui témoigne d'une stratégie à long terme peu compatible avec les concessions qui ouvriront le chemin de la paix. Comme au Egypte, la détérioration de la situation économique en Israël (1) fut obstacle aux solutions de compromis. Au lieu de favoriser un accommodement qui permettrait d'alléger la fardeau militaire, elle renforce les positions traditionnelles : les territoires occupés n'offrent plus seulement une protection stratégique, mais aussi un moyen de donner une plus large ampleur géographique au développement économique du pays.

Enfin, malgré les durs pertes qu'ils ont subies, les Palestiniens constituent toujours l'une des principales clefs d'un éventuel règlement. Il faudrait beaucoup d'optimisme pour considérer leurs revers militaires et l'abandon du Liban comme autant de facteurs de paix. Abandonnés et trahis, effaiblis, les Palestiniens n'en restent pas moins la cible privilégiée de ceux qui voient en eux l'obstacle majeur à un accord entre gouvernements responsables, réalistes, sensibles à leurs intérêts éternellement méconnus. En Israël, surtout, si leur état restait un territoire qu'ils devaient gérer avec cette part de cynisme qui semble devoir caractériser les hommes d'Etat ? En attendant, ils ont recouru au terrorisme, et ils ne sont pas les seuls, comme le rappelle l'assassinat après d'autres de Mahmoud Salah à Paris. Et ce n'est pas la seule police bavaroise qui a découvert la présence en France de M. Abou Daoud... Le scandale fut d'autant plus grand que l'on fit mine d'ignorer les collections de services secrets dans l'une et l'autre affaires ; leur jeu continuait pourtant de brouiller non seulement le fonctionnement des appareils judiciaires mais aussi les tractations diplomatiques. Là n'est pas, pour la paix, le moindre danger.

(1) Voir le reportage de Marie-Christine Aulas sur « l'Egypte et l'ouverture politique » dans la *Monde diplomatique* de novembre 1976 et l'article d'Amnon Kapellouk : « L'économie israélienne s'enfoncée dans la crise » dans le numéro de janvier 1977.

L'ESPAGNE ENTRE LES ÉCUEILS

Les sanglants événements de la fin janvier n'ont pas détourné la gouvernance espagnole de la voie qu'il s'était tracée. L'activisme des ultras a encore renforcé, après le référendum du 15 décembre, le soutien accordé par une large majorité du personnel politique au projet de « démocratisation contrôlée » élaboré et mis en œuvre par Juan Carlos et par ses conseillers. Toute l'attention se porte maintenant sur la préparation des élections générales, qui auront lieu en mai ou sur suffrage universel et secret.

La consultation semble devoir se dérouler au scrutin proportionnel à un seul tour pour le Congrès, au scrutin majoritaire pour le Sénat. Chaque province devra élire un minimum de deux députés et de quatre sénateurs. Dans chaque province, chaque liste devra,

pour être prise en compte, recueillir de 3 à 5 % des voix. Les partis auront d'équales facilités d'accès à tous les moyens de communication, y compris la télévision. Ils bénéficieront d'un système de financement par l'Etat et pourront obtenir des crédits bancaires pour leur campagne électorale.

Dix-huit mois après la mort du général Franco (20 novembre 1975), un immense chemin aura ainsi été parcouru. Ce n'est certes pas dire que toutes les difficultés auront été éliminées, notamment en raison de la procédure utilisée pour légitimer démocratiquement la monarchie et en raison de la gravité de la crise économique. Jusqu'au dernier moment, les ultras seront tentés de recourir à la provocation violente : ils savent que leurs chances s'amenuisent chaque jour.

Par JOSE VIDAL-BENEYTO *

Le jeu actuel des alliances porte à penser que quatre tendances principales s'affronteront dans la consultation électorale du mois de mai : a) le « Front national », dans lequel s'aligneront l'Alliance populaire formée par six anciens ministres de Franco (avec, en tête, M. Fraga Iribarne), plus l'extrême droite (Confédération des anciens combattants, de M. Olton) ; Forces nouvelles, de M. Blas Pinar ; Falange Española, de M. Fernandez Cuesta, qui ne figurera pas publiquement en tant qu'allié électoral mais qui constituera une efficace avant-garde opérationnelle ; ce « Front national » pourrait obtenir autour de 10 % des voix ; b) le « Centre démocratique », qui regroupe, pour l'instant, le Parti populaire, l'Union démocratique, l'Alliance libérale et le Parti populaire démocrate-chrétien plus éventuellement, d'autres groupes — notamment la Fédération social-démocrate et l'Equipe de la démocratie chrétienne, qui comprend Basques et Catalans, les amis de MM. Gil Robles et Ruiz Jimenez — qui se définissent comme appartenant au centre gauche ; un tel bloc pourrait obtenir quelque 50 % des suffrages ; c) un camp socialiste, qui se présentera probablement en ordre dispersé avec le parti socialiste ouvrier espagnol, le parti socialiste populaire, la Fédération des partis socialistes ; tous ensemble, ils semblent devoir réunir environ 20 % des suffrages ; d) enfin, le parti communiste d'Espagne, qui ne conclura sans doute pas d'alliance avec les autres formations se réclamant du communisme ; il pourrait avoir de 5 à 12 % des voix.

En tout état de cause, ces élections générales marqueront une étape décisive dans l'évolution politique de l'Espagne. Quel qu'en soit le résultat, elles ouvriront la voie à une nouvelle phase d'adaptation des institutions et traceront le cadre à l'intérieur duquel se dérouleront les affrontements politiques et économiques. Ce résultat sera l'aboutissement d'un jeu subtil dans lequel les principales forces en présence ont fait preuve d'un sang-froid que les actes désespérés des ultras n'ont pas réussi à troubler. En cours de route, les différents groupes de l'opposition ont été amenés à réviser leur stratégie en face d'un pouvoir dont les initiatives ont souvent été la surprise.

Au point de départ, un fait majeur : l'intensité de la pression démocratique dans les années 70 et à la fin de 1973, la disparition physique de l'amiral Carrero Blanco contraignent le régime, du vivant même du général Franco, à accepter une évolution démocratique. Pendant l'été 1976, la maladie du chef de l'Etat et la vigueur des oppositions annoncent déjà la fin du franquisme. L'hypothèse démocratique prend alors toute sa force car elle seule peut valoir à l'Espagne la reconnaissance européenne et atlantique, hors de laquelle l'Espagne semblerait condamnée à la marginalisation. Dès lors, l'objectif de la classe dominante est d'organiser, elle-même, une « reconversion démocratique », qui lui vaudrait une cer-

taine crédibilité tout en dérangeant le moins possible sa structure de pouvoir et ses privilèges. Après la mort de Franco, le 20 novembre 1975, le système ne peut assurer son éventuelle survie que par une autodémocratisation. Pour cela, Juan Carlos doit concilier deux termes antagonistes : la légalité franquiste dont il est l'héritier et la légitimité démocratique qui, hormis le recours aux armes, peut seule la lui conserver. Pour que son autorité, qui procède d'un principe autocratique, puisse s'exercer démocratiquement, il n'existe d'autres possibilités que de la faire légitimer directement par le peuple souverain.

Le chef de l'Etat et ses conseillers choisissent alors de masquer la difficulté inhérente à cette contradiction. Plutôt que de s'exposer de front à la volonté populaire — qui pourrait bien leur être défavorable — ils optent pour une série d'opérations tactiques, comportant des risques calculés, qui dessinent une légitimité démocratique, médiatisée et indirecte, certes, mais suffisante pour donner une légalité à cette monarchie qui, dès lors, deviendra intouchable.

La réforme ou la rupture ?

Ce projet, discutable mais habile, implique quatre comportements privilégiés : comme geste de changement, la liquidation de l'appareil institutionnel et la structure symbolique du franquisme ; comme moyen d'éliminer les risques de pression populaire, le déplacement de la discussion de la rue vers la discussion entre professionnels de la politique ; comme méthode de recrutement des agents et bénéficiaires de l'opération, la réputation « démocratique » des éléments les moins attachés de la classe politique franquiste et la cooptation d'une partie de l'opposition ; enfin, comme geste décisif, l'indiscutable de la transformation démocratique, des élections. A l'intérieur de cette grille générale, l'année 1976 a permis une importante progression de la stratégie de la classe dominante, soldate de la monarchie. Les principales étapes de cette avancée sont riches d'enseignements.

Profitant du fait que le mandat de M. Rodriguez de Valcarlos arrive à son terme, le chef de l'Etat, le 2 décembre 1975, nomme M. Torres Fernandez Miranda, président des Cortes et du Conseil du royaume, le désignant ainsi comme le principal exécutant de ses projets. Ancien précepteur du roi, dont il est l'homme

de confiance, M. Fernandez Miranda appartient historiquement au « Mouvement », dont il a été ministre dans le gouvernement Lopez Rodó, et il possède de remarquables dons de rhétoricien et de manipulateur des institutions qui lui seront précieux pour mener à bien le projet global de la monarchie. Le très conservateur Conseil du royaume maintient, par ailleurs, M. Arias Navarro au poste de premier ministre. Ce choix donne l'assurance que la démocratisation suivra le rythme mesuré voulu par le pouvoir.

(Lire la suite page 14.)

Un président captif des grandes sociétés ?

M. Jimmy Carter et la relance de l'économie américaine

Par STANLEY ARONOWITZ *

Au mois d'octobre 1976, M. Jimmy Carter, candidat démocrate à la présidence, tournait résolument le dos au vague populisme de sa campagne électorale. Abandonnant les professeurs de loi et de morale, il faisait sien, dans ses grandes lignes, le programme qui restait associé dans les mémoires à ses deux prédécesseurs démocrates, John F. Kennedy et Lyndon B. Johnson. La remontée spectaculaire dans les sondages du président Gerald Ford avait convaincu les conseillers du candidat démocrate que celui-ci n'avait plus d'autre choix que de faire des promesses concrètes, axées sur les besoins des travailleurs et des minorités.

M. Carter s'engageait à lancer un programme massif de création d'emplois assorti de réductions d'impôts pour les pauvres et les ouvriers et à venir en aide aux villes durement éprouvées par la migration des industries et la réduction des subventions du gouvernement fédéral. Il promettait qu'il ferait redémarrer l'économie du pays en augmentant les revenus des consommateurs et les subventions gouvernementales à l'emploi. Les collectivités locales recevraient les ressources nécessaires à la remise en route des services qu'elles avaient été forcées d'interrompre pendant les dernières années de l'administration républicaine.

Les résultats de l'élection présidentielle ont justifié ce changement de cap à l'extrême de la stratégie électorale de M. Carter. Si le candidat démocrate l'a finalement emporté d'une courte tête, c'est bien parce qu'il avait réussi à convaincre 80 % des électeurs noirs

qu'il était résolu à remédier au chômage et à la misère chroniques qui frappent leurs communautés avec un regain d'intensité. En effet, après dix ans d'amélioration relative de leurs conditions d'existence, les Noirs et les autres minorités sont soumis depuis cinq ans à une détérioration considérable de l'emploi, des revenus et du niveau de vie. Le 15 novembre dernier, le *Wall Street Journal* soulignait l'ampleur du phénomène en publiant, en première page, un article de son correspondant à Chicago qui évaluait à près de 65 % le taux de chômage chez les jeunes Noirs de cette ville âgés de seize à vingt-cinq ans, pourcentage jugé proche de la tendance nationale par l'auteur et qui n'était sans doute pas exagéré puisque les statistiques officielles allaient même le situant aux alentours de 45 %. Pendant la même période, le revenu moyen des Noirs est tombé de 85 à 80 % du revenu moyen des Blancs.

Les causes de cette dégradation doivent à l'évidence être imputées à la diminution relative des dépenses fédérales en matière de services sociaux, au renversement de la tendance à la hausse que connaissent l'emploi et le secteur public depuis la fin de la deuxième guerre mondiale (1) et à la forte concentration des minorités dans les industries au profit de régions plus rentables —

* Visiting professor à l'université de Californie.

le Sud des Etats-Unis ou les pays du tiers-monde. Par exemple, la zone métropolitaine de Detroit qui employait 115 000 personnes en 1965, n'en emploie plus, à l'heure actuelle, qu'un peu moins de 40 %, et de larges secteurs de sa population noire, arabe et des autres minorités se retrouvent au chômage.

Ce sont ces facteurs qui ont permis à M. Carter de regagner du terrain après sa campagne calamiteuse du début de l'automne en promettant de déclencher une offensive générale contre le chômage. Il l'a emporté dans tous les Etats du Sud des Etats-Unis, bien que la majorité des travailleurs blancs se soient prononcés en faveur de M. Ford dans plusieurs Etats clés de la région. Sobite pour cent des travailleurs syndiqués ont voté pour lui, mais il n'a pas recueilli la moitié des suffrages des non-syndiqués (qui représentent 75 % des votants). En revanche, M. Carter a été battu dans plusieurs grands Etats industriels, comme le Michigan et l'Illinois, en Californie et dans tous les Etats de l'Ouest (ceux qui se trouvent à l'ouest du Mississippi), si bien qu'en définitive M. Ford l'a emporté dans un plus grand nombre d'Etats que son concurrent.

(Lire la suite page 28.)

(1) De 1947 à 1970, la force de travail américaine s'est accrue de 30 %, en grande partie grâce à la création d'emplois nouveaux dans le secteur tertiaire et, plus particulièrement, dans les administrations publiques qui ont été la principale source d'absorption des étudiants, des femmes et les autres minorités.

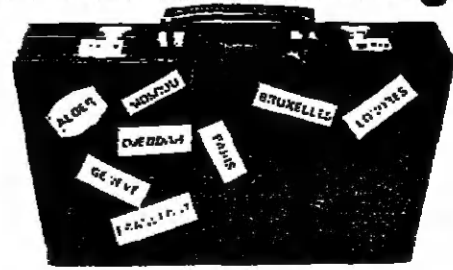
Dans ce numéro :

La multinationalisation
des industries de guerre
(Pages 4 et 5.)

Cuba dans la tourmente
(Pages 7 et 10.)

Le Kenya, pion ou allié
de l'Occident ?
(Pages 16 et 18.)

Air Algérie vous transporte au carrefour des nouveaux échanges.



Nous vous offrons comme cela
près de 25 pays et de 50 escales.
Pas pour l'exotisme, ni pour l'aventure.
Pour y aller conclure vos marchés.
A partir de Londres, Paris,
Francfort, Bruxelles, Prague,
Genève ou Moscou. Avec confortablement.
Au rythme de vos affaires. AIR ALGERIE

L'histoire d'un « type qui a rencontré Jésus depuis ELDRIDGE CLEAVER : LE RETOUR DE

QUESTION : Avez-vous jamais été de vous retirer de la lutte révolutionnaire et de chercher à vous accomplir dans la vie privée en écrivant des livres et en élevant votre famille avec Kathleen, votre femme ?

CLEAVER : Ça, oui, je pourrais le faire. Je pourrais me retirer. Il me suffirait d'aller voir le policier chargé de me « suivre » tant que je serai en liberté sous caution et de lui dire : « Bon, écoutez, moi, je ne veux pas retourner en prison. Je ne prêcherai plus la révolution. J'écarterai, puisque c'est ce que vous voulez que je fasse, je cesserai d'être un problème. Alors, qu'est-ce que vous diriez de reconsidérer mon cas et de me laisser tranquille ? Vivre et laisser vivre... » Je suis sûr qu'ils seraient preneurs...

(D'une interview donnée par Eldridge Cleaver en 1968, juste avant qu'il ne s'enfuit des États-Unis pour sept ans.)

« **O**n dit que j'ai fait un pacte avec le F.B.I. Je n'ai pas fait de pacte avec le F.B.I. » L'histoire est un grand Noir à la mise fort convenable. Il est d'une carrure encore impressionnante, mais son début d'embouppement trahit les premières atteintes de l'âge. « On dit que j'ai fait un pacte avec la C.I.A. Je n'ai pas fait de pacte avec la C.I.A. » Il fait une pause. Il sent bien que l'auditoire, presque exclusivement composé de Blancs, est suspendu à ses lèvres. Nous sommes dans une banlieue bourgeoise du nord-ouest de Los Angeles, et la salle du centre paroissial est pleine à craquer. « **J'AI FAIT UN PACTE AVEC JESUS !** » C'est Eldridge Cleaver qui parle. Eldridge Cleaver, ex-militant des

Panthers noirs, l'auteur d'*Un Noir à l'ombre* (1), révolutionnaire marxiste qui appelait jadis les Américains à la guerre de libération nationale contre le gouvernement Nixon, ce « radical » qui, en 1969, disait à un journaliste : « La Bible, on s'en branle ! » Agé aujourd'hui de quarante et un ans, père de deux enfants d'âge scolaire, Cleaver vient d'entrer dans une nouvelle étape de sa riche carrière qui lui a déjà valu de connaître la prison, la gloire littéraire, la répression policière et l'exil, qui a fait de lui un personnage aussi célèbre que controversé, et n'a jamais été, d'un bout à l'autre, que le reflet d'un mouvement paroxysmique d'une époque. Et le nouveau public dont il cherche à gagner la faveur, c'est cette masse composite d'Américains de toutes conditions que l'on appelait autrefois la « majorité silencieuse ».

Mais, même en exil, Cleaver n'adjura pas sa foi dans les « idéaux éternels » de l'Amérique : « la Constitution, la Déclaration des droits de l'homme, le Sermon sur la montagne, toutes ces choses qui forment le fondement même du caractère américain ».

« Mon sentiment est que je suis un citoyen du rêve américain, ajoutait-il, et que le combat auquel je prends part est un combat contre le cauchemar américain. Je suis bien que je suis un Américain. Je connais les idéaux qui sont inscrits à tout Américain. Ils sont profondément enracinés, vous comprenez. Même au temps où il s'agit fait le prophète de la seconde guerre civile, Cleaver soulignait que « si le gouvernement américain se transformait assez pour que les gens cessent de subir l'infus-

tion un sérieux coup ». Et c'est ainsi que Eldridge Cleaver se surprit à défendre l'Amérique avec une véhémence qui frisait l'hystérie au cours de discussions avec des Européens d'extrême gauche.

En novembre 1975, Cleaver décida de rentrer aux États-Unis : il était désormais convaincu qu'il serait jugé équitablement, et il s'attendait à être reçu à bras ouverts. Dix ans plus tôt il avait déjà appelé de ses vœux une « coexistence de la nation », et il souhaitait maintenant contribuer à la restauration de l'unité américaine. Pour lui, ses nouvelles convictions politiques ne constituaient en rien une trahison, mais un simple retour à la philosophie qu'il avait formulée dans *Un Noir à l'ombre*.

Quant à son retour à la religion, Cleaver y voit « un pont entre son passé et son présent ». Son plus ancien souvenir est celui de sa mère en train de lui apprendre le psalme 23. Ses deux grands-pères étaient prédicateurs. À l'âge de douze ans, il avait répudié l'athéisme de son père pour embrasser la foi catholique romaine. Cleaver raconte qu'une nuit, alors qu'il se trouvait dans le Midi de la France, il eut une illumination : il vit les visages de tous ses héros — Malcolm X, Castro, Mao — se former en surimpression sur la lune. « Et puis le visage de Jésus m'est apparu. Il ne voulait plus rien d'autre, je me suis retrouvé en train de réciter le psalme 23... »

Ce retour à la foi, que Cleaver appelle « sa suprême hypothèse », était, sans nul doute, sincère. Mais il n'en paraît pas moins procéder d'un sens de l'opportunité particulièrement aigu. Le fils prodigue allait rentrer au bercail l'année du bicentenaire, au moment même où un autre Sudiste, qui s'est lui aussi

l'objet d'une série d'inculpations, qui lui ont valu de passer en prison les neuf premiers mois de son retour au pays natal, avant d'être finalement remis en liberté en échange du dépôt d'une caution de 50 000 dollars que ses avocats ont dénoncée comme une « brimade politique ». Les autorités lui barrent toujours l'accès aux vingt-neuf volumes de documents rassemblés sur lui par le COINTELPRO, où il est sûr de pouvoir trouver les preuves de son innocence. Le département d'État refuse de lui délivrer un passeport. Quand il s'est présenté il y a quelques temps, à la prison de San-Quentin pour y rendre visite à son vieux camarade des Panthers noirs Elmer Pratt, dit « Geronimo », le directeur l'a fait éconduire. À présent, Cleaver admet que le tribunal ne lui rendra peut-être pas justice.

« En prison, au moins, je pouvais écrire », dit-il. Sa quête d'appuis politiques et financiers l'a mené à des prises de position de plus en plus simplistes. « Le sens de l'opinion est ma seule vraie garantie d'un jugement impartial », confiait-il aux paroissiens devant lesquels il venait d'évoquer son « pacte » avec Jésus. « Les experts ont besoin d'argent, eux aussi. »

Les anciens partisans de Cleaver sont pour la plupart persuadés qu'il a fait un marché avec le F.B.I. ou alors qu'il est complètement coupé de la réalité ; quant à ses nouveaux défenseurs, ils ne sont pas entièrement convaincus de sa sincérité. Ils soulignent que les positions de Cleaver sont de plus en plus conformes aux idées d'Arthur de Moser, un millitaire de Philadelphie, conservateur et dévot, qui finance une bonne part des frais de sa défense et de ses dépenses personnelles.

La liquidation de toute une génération d'activistes

Un nouvel Eldridge Cleaver est né en cette année du bicentenaire : c'est un patriote zélé, un anticomuniste fervent, un apôtre de la réconciliation des races, dans lequel on a bien du mal à reconnaître le militant noir dont les sombres visions du cauchemar américain provoquaient, voilà quelques années encore, une si forte impression sur Ronald Reagan, J. Edgar Hoover et Richard Nixon, qu'il en vint à redouter l'éclatement prochain d'une insurrection noire.

A cette époque, Cleaver prônait ouvertement le « renversement du gouvernement des États-Unis par la violence ». Aujourd'hui, il précise que « le système politique américain est le plus libre et le plus démocratique du monde ». « On dit que j'ai retourné ma veste », poursuit-il. « Mais mes critiques ont bien été les mêmes que celles de l'Amérique qui m'ont changé. Le Watergate a restauré ma foi dans la capacité de l'Amérique à se réformer sans violence. »

En 1968, victime de manœuvres concertées et illégales du F.B.I. (des documents officiels le prouvent aujourd'hui) qui visaient non seulement à le démolir politiquement, mais même à ruiner son foyer, Cleaver préféra s'exiler plutôt que de retourner en prison, où il était certain d'être assassiné par des agents du gouvernement. Quelques temps plus tôt, un juge de la Cour suprême de Californie, M. Ray Sherwin, avait pourtant conclu que la campagne lancée par le gouvernement contre Cleaver pour des raisons politiques constituait « un type de pression pour le moins indigne des forces du maintien de l'ordre de notre État ».

Les documents publiés par la commission d'enquête du Congrès ont établi depuis que J. Edgar Hoover avait personnellement ordonné à la section des renseignements raciaux (Racial Intelligence Unit), créée dans le cadre du programme de contre-espionnage (ou COINTELPRO) du F.B.I. de « perturber, détourner, discréditer ou neutraliser par d'autres moyens l'action des nationalistes noirs » et de prendre « des mesures draconiennes pour démanteler le S.P.P. (parti des Panthers noirs) » et sa direction.

Les opérations du COINTELPRO ont abouti, ou peu s'en faut, à la liquidation de toute une génération de jeunes activistes noirs : près d'un millier de militants des Panthers noirs se sont retrouvés en prison ; trente et un ont été tués. Aujourd'hui, Eldridge Cleaver affirme que l'on ne saurait comprendre ni son

radicalisme d'antan ni son actuelle modération sans les examiner à la lumière des menées illégales dont il a été victime et de la réaction populaire qui s'est ultérieurement développée aux États-Unis contre les abus du pouvoir exécutif.

Aujourd'hui en effet, les documents publiés par la commission Church donnent tout lieu de penser que l'incident du mois d'avril 1968 — au cours duquel Cleaver fut blessé alors qu'il tentait de se joindre à la police en compagnie du trésorier du parti, Bobby Hutton, qui fut tué à ses côtés — avait été provoqué par des agents fédéraux. Cette « fusillade » bien unilatérale et pourtant fort nourrie (la police tira plusieurs milliers de cartouches) au lieu d'Oakland le 8 avril 1968, soit quatre jours seulement après l'assassinat du pasteur Martin Luther King, lui-même victime de la harcellement systématique du F.B.I. Cleaver et Hutton n'avaient qu'un fusil à eux deux, et aucun policier ne fut atteint par balles ; pourtant, s'il était reconnu coupable des charges qui pèsent toujours sur lui à la suite de cet affrontement, Eldridge Cleaver encourrait aujourd'hui un total de soixante-douze années de prison.

En 1968, depuis son exil algérien, Cleaver clamait très haut ce que la plupart des Américains n'arrivaient pas encore à croire. Expliquant son refus de passer en justice, il déclarait : « Pour moi, il ne fait aucun doute que le gouvernement Nixon est en train de mettre à exécution un plan minutieusement préparé, un complot très élaboré dont le F.B.I. est le fer de lance. »

Jusque dans son exil, Cleaver resta la cible d'une campagne bien orchestrée de harcèlement personnel et de coups bas que le gouvernement Nixon intensifia encore avec la complicité de la C.I.A. Le F.B.I. multiplia les écoutes illégales, les fausses lettres, les provocateurs payés et l'opération COINTELPRO remporta son plus grand succès à Alger en 1971. En réaction à l'événement de fausses nouvelles et de lettres anonymes que les agents fédéraux faisaient pleuvoir sur lui, Cleaver dénonça publiquement Huey Newton, cofondateur et principal animateur du parti des Panthers noirs. Le schisme était consommé : les Panthers ne devaient jamais s'en relever.

C'est avec cette toile de fond que Cleaver assura — comme il l'explique aujourd'hui — à la montée du mouvement de protestation contre les abus du pouvoir exécutif aux États-Unis, qui finit par acculer le président Nixon à la démission.

« **T**ous ceux que nous dénonçons, il est bien évident que les flammes de la révolte s'apaiseraient faute d'aliment ». Mais, comme le remarquait Cleaver, l'administration Nixon ne faisait qu'« ajouter de l'huile sur le feu ».

« **J**e ne voulais pas la révolution violente pour elle-même », dit-il aujourd'hui. « J'étais persuadé que l'Amérique courrait à sa perte et que j'étais condamné moi-même à mourir ».



MANIFESTATION A SAN-FRANCISCO, A L'EPOQUE DE LA LUTTE. (Photo Kenner-Rapha.)

Et le rêve s'emporta sur le cauchemar... « Je retrouvai en Jésus », faisait remarquer de ses cendres la « politique des bons sentiments ». Et n'est-ce pas Cleaver lui-même qui déclarait tout récemment, en répondant le crucifix qu'il arbore sur son pull-over à col roulé : « Je suis un grand stratège. »

La stratégie était claire. Maintenant qu'il savait que l'Amérique n'était pas plus condamnée à mort qu'il ne l'était lui-même, Eldridge Cleaver allait se lancer à la poursuite du rêve américain avec une persévérance égale à celle dont il avait jadis fait preuve lorsqu'il s'agissait de fuir le cauchemar américain. Ce qu'il espère aujourd'hui ? « Qu'un jour Kathleen et moi nous serons reçus à la Maison Blanche. »

Anciennes amitiés, nouveaux compromis

VOILA plus d'un an qu'Eldridge Cleaver s'est rendu aux pouvoirs fédéraux, qui se sont montrés fort courtois avec lui en privé, ne lui passant les menottes que lorsqu'il allait rencontrer des photographes. Il est toujours en quête du rêve américain. Il a retrouvé une Amérique bien plus cynique et bien plus divisée qu'il ne l'avait prévu. Et qu'il en soit ou non pleinement conscient, les appels de Cleaver à « un nouveau consensus américain » ont plus contribué à accroître les divisions qu'à accélérer la réconciliation nationale.

La stratégie personnelle de Cleaver s'est heurtée, de son côté, à de

sérieuses difficultés. Elaine Brown, l'actuelle présidente du parti des Panthers noirs, qui se l'attribue de la faction Newton, l'accuse d'être « un agent actif et consentant de l'opération COINTELPRO lancée par le F.B.I. pour détruire les organisations noires ». Paul Jacobs, un intellectuel blanc de San-Francisco qui avait contribué à la caution dont la fuite de Cleaver attena la confiscation en 1968, ne voit plus en lui aujourd'hui qu'un « vulgaire pitre du bicentenaire ».

L'hostilité que les anciens amis de Cleaver manifestent à son égard n'a pas rendu ses vieux adversaires moins vindicatifs. Il fait toujours

Et c'est ainsi, comme le notait Ray Riegart, journaliste au *Berkeley Barb*, qu'« Eldridge Cleaver, que le gouvernement fera juger sous peu pour avoir été révolutionnaire en 1968, se retrouve d'urgence sur la sellette chez les gauchistes et dans la presse, où on l'accuse d'être devenu un agent du gouvernement ».

Qu'est-ce qui n'a pas marché ? « Je suis extrémiste de nature », écrit-il dans *Un Noir à l'ombre*. « J'ai vu, peut-être mieux que d'autres, l'exploitation dans les constantes de sa personnalité que dans ses retournements idéologiques. »

« Finalement, concluait un jour Huey Newton avec amertume, Eldridge a toujours été dans un monde de rêve ». Paul Jacobs, qui fut le colistier de Cleaver quand celui-ci se présenta aux élections sous les auspices du Peace and Freedom Party, le juge encore plus sévèrement : « Autrefois, c'était un révolutionnaire bideau ; maintenant, c'est un réactionnaire bideau. La vision de cauchemar que Eldridge s'était formée de l'Amérique quand il était à Alger, était aussi absurde, romanesque et chimérique que l'est aujourd'hui sa vision du rêve américain. »

Elsa Knight Thomson, journaliste

Un «super-patriote» de longue date

MALGRE son militantisme, et bien qu'il s'identifiait à des mouvements révolutionnaires étrangers, Cleaver s'est toujours considéré comme un « super-patriote » américain, et sa détermination à rentrer un jour dans son pays n'a jamais fléchi pendant qu'il était en exil. D'ici, dans *Un Noir à l'ombre*, il exhorte les Américains à démanteler la « ligne Maginot

raciale » qui les divisait et s'affirmait convaincu que « le prix de la haine qu'on voue à d'autres hommes est que l'on s'aime moins soi-même ». « De ma prison, écrivait-il aussi, j'ai vu que l'Amérique émergeait lentement du sommeil. Elle n'est pas encore complètement réveillée, mais l'air est frais, le soleil est chaud et je vois la beauté partout. »

Ce n'était qu'une fausse aurore.

AV^e FOCH Immeuble grand standing
700 m² en deux étages
(Possibilité division 6 appartements)
S'adresser Mme ECKMAN
CIMOBI, 50, av. de Wagram, Paris-17^e
Tél. : 267-43-48

Le Monde de l'éducation
Au sommaire du numéro
de février

L'INTELLIGENTSIA
LA PRESSE DES ENFANTS

Belle maison récente

200 m² habitables, prox. gare,

conviendrait pour consulat, professions libér., grande famille

Prix : 850 000 F

Téléphoner pour rendez-vous : 772-56-60

SURESNES
(banlieue M^{et}-V^{al} de Paris)

UNIVERSITAIRE
CHATELAIN DU 11^e

مكتبة الطفل

qu'on l'a libéré sous caution

L'ENFANT PRODIGE

de radiodiffusion à San Francisco, qui a suivi la carrière de Cleaver depuis le début, y relève un certain nombre de constantes : « D'abord, dit-elle, Cleaver a toujours eu tendance à se laisser entraîner trop loin par sa facilité à établir le contact avec les Blancs. Adversaire en prison, il manifestait déjà des talents incontestables de diplomate. Il savait intuitivement ce qu'il fallait faire pour valoir à ses yeux les médias, les riches et les militants, et pour présenter ses problèmes personnels sous un angle politique. Je ne crois pas qu'Eldridge ne comprenait pas à quel point ses prises de position publiques étaient déterminées non par ce qu'il pensait, mais par ce qu'il voulait que les autres pensent de lui. Je ne crois pas qu'il n'en rende mieux compte aujourd'hui. »

Les dures réalités de l'exil

Ni l'expérience de la prison ni celle de la célébrité ne l'avaient préparé à affronter les réalités des pays socialistes et des pays du tiers-monde où il allait passer la plus grande partie de son exil, ni celles de l'Amérique de l'après-Watergate, qu'il idéalisait aujourd'hui autant qu'il magnifiait autrefois la Chine et Cuba. Cleaver ne parle aucune autre langue que l'anglais. A La Havane, ses plus proches amis n'étaient pas des Cubains, mais des pirates de l'air américain et une Blanche, originaire de l'état de Géorgie, qui se consacrait de l'idée qu'elle était en train de vieillir en cajoquant son lapin apprivoisé et en nourrissant la certitude absurde qu'un jour Fidel Castro demanderait sa main. Quand les autorités cubaines se mélangèrent de vouloir empêcher Cleaver de se constituer un stock d'armes et critiquèrent ses tentatives de convertir les Afro-Cubains au style de coiffure des Noirs américains, il se rebella. Le révolutionnaire cubain et l'accusé d'être un complot raciste. Il est encore persuadé aujourd'hui que des Noirs armés (peut-être des membres de l'Armée de Batista, ou les militaires prédominants) « combattent le racisme dans les montagnes ».

Au moment de son arrivée en Algérie, Cleaver affichait des convictions ouvertement marxistes, mais il n'en fut pas moins éprouvé par l'ambivalence de la révolution algérienne. Il se sentait à l'aise avec les programmes de développement économique, du gouvernement algérien et le soutien qu'il apportait aux mouvements révolutionnaires étrangers. Il reconnaît lui-même aujourd'hui qu'il eut une bonne partie de son temps à fabriquer des faux passeports pour des étudiants algériens qui voulaient gagner la France. En 1971, déjà, un responsable algérien lui confiait devant moi que : « Les Cubains ne s'étaient peut-être pas trompés sur le compte de Cleaver ». « Son engagement est plein d'apparences de neutralité déplorables », fonctionnaire, et il a la tête farcie de slogans extravagants. Jamais je n'avais soupçonné que même ses révolutionnaires noirs aient pu être à ce point corrompus par l'individualisme et l'indiscipline petite-bourgeoise », concluait-il. Cleaver réussit à passer d'Algérie en France, à l'aide de papiers qu'il avait lui-même fabriqués. L'arrogance et la xénophobie des Algériens (qui n'épargnaient pas, loin s'en faut, les Américains blancs) l'avaient convaincu que les Arabes complicités, eux aussi, passaient à la pirogue raciste du monde ».

Quelques temps plus tôt déjà, il avait perdu toute sa foi dans l'Union soviétique. Les Russes ayant rejeté l'appel qu'il leur avait adressé en les exhortant à faire usage d'armes st-

l'avenir devant la commission du Sénat sur la sécurité interne que présida le sénateur Eastland, à condition que les agents fédéraux assurent en échange sa sécurité personnelle. « Mais la plus probable », estime l'écrivain Reggie Major, auteur d'un livre sur les Panthères noires, est qu'Eldridge « a fait un compromis » avec lui-même et avec l'idée qu'il se faisait du nouvel équilibre de la vie nationale américaine. »

Les accusations suivant lesquelles Cleaver aurait « perdu les pédales » doivent être corrigées de la même façon. Ses détracteurs soutiennent qu'il n'est qu'un « schizophrène », qu'il est complètement à côté de la réalité. Cleaver est un remarquable sens de l'humour ; mais il n'en reste pas moins vrai qu'il est coupé de bien des réalités de la réalité américaine autant que de celle du monde qu'il a parcouru de 1968 à 1975.

miques contre les Américains en Indochine et ayant déclaré qu'il n'était pas un révolutionnaire mais un « aventurier ». Il n'éprouvait plus que de l'algèbre à l'égard de la nouvelle gauche américaine depuis que des militants du mouvement de libération des femmes, qu'il avait rencontrés lors d'une tournée dans les pays communistes d'Asie, l'avaient traité de « cochon phallophore ». La détente lui apporta une nouvelle destination. « Quand j'ai vu Mao servir la main de Nixon, raconte-t-il, j'ai compris que les Chinois étaient aussi des imposteurs. »

Mot, dit Cleaver, je ne signe pas de serments d'allégeance. Sa femme Kathleen reconnaît que, non content de changer fréquemment d'opinion, « il a essayé de traduire ses idées en actes dans des circonstances où bien des personnes plus prudentes auraient fait le choix de se taire. »

C'est que, en embête les gens, dit Cleaver, c'est que je n'ai pas honte de changer d'avis. Depuis que Cleaver a « changé d'avis », on l'a vu proclamer son soutien indéfectible à la cause israélienne devant des milliers de robots admiratifs. Sur la seule base de ce que lui avait appris son séjour de huit mois à La Havane en 1968, il a dénoncé l'intervention de Castro en Cuba, et a encouragé un « complot » visant à démettre la minorité noire de Cuba. Il a chaleureusement accueilli l'appel de M. Daniel Patrick Moynihan, dont on connaît les opinions rétrogrades sur la question noire ; il fut notamment l'auteur de la thèse aujourd'hui contestée suivant laquelle les problèmes des Noirs américains venaient essentiellement de la ségrégation de leur vie familiale. Cleaver trouve que les remarques racistes proférées à l'encontre des Noirs par le secrétaire au Trésor de M. Ford, M. Earl Butte, étaient « plus, dites qu'inférieures ». Il approuve les tractions de M. Kissinger avec l'Afrique du Sud, mais il vient de refuser d'apporter son concours à l'organisation d'une campagne de soutien au N.A.A.C.P. dans la Mississippi.

Cleaver a été longuement reçu par l'évangéliste Billy Graham. « Nous sommes tombés à genoux et nous avons prié ensemble », raconte-t-il. A l'en croire, Billy Graham lui aurait dit que sa conversion était la « seconde en importance des décisions en faveur du Christ qu'il pouvait imaginer ». Une seule chose aurait été plus d'importance aux yeux de Billy Graham : la « renaissance à Jésus » de Richard Nixon. « En ce qui me concerne, je considère Nixon comme un homme incroyablement mal, et j'ai dû être très innocent aussi longtemps que sa culpabilité n'avait pas été démontrée. »

Enfermé dans un nouveau rôle

A plus d'un égard, pour Cleaver, les choses n'ont guère changé. Il a toujours des milliers de lettres sur lui et il baigne dans la lumière des projecteurs de télévision. Il se fait interviewer par *Rolling Stone* et le *Reader's Digest*, et il a reçu des propositions lucratives pour le livre qu'il est en train d'écrire. Le critique Norman Podhoretz, que Cleaver citait jadis comme exemple de la « mentalité schizophrénique américaine » parce qu'il avait écrit que l'homme noir était pour lui « une figure superieurement masculine », a organisé un cocktail destiné à recueillir des fonds pour sa défense. Cleaver soutient que les médias, ses ennemis et ses amis eux-mêmes

quand il m'a vu, rapporte Cleaver. Il avait peur qu'on ne nous photographie ensemble. » Voyant le problème, le président de l'assemblée guida les deux anciens amis dans des directions opposées, plaçant Brown au milieu d'un groupe de démocrates libéraux et Cleaver à côté d'un membre notoire de la John Birch Society.

« Je me sentais terriblement vulnérable », raconte encore Cleaver. Je me suis aperçu que je transpirais à grosses gouttes. Mon désir était de consolider l'unité, mais de semer la division. Je ne savais pas quoi faire. »

Alors, pour ne pas provoquer d'incident, pour ne pas donner à certaines personnes, devant les journalistes et les caméras de télévision, Eldridge Cleaver prit la main qui lui tendait l'homme de la John Birch Society.

« Bonjour, M. Cleaver, et bon retour au pays », dit la blonde blonde de l'air en lui faisant l'hommage d'une deuxième coupe de champagne. Nous sommes sur le long-courrier qui assure le service régulier entre San Francisco et la Nouvelle-Orléans.

« A moins d'avoir passé sa vie en prison ou en exil, on ne peut pas comprendre quel bonheur c'est que de pouvoir simplement voyager ainsi, commente Cleaver. Pensez-y la prochaine fois que vous casserez du sucre sur le dos de l'Amérique. Aujourd'hui, nous faisons cette charmante petite croisière. Ce soir, nous verrons les candidats à la présidence de la République à la télévision. Demain, je dois parler à l'université Tulane, qui était autrefois une plantation d'esclaves. En France, j'aurais pour d'avoir manqué le coche. »

Pour la plupart, les gens qu'Eldridge Cleaver rencontre dans les universités, les conférences de presse ou les assemblées paroissiales ne voient en lui ni un révolutionnaire repenti ni un flambeau de la « nouvelle gauche ». Tout ce qu'ils voient, c'est qu'il est célèbre. Des Blancs qui, jadis, applaudissaient avec enthousiasme aux efforts de J. Edgar Hoover pour détruire l'« ennemi intérieur » viennent lui demander de leur dédicacer *Un Noir à l'ombre*. Des Noirs, qui se souviennent du temps où il s'insurgeait pour eux, viennent lui servir la main à la manière spéciale des militants. Les grooms et les réceptionnistes d'hôtel, les serveuses de restaurant et des vendeuses de billets des aéroports le reconnaissent souvent, quelle que soit leur race.

Cleaver ouvre son attaché-case et en sort des photos qui le représentent vêtu du modèle de pantalons qu'il a dessinés à Paris, et qui a soulevé tant de controverses. Son sexe, gagné d'un espèce d'état de veille, est bien en évidence. Il correspond parfaitement aux stéréotypes racistes. A-t-il pensé aux hommes que la nature nous a bien pourvus que lui ? J.J. Jackson, dans un *manifeste* intitulé *Marchés du phallus postiche*, répond-il, et il ajoute : « Je voudrais me constituer prisonnier vêtu d'un modèle spécial pour un jour ou deux de retour noir couronné d'un rubis ».

Je m'adresse à tous les Américains...

PREMIER le somptueux dîner créole qui lui était offert par l'association des étudiants afro-américains de l'université Tulane. Cleaver doit donner une conférence dans le grand amphithéâtre d'un bâtiment qui, avec son péristyle à colonnades blanches, évoque irrésistiblement les riches demeures sudistes d'avant la guerre de Sécession. A l'entrée, il y a deux files d'attente distinctes, comme au temps de la ségrégation. Mais, dans chacune, Blancs et Noirs sont mêlés. C'est un public à peu près équitablement partagé entre les deux races qui écoute Cleaver proclamer son regain d'amour pour l'Amérique. Il dénonce ensuite le racisme des Arabes et des Cubains, brandit la menace soviétique, souligne la nécessité d'une défense forte pour tous les Américains, quelle que soit leur race. Comme cela lui arrive souvent, Cleaver se sent se remiser d'éclaircir au passage le mouvement de libération des femmes. La veille, Gerald Ford et Jimmy Carter ont endormi la nation entière avec leurs laborieux platoyers découpés en tranches de trois minutes. Mais, ce soir, Eldridge Cleaver soutient sans peine l'intérêt de son public tout au long d'un monologue de soixante-dix minutes.

Après son discours, des membres de l'assistance se succèdent au micro pour lui poser des questions. Certains l'attaquent. D'autres — plus



PLANE.

— mais ma femme et mes croissants m'en ont dissuadé. » Cleaver nous confie ensuite que son agent a pris contact avec Barbara Walters au sujet d'une émission de télévision où on le verrait faire découvrir l'Amérique à ses deux enfants. « Je travaille aussi à une trilogie porno, nous explique-t-il. Le premier volet s'intitule *Les Gardiens du sperme*. Le deuxième porte sur un homme, une femme et un chien. Le troisième traite de la libération des homosexuels, de la libération des femmes — et de celle des hommes. »

« Les déclarations de ce genre pourraient causer votre perte », lui fait-on observer.

« Vous croyez que l'édition dominicale du New York Times pourrait refuser la photo de J. Edgar Hoover et Richard Nixon ont déposé ? », rétorque Cleaver, tout miel.

A l'aéroport de La Nouvelle-Orléans, il est attendu par un comité d'accueil formé de deux étudiants blancs ; ils sont juvéniles, bien habillés, l'air sérieux et pleins d'ambition, et ils parlent avec un fort accent sudiste. « Ils sont toujours par deux », observe Cleaver. Le premier conduit, l'autre me pose des questions. »

« Bienvenue à La Nouvelle-Orléans, M. Cleaver », dit l'un d'eux. « Quel effet cela vous fait-il d'être revenu en Amérique ? », demande l'autre.

Cleaver a quitté le « Sud profond » voilà plus de trente ans, alors qu'il n'était encore qu'un enfant. Dans le pays qu'il retrouve aujourd'hui, il y a plus d'écoles « séparées mais égales », de fontaines « pour gens de couleur », de sièges réservés aux Noirs à l'arrière des autobus, et il y a l'élite d'une université qui était naguère interdite aux gens de sa race. Le soir de son arrivée, il dîne dans un de ces fameux restaurants français du Vieux-Carré, vénérable et distingué, où l'argumentaire raciste est à la fleur des chandelles ; autrefois, on n'y voyait jamais d'autres Noirs que les serveurs en livrée.

Eldridge Cleaver commande un Americano. « Je crois qu'on ne peut pas nier les progrès qui ont été faits dans ce pays », dit-il.

efficaces — se payent sa tête. Cleaver répond à toutes les questions avec une parfaite aisance.

« Mais, dans les faits, qu'est-ce que vous comptez faire à présent ? », lui demande un étudiant noir. « Que tendez-vous par « nouveau consensus » ? »

Cleaver parle de la nécessité de regarder les problèmes d'un œil neuf. Le micro passe à un autre, et il dit : « Je ne suis pas très bien sûr qu'il faut conclure de tout cela, dit-il. Quel est votre programme ? »

Cleaver se met à exposer ses problèmes juridiques et parle de la nécessité du dialogue.

Un peu plus tard, nous nous retrouvons au foyer de la Maison des étudiants afro-américains. Cleaver est assis sur un divan et une cinquantaine d'étudiants font cercle autour de lui, debout. Parmi les rares Blancs dissimulés dans la pièce, il y a un policier armé chargé de veiller à la sécurité personnelle de Cleaver.

Il n'aura pas à intervenir. Un grand silence cristallin : les étudiants ne sont ni hostiles ni admiratifs ; leur mutisme traduit un mélange de curiosité un peu méfiante et de manque de communication. Ce sont de jeunes Noirs de la classe moyenne, qui, pour la plupart, ont une bonne vingtaine d'années de moins que Cleaver. Pour eux, les si-fins et les

affrontements armés n'ont jamais revêtu le caractère d'une crise personnelle ; ce sont des événements historiques.

L'un des plus militants lui demande pourquoi il a cessé de s'adresser aux Noirs.

« Je ne m'adresse ni aux Noirs ni aux Blancs », répond Cleaver, imperturbable. Je m'adresse à tous les Américains. »

« Quel est votre signe du zodiaque ? », lui demande une charmante jeune Noire. Un étudiant blanc se fait dédicacer un exemplaire d'*Un Noir à l'ombre*. Cleaver se fraye un chemin à travers la foule pour regagner sa voiture. « C'est ce type qui a rencontré Jésus depuis qu'on l'a libéré sous caution », commente quelqu'un en le voyant passer. Mais un étudiant noir plus âgé que les autres — il y en a quand même quelques-uns qui ont passé le cap de la trentaine — lui dit : « J'ai passé trois ans à Berlin-Est, monsieur Cleaver. Je vous comprends. »

Le lendemain matin, une voiture vient chercher Eldridge Cleaver pour le ramener à l'aéroport de La Nouvelle-Orléans. En sage d'administration, l'homme de l'air lui offre une bouteille de champagne qu'il range dans son attaché-case. Sa femme Kathleen l'accueille à l'aéroport de San Francisco et lui demande comment les choses se sont passées. « Très bien, répond-il. Que de braves gens partent ! J'aime tellement parler aux jeunes. » Le même soir, les deux époux prennent l'avion pour Los Angeles, où une voiture les attend pour les conduire à l'hôtel Arrowhead (« Autrefois, toutes les stars de Hollywood y descendaient », précise Cleaver lui-même), où ils doivent participer aux cérémonies du vingt-cinquième anniversaire de la Croisade universitaire pour le Christ. Et ce dimanche-là, en présence de leur bienfaiteur et ami, M. Arthur de Moss, et d'une armée de photographes, Eldridge et Kathleen Cleaver s'immergent tout habillés dans la piscine de l'hôtel Arrowhead pour y recevoir le baptême.

Quelques jours plus tard, dans un restaurant chinois de San Francisco, « Vous vous rendez compte, dit Eldridge Cleaver en jouant des baguettes, moi, baptisé ! Je porte mon pantalon de baptême en ce moment même. Je suis sûr qu'il me portera bonheur. »

Un peu plus tôt, je lui ai demandé ce qu'il ferait vraiment à quoi il croirait, comment il vivrait si ses problèmes légaux étaient définitivement réglés, si le fisc débloquait ses droits d'auteurs, bref, si il était libre de mener une vie privée au lieu de devoir se plier à cette stratégie de survie publique.

« Je m'installerais dans une maison de rêve avec Kathleen et les enfants, m'a-t-il dit. Vous savez, avec tous les gadgets électroniques. Four à micro-ondes. Hi-fi dans toutes les pièces. Télé par câbles, avec commande à distance. Télé dans la chambre à coucher... »

Au temps où il était encore révolutionnaire, Eldridge Cleaver vivait pendant déjà « les sonnettes qu'on entendait déborder sur la cuisine traditionnelle des Noirs du Sud ». « Ce que veulent les habitants du ghetto, c'est de la bonne viande rouge, écrivait-il. Du bifteck. »

C'était il y a dix ans. « J'aimerais pouvoir offrir toutes ces choses, assure-t-il aujourd'hui, avoir de quoi les payer. » Et il conclut : « Il me faudrait aussi un couple de bons chiens de garde. »

T.D. ALLMAN.

CITE UNIVERSITAIRE
« PAVILLON DU LAC »
Ouvert tous les jours
Terrasse chauffée
20, rue GAMBETTA (75011 Paris)
01-52-52-52

Le Maître
Caviar
Crustacés
Poissons
Pâtisseries
Les mercredis/joués
Cuisine traditionnelle française

(Publi-Info)
Pour une communauté mondiale sans frontières, basée sur la propriété commune et le contrôle démocratique, produisant pour la seule satisfaction des besoins humains et non pour le profit. SOCIALISME MONDIAL s'oppose à toutes les guerres, tous les racismes, tous les leaderships et tous les gouvernements.
Pour un exemplaire gratuit, écrivez à :
Appt 27, 19, rue Jean-Baptiste, Luxembourg.

AV^o FOCH Immeuble grand standing
700 m² en deux étages
(Possibilité division 6 appartements)
S'adresser : Mme BCKMAN :
CIMOBI, 30, av. de Wagram, Paris (17^e)
Tél. : 267-43-45

شركة أمهر الأعمال

taires eux-mêmes. Devant un taux de chômage qui n'a jamais été aussi élevé depuis la fin de 1929, de nombreux élus se montrent réticents à voter des fonds pour l'achat d'armements européens ou moment où des fluxes andréaniques licencient du personnel peu qualifié de travail. Les responsables de la défense à Washington sont également peu enclins à faire partager à des puissances étrangères le savoir-faire technologique avancé de l'Amérique, aussi étroits que puissent être les liens d'alliance avec l'Europe. Et beaucoup de généraux rejettent totalement l'idée d'abandonner la traditionnelle objectif d'assurer l'indépendance qui est de maintenir l'Amérique du pays dans tous les domaines de la production militaire. C'est pour-

Dans le tiers-monde : autonomie ou dépendance ?

BIENTEN que la plus grande partie des projets américains de coopération avec l'étranger se réalisent en Europe et au Japon, le tiers-monde va, lui aussi, en absorber un nombre croissant. Persuadés que l'autosuffisance en matière de produits contribue à la fois à l'indépendance nationale et au progrès technique, les gouvernements des pays en voie de développement s'efforcent, en effet, de mettre en place leur propre industrie d'armements. Et, comme les qualifications et les ressources nécessaires leur manquent, ils sollicitent l'aide des nations avancées. En dehors même de toute coopération nationale, les gouvernements du tiers-monde voient un certain nombre d'avantages à l'établissement, chez eux, d'industries militaires. Une priorité pour ces pays, comme les pays du tiers-monde Sud, par exemple, qui réduisent les effets de l'embargo.

Le deuxième avantage, est d'ordre économique. Le prix des armes augmentant plus vite que celui de la plupart des autres marchandises, quelques pays du tiers-monde ont construit - des usines d'armement afin de réduire leurs dépenses en devises fortes. C'est ainsi que le Brésil, dont la dette extérieure avoisine 20 milliards de dollars, a imposé des contrôles sévères sur les importations aéronautiques, tout en accélérant la production dans les usines aéronautiques de l'Etat. Certains Etats projettent même de développer des industries d'armes et d'importations militaires. Israël, qui se le pays du monde où le budget militaire par habitant est le plus élevé, a lancé une campagne commerciale agressive pour exporter ses avions Arava et Kfir.

quel le projet préparé par le ministère de la défense pour coproduire le système franco-allemand de missiles Roland a été mis en échec par l'armée, qui a jugé qu'il soit « américanisé » par l'adjonction de systèmes électroniques américains, le coût total du projet se situant ainsi hors du-delà du plafond fixé par le Congrès. L'armée de l'air américaine a également essayé d'empêcher l'accord avec Rolls-Royce sur le JT 10 D en faisant valoir qu'il s'agissait d'un transfert inacceptable de techniques stratégiques en faveur de la Grande-Bretagne (11). Les responsables européens suivent avec attention ces péripéties et ont pris conscience que le programme de la standardisation implique le risque de l'ambiguïté de la position américaine.

Enfin, dernier avantage, la production d'armes a un effet d'entraînement technologique. Facilitée par l'expérience américaine, plusieurs gouvernements tiers-monde ont lancé de nouveaux programmes militaires dans l'espoir que l'économie civile en profitera. Une telle attitude repose sur l'idée — activement répandue par les stratèges américains de la « modernisation » — que la production d'armes aide à la technologie et que certains nombres d'industries comme les télécommunications, l'électronique et la métallurgie. Le chah d'Iran compte édifier une industrie électronique coûtant 1 milliard de dollars autour d'un ensemble d'usines de missiles conçues par les Américains, et le Pakistan a récemment complété un contrat avec les Américains pour développer une aéronautique grâce au travail procuré à l'industrie locale par l'avion de combat F-5E (12).

colère, mais la situation a profondément changé la nature du transfert militaire vers le tiers-monde. Là où, autrefois, la plupart des firmes d'armements exportaient directement leurs produits, aujourd'hui on leur demande de vendre également leur expérience technologique. Beaucoup de ces firmes sont naturellement peu enclines à le faire, redoutant, en particulier, un accroissement de la concurrence dans l'avenir, mais la formule suscite maintenant un intérêt croissant. Les échanges de savoir-faire par le biais de la collaboration fait l'objet de licences, contrats d'assistance technique ; dans d'autres, c'est une condition *sine qua non* pour vendre des armes conventionnelles.

Puisque l'objectif proclamé d'une telle coopération est de favoriser l'autonomie, la plupart des projets doivent passer par

les différentes étapes du « cycle d'apprentissage », afin que le personnel local puisse prendre le relais. En général, un pays commence par assurer le travail d'entretien et de vérification des armes importées, sous la supervision de spécialistes étrangers. Puis il tente d'assembler sous licence un système d'armes pour à l'étranger à passer à l'étape de désassemblage. Ensuite commence la fabrication de quelques-uns des composants, en général avec des outils et des biens d'équipement fournis par le producteur d'origine. De plus en plus d'éléments sont ainsi produits localement, jusqu'à ce que l'arme (qui demeure de conception étrangère) soit produite à 100 %. C'est seulement alors que le pays aura une compétence suffisante pour concevoir à son tour et produire ses propres armes.

Très peu de pays, dans le tiers-monde, ont atteint ce dernier stade, et la plupart continuent à dépendre de sources extérieures. En fait, les pays en voie de développement s'animent de plus en plus dans une dépendance technologique permanente à l'égard des producteurs étrangers.

Cette demande croissante pour de tels services pose quelques problèmes aux Etats-Unis. Le pays américain, au premier rang desquels les conséquences économiques d'une augmentation de la production militaire à l'étranger. Il s'ensuit, en effet, une réduction de l'emploi domestique et une concurrence plus vive sur les marchés extérieurs. Israël concurrence déjà les Etats-Unis sur le marché sud-américain des avions de transport légers et le Brésil a commencé à exporter un véhicule blindé de reconnaissance, le M-113, sur le marché politique, certains stratèges redoutent qu'une autosuffisance militaire du tiers-monde ne renforce la position du « Sud », sous-développé, dans sa lutte contre le « Nord », industrialisé.

Ces inquiétudes mises à part, les autorités américano-soviétiques ont tendance à voir plus d'avantages que d'inconvénients aux opérations multinationales. Il arrive souvent, d'ailleurs, que ces opérations aboutissent, dans le tiers-monde, à des résultats opposés à ceux espérés. S'il y a un écart trop grand entre le niveau économique et social global d'un pays donné et sa technologie militaire, jamais ce pays ne pourra prendre en charge l'ensemble des tâches accomplies par le producteur américain. Or, d'après la technologie permanente en ligne, créée, source de nombreux avantages économiques et politiques pour les pays industrialisés,

Sur le plan économique, de tels programmes suscitent une demande régulière de biens et services spécialisés, biens d'équipement notamment, qui compensent largement la baisse des exportations directes. Ces biens d'équipement étant eux-mêmes souvent plus chers que le produit fini, les fabricants d'armes réalisent ainsi des profits plus élevés. De même, la coopération à l'étranger réduit l'emploi sur place de la main-d'œuvre ouvrière dans les usines d'armes, mais elle crée presque autant de postes à l'étranger pour les ingénieurs et les techniciens, qualifiés du pays fournisseur.

Du point de vue politico-militaire, les conséquences semblent également équilibrées. Au lieu de faire bénéficier l'armement des programmes de production militaire locale entraînant une dépendance accrue à l'égard du fournisseur. Compte tenu du « cycle d'apprentissage », les pays du tiers-monde resteront toujours en retard par rapport aux pays avancés dans leur capacité d'absorption des nouvelles technologies : ils seront toujours obligés d'importer des pièces et du matériel militaire pour maintenir les capacités militaires au niveau de modernité jugé nécessaire. Des responsables de Northrop affirment que la technologie d'une arme assemblée à l'étranger sous licence américaine aura six à dix ans de retard lorsque le partenaire étranger sera arrivé à la fin du « cycle d'apprentissage ». Toute tentative pour réduire ce retard accroît l'obsolescence des produits : « Les longues chaînes de pays qui ont joué ce rôle de monopole de l'innovation, le tiers-monde sera entrainé dans ce cercle vicieux. »

Le passage de l'exportation directe des armes au transfert de technologie accroîtrait ainsi l'influence politique des fournisseurs traditionnels, au lieu de la diminuer. En menaçant de suspendre leurs envois de composants et de pièces détachées, ils peuvent mettre en péril une

CONCURRENCE DÉLOYALE ?

[illegible]

Le hebdomadaire israélien *Time* rappelle, à ce propos, dans son numéro du 31 janvier, qu'Israël est depuis longtemps l'un des clients favoris des firmes américaines en ce domaine (9 milliards de dollars de livraisons les sept dernières années) et un « ami fidèle » à leur a redonné l'insigne de la confiance. Les renseignements sont fournis par des officiers américains sur les champs de bataille du Proche-Orient, sans compter les informations communiquées sur la technologie soviétique et l'aide du matériel capturé. Mais voilà qu'on assiste maintenant à une « subtile campagne de critique » contre Israël. Les journaux américains, les revues de la presse internationale qui leur sont imposées chez eux. Ces dernières semaines, plusieurs éditeurs et publications commerciales ont accusé les Israéliens de voler la technologie américaine et de la « réexporter » sous la forme

d'armements produits en Israël.

« En outre, l'accueil très libre de ces équipements modifiés à des fins militaires par Israël, l'absence d'accès aux sociétés américaines en vertu de la loi. Ainsi, l'année dernière, le Honduras a acheté huit avions de combat militaires, de construction française, que les Israéliens avaient équipés de moteurs à réaction américains. Un grief plus sérieux est celui de la campagne de dénigrement reproduite par les médias israéliens — sous le nom de *Shafar* — par rapport au système de guidage *Rauftan* — plus spécifiquement en lui dérobant son système de guidage infrarouge — et de l'avoir vendu au Chili ».

Time rappelle aussi que « les exportations d'armements sont devenues un pilier de l'économie israélienne » (1). « Les ventes à l'étranger ont bondi de 23 millions de dollars en 1970 à 340 millions l'an dernier (les ventes américaines représentant 100 millions) », dit-il. « Les ventes ont augmenté d'un 45 % de la production israélienne d'armements ; cette année, leur valeur totale doit atteindre 450 millions de dollars. Israël traite avec au moins seize nations, dont l'Afrique du Sud, Taïwan, le Kenya et la Grèce, qui lui achètent un matériel allant de la simple et efficace mitrailleuse à la plus sophistiquée des armes, le missile de croisière » (2).

Les industriels américains ne sont sans doute pas au bout de leurs peines. Le Times de Londres apportait, quant à lui, le 26 janvier, des précisions sur l'état de l'industrie millinaire indienne qui produit déjà certains appareils commerciaux. Les navires de guerre américains, notamment les sous-marins, les frégates d'origine britannique désormais construites à Bombay, l'Inde envisagerait aussi de fabriquer des sous-marins. Selon le quotidien britannique, la production millinaire indienne, qui avait quadruplé dans la dernière décennie, atteindrait 100 millions de livres sterling à 500 millions au cours des douze derniers mois.

Pour les fabricants étrangers, le risque n'est-il pas de voir un jour l'Inde se lancer elle aussi à la conquête des marchés étrangers, au cas où elle ne le ferait pas déjà ?

où l'industrie militaire deviendrait l'un des « piliers » de son économie ? Ces exemples, parmi d'autres, illustrent une difficulté inévitable : aucune industrie d'armements ne peut survivre sans débouchés commerciaux. Les sociétés de production d'armes, qui ont été créées à la suite de leurs achats, demandent naturellement des accords de coproduction, qui leur permettent un jour de devenir des concurrents — mineurs mais non négligeables — de sociétés avec lesquelles ils traitent. Une logique interne du marché des armements semble ainsi conduire les plus grandes sociétés productrices, pour survivre, à susciter la naissance d'industries

(1) Voir à ce propos l'article d'Amnon Kapellouk sur l'économie israélienne, dans *le Monde diplomatique* de janvier 1977.

**TABEAU 1. — PRINCIPAUX PROJETS AMERICAINS
DE COPRODUCTION EN EUROPE (a)**

[illegible]

TAB. 2. — PRINCIPAUX PROJETS AMERICAINS DE COPRODUCTION DANS LE TERS-MONDE (a)

DE COOPÉRATION DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT			
PAYS	SOCIÉTÉS LOCALES	PRODUITS	FIRMES AMÉRICAINES CONCERNÉES
Argentine	Fabrica Militar	Avion modèle 182	Cessna
—	—	Avion modèle 159	—
—	BACA	Hélicoptère	Hughes
—	—	modèle 586	—
Brazil	EMERSON	Éléments du F-5 E	Northrop
Indonésie	LIPNOR	Avion FL-2	Fairchild
Iran	Gouvernement iranien	Hélicoptère	Bell (c)
—	—	modèle 214 A	—
—	—	Lance-missiles	Emerson-Electric
—	—	TOW	—
Pakistan	Gouvernement du Pakistan	Radio AN/PEC-77	Cincinnati Electric
—	Armée pakistanaise	—	—
—	—	Avion G-1	Cessna
Philippines	Gouvernement des Philippines	Avion T-41 D	—
—	—	Fusil M-16	Colt Industries
Corée du Sud	Armée de la Corée	AN/PEC-77 radio	G-Systems
—	Gouvernement de Corée	Fusil M-16	Colt Industries
Formose	Armée de l'air formosane	F-5 E (avion)	Northrop
—	—	Hélicoptère	Bell (c)
—	—	UH-1 H	—
—	—	Avion FL-1 E	Pammany

(a) Voir note du tableau 1.

(c) Voir note du tableau 1.

(a) Voir note du tableau 1.

(c) Voir note du tableau 1.

ligne entière de production, représentant un investissement initial de plusieurs millions de dollars. Etait-ce de telles menaces qui poussaient à des mises en exécution de situations extrêmes, cette simple perspective donne une marge de manœuvre importante au fournisseur.

Dans l'esprit de ses promoteurs, les avantages de la coproduction l'emportent donc sur ses dangers potentiels. La tendance à la multinationnalisation dans l'industrie des armements est soutenue par des forces économiques et politiques irrésistibles, aussi bien dans les pays développés que dans les pays en voie de développement. Il faut donc attendre que un nombre croissant de firmes d'armements participent à de plus en plus d'opérations de coproduction, dans des pays toujours plus nombreux.

Cette évolution ne peut que susciter l'inquiétude parmi ceux qui sont concernés par la maîtrise des armements et l'ordre mondial.

Ce n'est pas seulement le niveau des conflits qui est en question, mais aussi leur risque d'écèlement. En donnant l'impression de renforcer le potentiel de guerre d'un pays donné, les projets liés à la diffusion des capacités de production militaire créent une insécurité supplémentaire pour ses rivaux, pouvant les inciter à lancer une attaque préventive. Si les États abandonnent néanmoins le projet, ils pourront tirer de ses nouvelles capacités une confiance suffisante qui l'incite à exploiter son avantage immédiat en attaquant un rival plus faible. Plus question d'empêcher de telles actions par un embargo sur les armes, que l'existence d'une capacité locale de production rend inefficace.

indicative.

Même si ces opérations, de coproduction d'armements n'entraînent pas directement de conflit, il est évident qu'elles exacerbent les tensions et rendent plus difficile tout effort de paix dans les régions instables. C'est ainsi que l'Inde a plusieurs fois avverti qu'elle considérerait toute implication étrangère dans le programme d'armement du Pakistan

comme une menace grave justifiant une riposte de sa part. De même, Israël a soulevé des objections à l'égard des programmes britannique et français de coopération pour la production militaire égyptienne.

Il en résulte aussi une exacerbation des divisions et du potentiel de violence à l'intérieur de la société. L'établissement d'industries militaires à forte intensité de capital dans des pays pauvres détourne les ressources qui pourraient être utilisées à d'autres projets et contribue ainsi à perpétuer le retard du reste de l'économie. La formation d'une élite de techniciens militaires dans des sociétés où règne la misère accentue l'écart entre riches et pauvres dans la population. Le renforcement de la capacité de répression des régimes existants réduit les possibilités de compromis internes, d'où

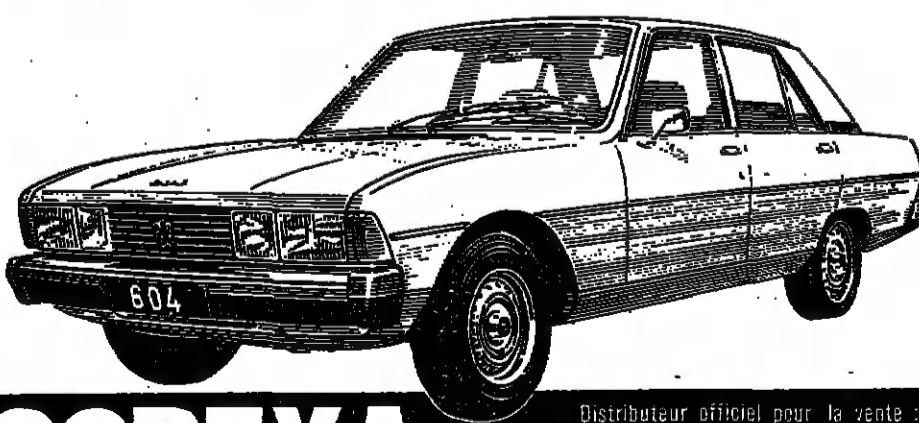
le risque accru de changements violents. Les organismes nationaux et internationaux devraient peut-être se préoccuper davantage des possibilités d'armement nucléaire multilatéral, et de la mise en place de formes de contrôle des exportations de technologie militaire. La première chose à faire serait d'accroître la sensibilité du public aux conséquences de ces opérations. La diffusion de la technologie nucléaire suscite aujourd'hui des craintes largement rétrospectives, mais les technologies militaires conventionnelles sont passées relativement inaperçues. Il ne s'agit pas ici de minimiser les dangers, certes terrifiants, d'une guerre nucléaire. Mais il ne faudrait pas non plus oublier que le risque de nouvelles guerres non nucléaires est beaucoup plus grand. Les conflits nucléaires, et les conflits de tels conflits augmente sans cesse avec le perfectionnement des armes modernes et l'accroissement de leur puissance.

MICHAEL T. KLARE,

(11) *New York Times* du 3 octobre 1976 et *Aviation Week and Space Technology*, 24 mai 1976

(12) Voir le *New York Times* du 22 septembre 1975 et Cecil Brownlow : « Brazil Presses to build Aircraft Industry » dans *Aviation Week and Space Technology*, 2 janvier 1975.

automobiles
PEUGEOT



SODEXA

Distributeur officiel pour la vente :

- aux Membres du Corps Diplomatique et des Organisations Internationales
- aux Clients se rendant en France

26, RUE CABCACÈRES • 75362 PARIS CEDEX 08 • ☎ 742.77.39 • Telex Peujoxa 280.426

UNION SOVIÉTIQUE

Survivance d'un rite souvent dénoncé

Les racines et la signification du « culte de la personnalité »

La littérature marxiste est remplie d'attaques contre le « culte de la personnalité ». Plekhanov, qui, au siècle dernier, introduisit la doctrine et le mouvement en Russie, a même consacré à cette question une étude devenue classique. Or, à l'époque contemporaine, le culte sous des formes diverses ne s'est nullement éteint, mais a au contraire gagné du terrain. Il est devenu, en quelque sorte, le rite officiel du monde. Ceux-là mêmes qui l'ont condamné avec le plus de ferveur se sont gardés d'arrêter le flot de louanges qui montait vers eux lorsqu'ils étaient en position dominante.

L'expression de « culte de la personnalité » est ambiguë. Elle fut remise à l'honneur par Nikita Khrouchtchev lorsqu'il commença à critiquer la politique de Staline. Sous ce terme, il comprenait aussi bien la terreur imposée par le dictateur que les éloges invraisemblables adressés au numéro un, réputé infallible en tous domaines. Le culte de la personnalité ainsi présenté comportait deux sortes de phénomènes : les uns étaient plutôt ridicules, les autres odieux.

Khrouchtchev avait raison d'associer au culte le nom de Staline car c'est lui qui l'inséra dans la réalité soviétique. Les textes que l'on peut lire maintenant à Moscou donnent certes l'impression que Lénine, lui aussi, était hissé au rang de demi-dieu. Chacun de ses propos était suivi d'un « oui » ou d'un « non » qui n'était pas le cas du vivant du fondateur de l'Etat. Il jouissait parmi ses pairs d'une autorité incontestée, mais les solutions qu'il proposait étaient souvent critiquées et parfois rejetées. Après la révolution, il fut même amené à menacer de se résigner.

Sans doute porte-t-il la responsabilité d'un certain nombre d'erreurs que le régime n'arrive et ne cherche d'ailleurs pas à corriger. Le parti à discipline quasi militaire qu'il créa a engendré un autre régime d'obéissance absolue. Mais le culte de la personnalité n'est pas le seul à avoir existé. On trouve, dans l'histoire, de nombreux exemples de cultes de la personnalité. Le culte de Staline, qui n'apparaissait pas encore comme le successeur. Avant même de s'occuper des grands problèmes politiques, le secrétaire général prit en main l'économie soviétique et il en profita pour prononcer un discours extraordinaire. Sur la tombe du chef disparu, il fit un serment qui prit la forme de litanies. Beaucoup d'auditeurs se soulevèrent, le « cuisinier » du parti avait étudié au séminaire. Ils eurent l'impression que, sous le coup de l'émotion, il retrouvait le rythme des prières qui avaient pu marquer les moments importants de sa vie. Staline ne fut pas une réaction spontanée ou une action délibérée. Staline pensait sans doute que l'homme qui saurait imposer un rituel finirait par identifier le régime à sa propre personnalité. Il donna le ton.

La plupart des autres compagnons de Lénine ne pouvaient entrer dans ce jeu. Kroupskaïa elle-même était indignée par les hommages ainsi ren-

due à son époux. Elle reprocha amèrement à Staline de trahir l'esprit du disparu. Une histoire, peut-être apocryphe, dit qu'un jour, à bout d'arguments, elle lança au secrétaire général : « Mais enfin, je suis la veuve de Lénine ». Staline aurait répondu : « Alors nous allons nommer une autre veuve de Lénine ». Le culte rendu au fondateur, en attendant de l'être à son successeur, était déjà un des instruments essentiels du pouvoir.

Religiosité et paternalisme

Les rites institués à cette époque sont toujours en usage. On trouve dans beaucoup de manifestations du régime comme un agrandissement des démarches d'un officier religieux. Ainsi, lors des défilés du 1er mai et du 7 novembre, la foule brandit les portraits des dirigeants : n'est-ce pas inspiré par les processions aux litanies ? Dans les réunions du parti, les réactions de la foule aux propos des orateurs sont fixées immuablement. Le compte rendu de ces assemblées a une allure de missal. Quand un dirigeant ordinaire prend la parole, son intervention est saluée par des « applaudissements ». Les dirigeants plus importants ont droit à des « applaudissements » puis à des « vifs applaudissements ». Les discours du secrétaire général sont ponctués de « vifs applaudissements ». Ils s'achèvent sur cette remarque : « Vifs applaudissements prolongés et tumultueux se transformant en ovations. Tous se lèvent ».

Ainsi apparaît un des aspects permanents du culte de la personnalité en URSS. Le régime et son chef cherchent à détourner à leur profit, en empruntant à l'office ses manifestations les plus extérieures, les sentiments religieux d'une partie de la population.

L'autre aspect est plus particulier à la période stalinienne. Depuis longtemps, le tsarisme était imprégné de paternalisme. Pour le peuple, l'empereur était le « petit père » qui s'occupait tendrement de ses sujets. Le peuple avait-il à souffrir du pouvoir ? La faute en incomrait à un mauvais empereur qui tenait le pouvoir dans l'ignorance. Cet état d'esprit fut à l'origine de drames. Ainsi au début du siècle des manifestants abusés s'imaginaient qu'ils pouvaient porter en masse leurs doléances au tsar. Beaucoup furent massacrés.

Lénine ne voulait nullement jouer le rôle du père. Sans aucun doute pensait-il sincèrement qu'il ferait de tous les Soviétiques des citoyens égaux. Staline, lui, ne pensa qu'à lui-même dans le rôle du père. Il suffit de consulter la littérature et l'iconographie de cette période. Les stalinistes en étaient venus à croire ou à affirmer que le plus sérieux problème du monde était la succession de la « pierre des prophètes ». Ils réussirent tant et si bien qu'à sa mort beaucoup de Soviétiques eurent le sentiment de se trouver orphelins.

Dans cette société, le « culte de la

personnalité » a donc servi et sert encore de méthode de gouvernement. Les formes et le contenu ont varié considérablement selon qu'il s'agissait de Staline, de Khrouchtchev ou de Brejnev. On peut néanmoins faire des rapprochements.

Comment et à quelles fins les trois hommes qui se sont succédé au pouvoir depuis 1924 ont-ils usé du « culte » ?

Staline se trouvait à la tête d'un parti qui comptait encore dans sa hiérarchie de fortes personnalités. Certaines avaient acquis dans la lutte révolutionnaire une autorité supérieure à la sienne. Il était imposé en manipulant l'appareil du parti qui était son œuvre mais qui pouvait finir par

Par BERNARD FERON

le gêner. Après avoir fait de l'appareil du parti l'instrument du pouvoir, il renforça la police pour maîtriser et même annihiler l'appareil. La méfiance des hommes qui avaient pourtant bien mérité du socialisme, pour rendre crédibles les aveux les plus invraisemblables, il fallait imposer l'idée d'une autorité supérieure qui n'était personne ne devait jamais contester. C'était une variante — au paroxysme — de l'histoire du tsar et du mauvais entourage. Quand l'idée fut suffisamment enracinée — de la terreur soviétique — l'irrationalité devint une des données essentielles de la société fondée sur un « socialisme scientifique ».

Khrouchtchev essaya de réagir à contre, au moins pendant la période où il n'exerçait pas encore tout le pouvoir auquel il aspirait. Ainsi, lors du vingtième congrès, tentait-il de limiter les applaudissements du culte de la personnalité. Mais la force de l'habitude, saluèrent le premier secrétaire. Il reprit les paroles de l'Internationale : « Ni dieu ni maître ». En un premier temps, il n'appliqua pas la règle. Il redonna la puissance à l'appareil du parti que Staline avait fait disparaître. Il se sentait comme un membre éminent, mais plus de ce qu'il avait été.

Mais plus vite il se heurta à la résistance ou à l'insécurité des groupes qui l'avaient installé au premier rang. C'est alors qu'il tenta un tour de force. Il se donna le rôle de l'homme qui n'est plus question d'écarter un être presque supra-humain. Mais le chef du parti et du gouvernement savoura l'admiration et l'admiration du petit bonhomme qui a réussi à monter au

sommet. Il s'identifie à la classe ouvrière qui n'était rien et devient tout. Sans prendre la mesure de ses propres insuffisances, il en vient à braver de tout. Contre l'avis des experts, il fait défricher des millions d'hectares de terres vierges. Ce n'est pas le dieu dont chaque propos semble venir de l'autre monde, mais l'homme quelconque et finaud qui, par le bon sens, domine les savants. Il ne prétend pas apporter la révélation, mais il impose ses recettes.

Les fonctionnaires de l'appareil, les techniciens, sont déconcertés puis inquiétés par l'activité bouillonnante de leur patron. Pour endiguer leur hargne, Khrouchtchev s'adresse au peuple tout entier, multiplie les tournées dans les républiques, les meetings, affecte de ne prendre ses décisions qu'après avoir dialogué avec l'assistance. Il fait participer aux sessions du comité central des personnes qui n'appartiennent pas à cet organisme et qui d'ailleurs ne sont pas toujours membres du parti. Au fur et à mesure que croît le « populisme » de sa politique, il laisse se développer le culte de sa personnalité. Une personnalité qui veut être la synthèse des spontanéités de la foule.

M. Brejnev, lui, a adopté dès le départ une tout autre attitude. Le moment est venu, disait-il en octobre 1964, d'instaurer une direction véritablement collective et « scientifique ». Pendant quelques années, en effet, le premier secrétaire ne se distinguait guère des autres membres du présidium (bureau politique). M. Kossyguine, chef du gouvernement, prenait au moins autant d'initiatives que lui. M. Brejnev commença à se détacher en mars 1968 lorsque le vingt-troisième congrès lui donna le titre de secrétaire général. A la fin des années 60, sa prédominance était établie. La plupart des fonctionnaires soviétiques se croyaient dès lors obligés d'assaisonner leurs articles d'un moins une citation du secrétaire général.

Civils, militaires et décorations

SANS doute M. Brejnev a-t-il été moins que ses prédécesseurs sensible à la flatterie, aux honneurs. Le marbre des décorations — il en a reçu plus que sa part — apparaît puérile. Est-elle propre à un pays où les responsables des entreprises montrent leur hospitalité en épinglant l'insigne de la firme sur le veston du visiteur ?

Dans le cas du secrétaire général, cela ne suffit pas à expliquer les faveurs multiples dont il est l'objet. Les honneurs qu'il reçoit ne se justifient pas par son rôle de dirigeant. Le culte de la personnalité est un moyen politique. On sait qu'en diverses circonstances, et à propos de la défense par exemple, de vives discussions ont eu lieu à la direction suprême. Le public n'est pas mis dans la confidence de ces débats. On peut cependant constater que la presse soviétique en rajoute dans l'éloge à M. Brejnev, qu'elle le présente comme l'homme qui a réussi à mener à

huit cloches. C'est à tout le moins le signe que le secrétaire général a gagné une bataille politique.

La dignité de maréchal conférée au chef du parti a également une signification politique. N'importe quel régime a le souci de maintenir l'armée dans l'obéissance au pouvoir civil. Ce souci est très net en URSS. Les héros de la révolution sont toujours hantés par le spectre du bonapartisme. Ils le sont d'autant plus qu'ils reconnaissent aux militaires une place privilégiée. L'armée bénéficie de priorités lors de l'établissement des budgets. Ses cadres ont une mission qui va bien au-delà de leur compétence spécifique. Ils se chargent non seulement d'apprendre aux jeunes le maniement des armes ; ils leur donnent aussi une formation morale et politique. L'armée peut donc avoir dans le nation au moins autant d'importance que le parti.

En principe, les officiers obéissent sans résigner au parti. Mais en pratique ne donnent-ils pas une place à part ? Lorsque mourut le maréchal Malinowski, les cadres supérieurs obligèrent le parti, qui avait fait un autre choix, à nommer l'un des leurs, le maréchal Gretchko, au ministère de la défense. En 1976, à la mort de Gretchko, le parti réussit à nommer le candidat qui avait été écarté dix ans plus tôt. Pour que les généraux n'aient pas le sentiment d'être commandés par des civils, la direction suprême a donné à ces civils le plus haut grade qui soit : M. Brejnev se fait maintenant photographier en uniforme de maréchal. La presse exhorte ses fils de guerre. C'est là un « culte de la personnalité », mais aussi et surtout une façon de montrer que le patron du parti est le grand chef des armées.

On trouve confirmation indirecte de cette nécessité dans la promotion de M. Oustinov. Le ministre actuel de la défense ne fait l'objet d'aucun culte particulier. Pourtant il a été nommé maréchal presque en même temps que M. Brejnev. M. Oustinov est un expert des industries d'armement mais son expérience professionnelle militaire est modeste. Ses biographes s'indignent pas où, ni quand, il a fait son service. Pendant la guerre, il était jeune encore, mais il ne fut pas mobilisé dans une unité ; il servit en qualité de ministre. Pourtant, il a été nommé maréchal pour qu'il puisse exercer les fonctions de ministre de la défense. L'armée avait en lui aussi le titre de maréchal.

Les expériences stalinienne, khrouchtchevienne et brejneviennes se distinguent les unes des autres par de nombreux aspects. Comment se fait-il néanmoins qu'elles se caractérisent toutes, au moins dans leur dernière phase, par un certain culte de la personnalité ? Le régime soviétique prendra sans doute un cours plus normal, il brisera peut-être cette frontière qui reste opaque entre dirigeants et dirigés lorsqu'il aura trouvé le moyen de gouverner sans diatribes et avec moins de coiffures.

RÉFORME, RÉVOLUTION, AUTOGESTION ?

Le vrai problème : réhabiliter le politique

L'IMAGINATION au pouvoir ? Si seulement, pour l'instant, elle habitait la réflexion politique ! Mais peut-on à la fois compter les succès et rêver à un confidentiel programme social et projet de société, ou sur tout au moins, à gauche, à ressasser les mêmes griefs, à dresser le bilan des trahisons ou des occasions perdues, à figer le concurrent dans une mensonge mensonge : le rétrograde, ou le rétrograde, c'est l'autre. Fondée peut-être, l'accusation ne paraît pas, pour autant, irréfutable.

Réformiste, le parti socialiste ? Des intellectuels communistes le démontrent sans peine (1). Vote des crédits de guerre en 1914, répression des grèves par Roger Salengro, ministre du Travail, en 1926 (« Je maintiendrai l'ordre envers et contre tous »), non-intervention dans la guerre d'Espagne, vote des pleins pouvoirs à Pétain par la quasi-totalité des députés S.F.I.O., soutien au plan Marshall, guerre d'Indochine, « pacifisme » en Algérie — la liste est longue des compromissions et des abandons.

On invoquera sans doute le « contexte », l'intérieur et l'international, les « conditions objectives » et les multiples contraintes que les dirigeants socialistes ont subies. D'une certaine façon, on aura raison : à l'heure du choix, les socialistes se montrent volontiers réalistes — d'un réalisme qui les rend amnésiques ; comme le remarque Marc Kravetz, « le réalisme social-démocrate ne déguise pas les fins qu'il poursuit, il les oublie » (2).

La situation a-t-elle changé ? Les communistes en doutent. Analysant les textes et les déclarations des dirigeants du P.S. postérieurs à la signature du Programme commun, ils retrouvent les constantes de l'attitude social-démocrate : « Les solutions à la crise préconisées par le parti socialiste, de même nature que celles avancées et mises en œuvre par le pouvoir et le patronat, constituent les bases d'un retour à la collaboration de classe et d'une révision du Programme commun ».

Les solutions incriminées ? Par exemple, cette politique d'austérité — dont on sait bien qu'elle touche toujours plus les travailleurs que les gens aisés — que recommande G. Martini, l'un des secrétaires nationaux du P.S. : « Un gouvernement venant au pouvoir dans les années 1975 ou 1976 serait obligé (...) d'envisager la limitation de certaines consommations et la réalisation d'un grand effort national, une limitation d'autant moins supportable qu'elle s'accompagnerait de chômage ; inflation ou chômage, tel est le choix » qu'aurait le gouvernement, constate J. Attali, conseiller de F. Mitterrand, n'a eu jusqu'à présent le courage de faire ».

SOMME toute, critiquent les socialistes, la politique gouvernementale pêche moins par ce qu'elle propose que par ce qu'elle ne fait pas ;

d'où la nécessité, déclare F. Mitterrand, de « la prendre au mot » : le gouvernement a « vidé la coquille du VII^e » ; il s'agit pour la gauche d'accepter la coquille, mais de la remplir de ses propres propositions ».

Mais la « coquille » elle-même — qu'on ne veut pas casser — ne limite-t-elle pas les choix possibles ? Les communistes en sont convaincus, qui retrouvent dans les propositions du P.S. les principales caractéristiques de la social-démocratie, telles qu'elles se manifestent depuis le congrès de Tours : « sélectisme théorique (un peu de marxisme, un peu de marxisme) et de non-marxisme » ; « Nous nous faisons une image optimiste de l'homme », dit en ce sens Olof Palme (3), recherche de compromis qui compromettent régulièrement le projet socialiste, collaboration

de classe (ce que J. Deleau appelle « pacte social ») — autant de constantes du rétrograde ; comme le dit M. Kravetz, « le socialisme des sociaux-démocrates n'est jamais qu'une façon de parler ».

Celui des communistes est-il vraiment différent ? Sans doute, comme le rappelle Jean Moreau, le P.C. développe-t-il un débat une pratique révolutionnaire : « Des grèves du Havre (1922) à l'occupation de la Ruhr (1923) et à la guerre du Ruhr (1925), il attaque le pouvoir de la bourgeoisie, dans l'usine, dans la rue » (4). Mais, dès 1929, lorsque les partis communistes se voient assigner comme tâche prioritaire la « défense du C.U.R.S.S. », leur politique s'aligne sur celle de la « patrie du socialisme », de plus en plus patriotique, ou nationaliste, et de moins en moins socialiste. Aux révolutionnaires succèdent les gestionnaires, d'abord soucieux d'améliorer l'ordre établi.

À l'encore, le bilan est lourd des demi-mesures, des « oublis » ou du soutien actif au pouvoir en place. C'est, en 1936, l'appel de M. Thorez au « peuple de France » ; « Nous ne tendons la main catholique (...) Nous ne tendons la main volontaire national, ancien combattant devenu Croix de feu ». C'est, la même année, le refus des nationalisations que proposent les socialistes mais que redoutent les classes moyennes, les accords de Matignon (« Il faut savoir terminer une grève », le démentement des milices patriotiques en 1948 et, sous prétexte de « reconstruction nationale », la restauration de l'appareil de production du capital.

C'est encore le mythe d'une « Union française » renouée qu'on oppose aux revendications des révolutionnaires algériens, dont l'insurrection, en novembre 1954, est assimilée à « des actes individuels susceptibles de faire le jeu des forces réactionnaires » ; c'est enfin l'incompréhension des

démocrates de mai 1968 qui, selon le mot d'A. Barjonet, n'étaient pas « au programme ».

SES positions actuelles d'inscrivent dans la même logique social-démocrate : la « démocratie avancée », dit en ce sens A. Gorz, « c'est l'identification sans les soviets ». Car il s'agit d'abord de ne pas détruire les données sans : reconnaître la dictature du prolétariat, les communistes, qui ont depuis longtemps rangé les couteaux au verrou, avancent eux aussi, la rose au poing, sur la voie parlementaire. Sortie des armes, la révolution ne pourra être poursuivie que par une série de mesures législatives prises dans le respect de l'ordre républicain. En guise de projet, les communistes, comme les socialistes, n'ont plus que des objectifs ; et respectables

Par MAURICE T. MASCHINO

de classe (ce que J. Deleau appelle « pacte social ») — autant de constantes du rétrograde ; comme le dit M. Kravetz, « le socialisme des sociaux-démocrates n'est jamais qu'une façon de parler ».

Celui des communistes est-il vraiment différent ? Sans doute, comme le rappelle Jean Moreau, le P.C. développe-t-il un débat une pratique révolutionnaire : « Des grèves du Havre (1922) à l'occupation de la Ruhr (1923) et à la guerre du Ruhr (1925), il attaque le pouvoir de la bourgeoisie, dans l'usine, dans la rue » (4). Mais, dès 1929, lorsque les partis communistes se voient assigner comme tâche prioritaire la « défense du C.U.R.S.S. », leur politique s'aligne sur celle de la « patrie du socialisme », de plus en plus patriotique, ou nationaliste, et de moins en moins socialiste. Aux révolutionnaires succèdent les gestionnaires, d'abord soucieux d'améliorer l'ordre établi.

À l'encore, le bilan est lourd des demi-mesures, des « oublis » ou du soutien actif au pouvoir en place. C'est, en 1936, l'appel de M. Thorez au « peuple de France » ; « Nous ne tendons la main catholique (...) Nous ne tendons la main volontaire national, ancien combattant devenu Croix de feu ». C'est, la même année, le refus des nationalisations que proposent les socialistes mais que redoutent les classes moyennes, les accords de Matignon (« Il faut savoir terminer une grève », le démentement des milices patriotiques en 1948 et, sous prétexte de « reconstruction nationale », la restauration de l'appareil de production du capital.

C'est encore le mythe d'une « Union française » renouée qu'on oppose aux revendications des révolutionnaires algériens, dont l'insurrection, en novembre 1954, est assimilée à « des actes individuels susceptibles de faire le jeu des forces réactionnaires » ; c'est enfin l'incompréhension des

semblent les multiples composantes des conflits sociaux.

SANS doute est-il vrai de récrire l'histoire et de se demander ce que la France aurait devenue, si les partis de gauche avaient compris mai 1968, s'ils avaient contribué à la réalisation de « l'imaginaire social » qu'il portait, ou encore, s'ils avaient résisté aux multiples pressions dont l'État reste le symbole — qui disent, par delà les revendications matérielles, le désir d'exister autrement. Riche de projets et de rêves, l'événement peut être fondateur d'histoire, puisqu'il est l'irruption de la liberté dans l'ordre établi. Mais, si l'on reconnaît le raisonnement économique des marxistes classiques, qui assimilent tout événement à une période ou un accident, ne le permet pas.

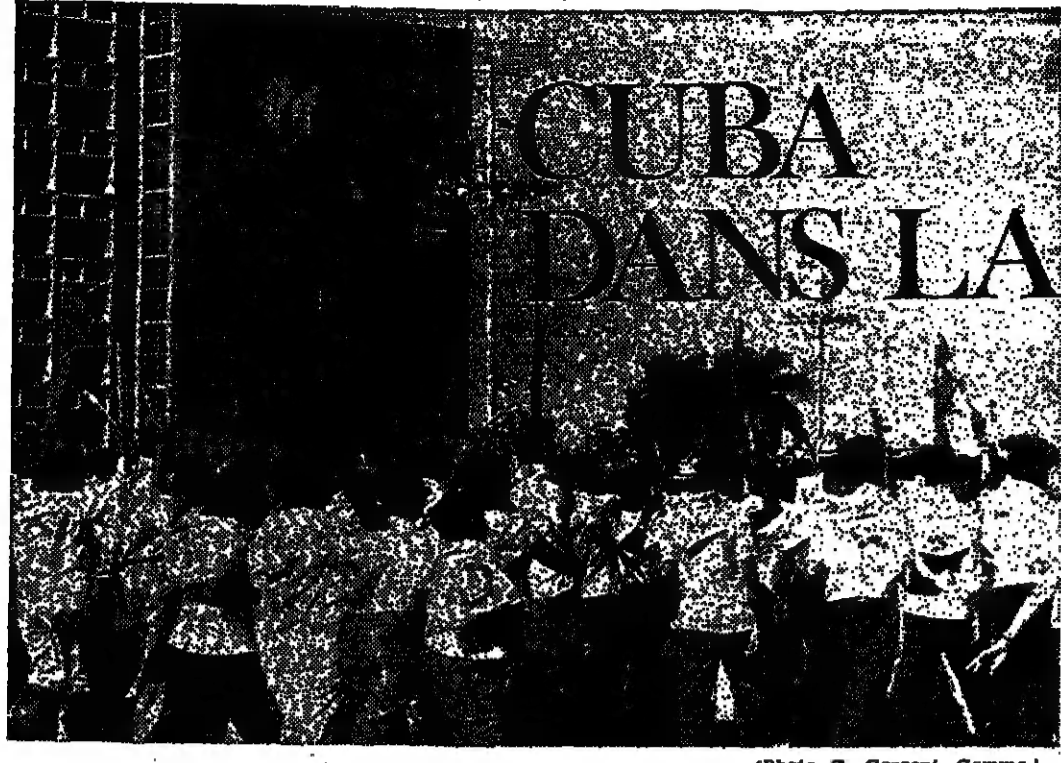
ne permet pas davantage d'avoir prise sur le temps. Les partis de gauche, constate F. Rosanvallon, ont une conception linéaire du temps, qui distingue le temps de l'attente, ou de la préparation, du temps de la réalisation (la victoire électorale, par exemple). De tout, ces partis privilégient le temps de la préparation, qui finissent par devenir le seul temps réel, reportant à un avenir toujours repoussé l'acte libérateur (la construction du socialisme) et démoquant les citoyens, qui « ne votent rien venir ». La pensée autogestionnaire refuse pareille perspective, quelle que soit l'urgence ou l'urgence, et « veut vivre demain dans les luttes d'aujourd'hui ».

Elle se propose, autrement dit, de réhabiliter le politique. Conscience que le socialisme est un mode d'organisation sociale avant d'être un mode de production économique, cette pensée-là met au centre de sa réflexion, et de son combat, le problème des « moyens de pouvoir ». C'est-à-dire, très exactement, le problème de la démocratie. Un problème qu'on ne résout pas ou que, même, on ne pose pas lorsqu'on se préoccupe avant tout du statut juridique des moyens de production.

Réforme ou révolution ? Par-delà ce faux problème, la pensée autogestionnaire s'efforce de développer dans toute sa richesse la notion de démocratie, se proposant ainsi de réaliser le schéma complet de l'Internationale : « Ni dieu, ni César, ni tribuns, producteurs sauvons-nous nous-mêmes ».

(1) D. Bruzès, E. Bourderon, etc., *Histoire du mouvement ouvrier en France depuis 1830*, Editions sociales, Paris, 1976, 2 tomes, 2.245 pages, 2.445 pages, 40 F les deux volumes.
(2) Les Temps modernes, numéro spécial sur la gauche, janvier 1972, Paris.
(3) W. Brandt, E. Krukowski, O. Palme, *Le social-démocratie*, Idem/Gallimard, Paris, 1976, 250 pages, 9 F.
(4) Les Temps modernes, op. cit.
(5) Cf. J. Kellermann, *Le P.C.*, Grasset, Paris, 1976, 210 pages, 22 F.
(6) F. Rosanvallon, *À la recherche de l'autogestion*, Le Seuil, Paris, 1976, 185 pages, 2,50 F.

سك ان النحل



(Photo G. Gorgoni-Gemma.)

CUBA DANS LA TOURMENTE

On commence à mieux apprécier aujourd'hui, avec le recul du temps, l'enjeu de l'engagement militaire des Cubains aux côtés du M.P.L.A. en Angola à partir du 7 novembre 1975. Les informations précises récemment fournies par Gabriel Garcia-Marquez (1) ont montré à quel point il s'en est fallu de très peu que l'Amérique latine, portugaise ne tombe dans le giron néo-colonial des Etats-Unis — par F.N.L.A., UNITA et Afrique du Sud interposés — et

que Cuba ne subisse un retentissement écho au moment même où se tenait le premier congrès de son parti communiste. Les conditions acrobatiques dans lesquelles les contingents armés franchissent les 10 000 kilomètres séparant la Havane de Luanda dans de vieux avions « Bréguet », presque bons pour la ferraille, ou à bord de bateaux civils surchargés, confirment bien que la décision d'intervention en

Angola fut prise souverainement, « en catastrophe » pourrait-on dire, sans que les Soviétiques en soient informés à l'avance (2). Les Cubains ont joué gros, mais ils ont atteint leur but. Au-delà de la redistribution des cartes en Afrique australe — dont on n'a pas fini d'évaluer les conséquences — l'intervention en Angola était avant tout un succès nécessaire, comme l'écrit Garcia-Marquez, après que les Cubains « eurent dû accepter les vents serrés de l'assassinat du « Che » en Bolivie, celui du président Salvador Allende au milieu de la catastrophe chilienne, qu'ils eurent souffert de l'extermination des guérillas en Amérique latine, de la nuit interminable du blocus et que leur confiance ait été secrètement mais implacablement mise à l'épreuve par les nombreuses erreurs internes du passé qui, à certains moments, les menèrent au bord du désastre ».

Au moment où la révolution s'institutionnalise, selon le calendrier décidé lors du premier congrès du P.C., sa dimension internationaliste tend à prendre encore plus de relief. Les Cubains ont en effet toujours vécu leur lutte contre le sous-développement par la voie socialiste comme un combat anti-impérialiste. Et ce choix leur

a valu d'être sans cesse au cœur de la tourmente. Objet d'agressions incessantes depuis 1959, dont certaines ne viennent au jour qu'après coup (telle l'épidémie de fièvre porcine délibérément provoquée par la C.I.A. et qui entraîna l'abattage de cinq cent mille cochons en 1971 (3)), à un moment où les restrictions alimentaires étaient encore rigoureuses à Cuba), ils ont enregistré sans surprise la série d'actes terroristes de l'année passée, qui a culminé le 6 octobre 1976 par l'explosion en plein vol d'un avion de ligne, provoquant la mort de soixante-treize personnes. Agissant en étroite intelligence, membres de la C.I.A., agents de la police secrète de la junte chilienne — la DINA — et hommes de main de groupuscules d'extrême droite ayant leurs bases à Miami ont entrepris une série d'attentats dont le solde en vies humaines et en destructions, pour élever qu'il soit, n'a pu entamer l'adhésion des Cubains à la révolution. C'est exactement l'effet inverse qui a été obtenu. Les nouvelles autorités de Washington sauront-elles en tirer la leçon ?

(1) Le Monde, 11 janvier 1977.
(2) Voir « Le nouveau défi cubain », le Monde diplomatique, janvier 1976.
(3) Voir le Monde, 21 janvier 1977.

JULIO CORTAZAR : les couleurs contre la « grisaille socialiste »

Au cours d'un voyage de plusieurs semaines en Amérique centrale (Costa-Rica, Jamaïque, Trinité-et-Tobago, Guatemala, Mexique, Venezuela), l'écrivain argentin Julio Cortazar a passé un mois à Cuba, après sept ans d'exil, voire de distance. Il a soigneusement évité son pays natal et tous les pays du cône sud où il est pourtant immanquablement lu. Pourquoi ?

Ce cône sud — Argentine, Chili, Uruguay, Paraguay, Bolivie, Brésil — forme aujourd'hui un immense bloc où triomphent les méthodes néo-stalines, où l'internationalisme de la terreur traque par-delà les frontières non seulement les guérillas qui combattent ouvertement ces régimes, mais toute personne dont les opinions, les responsabilités, parfois le seul rayonnement, portent ombrage aux dictateurs militaires.

En Argentine, des écrivains non engagés, tels Héraldo Conti, Miguel Angel Buxio, Antonio di Benedetto, sont physiquement en danger ou déjà « disparus ».

Dans le cône sud, les commandos traversent les frontières. Le droit d'asile n'est plus reconnu. Ainsi sont tombés le général Prats, ancien commandant en chef des forces armées chiliennes, le sénateur uruguayen Michelini, l'ex-président bolivien Torres, des dizaines d'hommes et de femmes dont les corps mutilés réapparissent parfois dans les pays voisins. Les milliers de réfugiés uruguayens, chiliens, paraguayens, dont les listes de noms ont été volées au haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés à Buenos-Aires, sont ainsi à la merci des tortionnaires. La classe ouvrière vit dans la terreur. Chaque jour apparaissent les corps criblés de balles de syndicalistes, de militants ouvriers, d'ouvriers appartenant à des militants. D'autres sont jetés au fond des fleuves, les pieds coincés dans le ciment. Par représailles, des familles entières de révolutionnaires ou d'hommes politiques disparaissent. Dans les banlieues de Buenos-Aires, il est des chemins où les corps sont signalés par des bouts de bois portant un numéro, plantés dans la terre fraîchement retournée.

Le Brésil, que l'on considérait il n'y a pas si longtemps comme l'exemple unique d'un fascisme redoutable, est, avec son ordre, sa répression, ses Exécutions de la mort, ses génocides d'indiens, son absence de toute vie démocratique, le point de mire des militaires du cône sud, dans un continent mis en condition par la politique américaine.

Tel est le contexte dans lequel Julio Cortazar, membre du tribunal Russell, et qui, à ce titre, a donné son nom à la condamnation des régimes du cône sud, est retourné à Cuba. Chercher une boutée d'air.

A son retour, nous lui avons demandé quels changements étaient intervenus à Cuba après sept ans, changements subtils ou spectaculaires, touchant la vie quotidienne, et qui, notés par un touriste intéressé, sont souvent aussi significatifs que des analyses. Julio Cortazar a répondu.

N. M.

CURIEUSEMENT, à mon retour à Paris, on m'a posé surtout une question : que dit-on aujourd'hui de l'affaire Padilla ? à Cuba (1) ? A Paris, le temps cubain s'est passé à Cuba, la question serait presque ridicule, à moins de la poser à Padilla lui-même. Mais je ne l'ai pas vu. Je sais qu'il travaille de nouveau dans l'administration. Sa démission pendant un mois et son autoritarisme ont été sans doute regrettables, mais le bilan, à mon avis, n'en est pas totalement négatif. L'affaire Padilla a consommé la rupture avec des « amis de la révolution » venus chercher le paradis socialiste de leurs rêves et prompts à crier au scandale lorsque l'exemplaire n'était pas conforme avec le modèle édicté à Paris. Buenos-Aires, Rome ou Mexico. Depuis l'affaire, nous, les intellectuels, avons été immergés pendant plusieurs années dans ce grand silence nécessaire autour de Cuba. Si j'en suis aujourd'hui, c'est pour dire ce que j'ai vu.

On est la fameuse « grisaille socialiste » ? J'ai envie de parler de vêtements de mini-jupe, de coiffures, de lunettes, d'espace vert tropical, des couleurs sur les murs de la Havane, sur les robes et les chemises des passants.

En janvier 1970, j'avais vu un peuple fatigué, l'extrême, la lassitude se lisait sur les traits tirés, les vêtements élimés, dans les queues interminables devant les magasins d'alimentation où, malgré les cartes de rationnement — on ne trouvait ni café, ni légumes, ni fruits. Le « gran safo » battait son plein. Fidel Castro avait présenté cette récolte de 10 millions de tonnes de canne à sucre comme une question de vie ou de mort pour la révolution, et les écoles, les bureaux, les usines, s'étaient vidées au profit des canneries et des centrales sucrières.

Aujourd'hui, l'atmosphère n'est plus celle d'un effort surhumain. Je ne suis ni économiste ni politologue et ne peux fournir de statistiques sur l'industrie lourde ou l'électrification, ni discuter de la part d'invention originale dans la mise en place du pouvoir judiciaire. Ce qui m'intéresse dans l'expérience cubaine,

ce sont les résultats concrets, traduits en termes de vie quotidienne. Et je compare cette situation à celle des autres pays d'Amérique latine. Ainsi, avec la rue et les transports, ma troisième surprise a été la table. La nourriture est abondante et c'est là le changement — plus diversifié. Le « cordon » maraîcher qui, à une époque, avait été la place à des plantations de café a été rendu à la culture de céréales, légumes, fruits, à bien qu'on trouve pratiquement de tout et à bas prix.

Certaines denrées restent rationnées, soit parce qu'elles sont destinées à produire des devises (tabac, rhum), soit que la production reste insuffisante. C'est le cas de la viande. Ainsi, pour la même quantité de viande, on peut avoir soit de la viande de premier choix, soit une plus grande quantité de viande de second choix. Certains jours, le poulet est de rigueur. Le soir, la base de l'alimentation traditionnelle et dont la pénurie était mal supportée, reste rationnée, mais la plupart des familles n'ont pas leur quota mensuel. De même le lait : les enfants ne voient pas de plus de soixante ans ont droit à un litre par jour mais, dans les centres ruraux, ils peuvent recevoir un demi-litre litre quotidien s'ils prouvent qu'ils le consomment effectivement.

La encore, il faut se méfier des préjugés européens, mais tenir compte de la situation en Amérique latine, dont la moitié des habitants ne mange jamais de viande, ne boit pas de lait.

Les Cubains ont aussi appris à tirer parti des quelques cent espèces de poissons qui abondent dans leurs eaux. Il a fallu une grande campagne de persuasion pour les convaincre d'en manger car il était admis que cela diminuait la virilité. C'est aujourd'hui un sujet de plaisanterie et on peut consommer d'excellents poissons ainsi que, dans certains restaurants, de succulents biftecks de porc. Il paraît qu'on peut aussi manger du crocodile et que sa chair ressemble à s'y méprendre au bœuf.

Les Cubains prennent un repas sur leur lieu de travail. Les cantines sont hors rationnement et la nourriture y est abondante. Les enfants — internes pour la plupart — sont nourris gratuitement toute la semaine. Des cafés sont vendus un peu partout, dans les rues mêmes : le rationnement est peut-être une gêne, sûrement pas une privation.

Au « Tropicana », l'ancien cabaret de luxe pour touristes américains, dont le style du « show » n'a d'ailleurs pas changé depuis la révolution, j'ai trouvé des familles entières d'ouvriers. Le prix du diner me paraît pourtant élevé. On m'expliquait que, là encore, il y avait deux tarifs différents : les centres de travail disposent d'un certain quota mensuel de tables dans les différentes boîtes de nuit, repas et consommations sont alors facturés au tarif d'un restaurant populaire. « Rationnement », encore.

Un rationnement devant lequel tous les Cubains sont égaux. Les produits vendus sur les marchés sont aussi vendus « par la livre », mais de trois à cinq fois plus cher. Il n'est pas rare que des Cubains achètent ainsi du rhum lorsque la bouteille mensuelle ne leur suffit pas. Des familles font aussi des échanges : du riz contre du café, de la viande contre du rhum. Affaire de goût ! Certains jours, les clients manquent, on les pousse vers l'entrée, un problème de distribution : les camions auront été occupés à livrer du sucre ou des pampelounes à destination de l'étranger.

Des signes de nouveau bien-être

UN effort identique à celui qui a été entrepris pour diversifier la nourriture se retrouve dans le logement. Revenons un instant au spectacle de la rue. Sur la beauté de la Havane, tout a été dit. Mais la ville s'étend, fait d'extension. Les fameuses façades de stuc s'effritent. On a distribué de la peinture bleue, rose, vert d'eau aux habitants, et tout a été repeint. Et l'on construit.

A la base du boom de la construction, il y a évidemment un boom démographique : six millions de Cubains au moment de la révolution, près de neuf millions aujourd'hui, dix millions souhaités pour demain. Les jeunes se marient vite et font des enfants dans l'insouciance, sachant que l'Etat les prend entièrement en charge depuis la naissance jusqu'à la fin de la scolarité obligatoire, à l'âge de seize ans. Certes, l'avortement est libre, ainsi que la vente des contraceptifs. A l'exception de la pilule, soumise à un contrôle médical. Cependant, l'ensemble de la politique sociale et éducative consiste à encourager les naissances. Au moment où les pays industrialisés se heurtent au problème de l'emploi, Cuba se trouve dans cette situation paradoxale de n'avoir ni une technologie ni une main-d'œuvre suffisante pour assurer son essor économique. La pénurie de devises et le nouveau développement américain ne permettent pas l'achat massif d'équipements mécanisés.

Cela explique également la promulgation de la loi assimilant l'oisiveté à un délit, ce qui a choqué bien des observateurs étrangers. Et aussi la pénurie d'appartements qui a longtemps représenté, et représente encore dans une certaine mesure, un sérieux goullet d'étranglement.

La solution au problème du logement est typiquement cubaine : elle est venue de la base. Les plans de construction étaient prêts, on disposait même d'une certaine quantité de ciment, de matériaux de construction. Manquant les transports et la main-d'œuvre.

En 1970 déjà, après l'échec de la « gran safo », des ouvriers s'étaient mis à construire eux-mêmes leurs logements. Rationnés et étendus à l'ensemble du pays, ce système a engendré les « micro-brigades », équipes de volontaires détachés des usines pour travailler à la construction ou d'ingénieurs et dont la tâche à la

production est compensée par les heures supplémentaires des autres ouvriers. Les appartements terminés sont répartis parmi les travailleurs de l'usine selon les besoins. Aujourd'hui, plus de mille « micro-brigades » soit quelque vingt-cinq mille travailleurs, sont à l'œuvre, construisant non seulement des logements mais des écoles, des centres commerciaux ou culturels. Il y a même une « micro-brigade » féminine qui a bâti l'école et le jardin d'enfants de son village. A 10 kilomètres de l'est de la Havane, il y avait autrefois un village de pêcheurs. Aujourd'hui, il y a sept ans encore, pittoresque, j'ai trouvé aujourd'hui une agglomération moderne, vivante, couvrant des dizaines d'hectares. Une centaine de « micro-brigades » ont mis sur pied les habitations, trois super-marchés, un hôpital, six écoles, des usines et des terrains de sports, et ce n'est pas terminé.

Les modules préfabriqués sont produits sur place selon des brevets roumains. Ils sont simples et fonctionnels et mis en valeur par l'emploi des couleurs. Sur les conseils de peintres sans doute, les surfaces de bâtiments composent des sortes de Mondrian ou de Vasarely, en alternant et combinant des couleurs vives — orange, bleu, vert — contre le ciel bleu.

Ce confort tout neuf et ce soulagement se retrouvent aussi dans l'habitat des maisons. La plupart des logements modernes sont équipés de réfrigérateurs, de postes de télévision, de machines à laver. Les appareils sont distribués au fur et à mesure des disponibilités. Leur prix est prélevé sur le salaire à raison d'un maximum de 10 %. Les loyers sont très bas. Les privilégiés, à cet égard, sont les petits paysans qui vivaient en habitat dispersé. Les « communautés nouvelles » créées à leur intention sont des villages-pilotes. Chaque logement est fourni gratuitement — meubles, électro-ménager et télévision compris. Ils restent propriétaires de leur lopin de terre, cultivé par l'Etat, qui leur verse un loyer. Ils touchent en outre un salaire pour les heures de travail fournies dans le cadre du plan agricole auquel est rattaché le nouveau village.

Quelles que soient les réticences de départ, peu de gens résistent au confort de l'électricité, de l'école, de l'eau courante, des soins médicaux rapides et efficaces. Les vieux n'aiment pas trop l'idée de vivre à

l'étage » et de ne plus avoir le cheval attaché devant la porte. La nouvelle génération, qui fait souvent des études techniques, ne songe plus à retourner au « bohío ».

De retour à Paris, j'ai vu un film de Joris Ivens montrant une commune populaire chinoise. J'y ai retrouvé des idées, des avantages, des règles très semblables à ce que j'ai pu voir dans les communautés agricoles cubaines. Mais il ne faudrait pas en parler à Cuba. La Chine, c'est « la critique sévère de Mao ». Sur ce plan, la solidarité idéologique avec l'U.R.S.S. est totale. Ainsi le pétrole continue d'alimenter une économie qui ne peut s'en passer.

Un autre signe de ce bien-être neuf se retrouve dans le tourisme intérieur cubain. Ces paysans de la montagne qui n'avaient jamais quitté leur maison, parfois distante de trois jours de cheval d'une agglomération, partent à présent « en vacances ». Les habitants des villes connaissent les lacs, la montagne. Les familles partent en autocar et séjournent dans les nouveaux hôtels. Béton nu, clair, formes ouvertes où l'air et la lumière circulent, chambres simples, tables, où rien ne manque. Air conditionné partout, grâce à des appareils japonais venus remplacer les installations américaines qui tombaient en panne. Piscine, salle de jeux, télévision. Pour le transport, d'énormes cars japonais à six conditions : on entreprend à présent l'extension du réseau ferroviaire.

L'aménagement touristique est aussi une source de devises. Durant l'hiver cubain, les hôtels sont réservés aux étrangers, les Canadiens par exemple, qui viennent profiter des plages et de la pêche sous-marine. Ce tourisme n'est plus politique qu'en partie, et nous sommes loin du triangle jeu-drogue-prostitution cher aux Américains du Nord des années 50.

Mais les grands bénéficiaires de la révolution sont, avant tout, les enfants. Rien n'est trop beau pour eux. « Tant qu'on pourra le faire, on le fera », répond Fidel Castro quand on lui reproche un certain gaspillage en leur faveur, dans les uniformes qui leur sont distribués par exemple.

(Lire la suite page 8.)

Lire pages 8 à 10 :

P. 8-9. — Solidarité révolutionnaire et aide au tiers-monde, Marie-Claude Céléste. — La recrudescence des attentats anticomunistes, Bernard Cohen. — La Constitution fixe les acquis de la révolution, Antoine Blamont.

P. 10. — Suite de l'article d'Antoine Blamont. — La deuxième vague de censeurs de la révolution castriste, Michèle Mertelet.

Solidarité révolutionnaire et aide au tiers-monde

« **N**OUS coopérerons avec les Angolais dans tous les domaines, sur le plan politique, dans le domaine militaire : nous les aiderons à organiser et à entraîner leurs forces armées, à former des cadres pour la lutte contre le sabotage et la contre-révolution ; nous coopérerons encore avec les Angolais dans beaucoup d'autres domaines, en matière de pêche, de construction, d'éducation et d'industrie sucrière. Quelques centaines de Cubains travaillent déjà dans ces domaines, mais, à notre avis, le moment arrivera où deux ou trois mille et même plus de Cubains pourraient être nécessaires... »

Exprimée par son premier ministre, lors de la visite à La Havane du chef de l'Etat angolais, Agostinho Neto, le 28 juillet 1976, la détermination de Cuba d'aider les autres pays du tiers-monde qui le requièrent à consolider leur indépendance a toujours constitué une donnée fondamentale de la politique extérieure cubaine depuis l'arrivée au pouvoir de M. Fidel Castro. Elle n'est, pour le gouvernement de La Havane, que le prolongement logique de l'assistance apportée par les Cubains aux mouvements en lutte contre les anciennes puissances coloniales depuis le début des années 60. Le premier vice-premier ministre, Raul Castro, expliquait, lors de la visite à La Havane, en octobre 1976, de M. Luis Cabral, président de la Guinée-Bissau : « Cuba a apporté, et continuera à apporter, sa modeste contribution au peuple frère (de la Guinée-Bissau), conscient que, plus forts sont les pays qui se libèrent du joug impérialiste, plus forte est la lutte générale contre l'impérialisme. »

L'aide militaire de Cuba à la République populaire d'Angola, ainsi qu'à d'autres pays du tiers-monde, s'inscrit dans cette logique. Si la présence militaire cubaine est plus importante en R.P.A. qu'elle ne l'a jamais été dans aucun autre pays, c'est que la situation, dans ce cas précis, exige une assistance exceptionnelle : la proximité de l'Afrique du Sud, son intervention armée dans le conflit angolais à la fin de 1975, la détermination avouée du gouvernement de Pretoria à exercer son droit de surveillance des frontières de la S.W.A.P.O. (Organisation des peuples du Sud-Ouest africain) basée en Angola, tout le renforcement des FAPLA (Forces armées du M.P.L.A.) aux frontières l'une des tâches essentielles des militaires cubains en Angola.

L'Angola et la Guinée-Bissau ne sont pas les seuls pays auxquels Cuba aura continué à dispenser, à leur demande, une assistance militaire au-delà de la guerre de libération nationale. L'Algérie a bénéficié d'une manifestation similaire de solidarité. D'une façon générale, une coopération en matière militaire s'est établie entre Cuba et certains pays progressistes, notamment africains — dont la République populaire du Congo. Avant la déclaration du conflit angolais, on estimait à plusieurs centaines le nombre d'experts civils et militaires cubains en Guinée affectés, entre autres, à la défense des frontières, aux travaux d'aménagement des aéroports et au bâtiment. Au-delà du continent africain, le premier ministre de la République démocratique populaire du Yémen, H. Ali Nasser Mohamed, a, au cours d'une visite officielle à La Havane, à la fin de l'année dernière, évoqué la bénéfice retiré par son pays de « l'expérience du peuple cubain dans le domaine de la lutte incessante et ferme contre le sabotage militaire. »

Cuba reconnaît officiellement apporter une assistance militaire à un certain nombre de pays, même si, à La Havane, on préfère employer le terme de « coopération ». Mais les Cubains n'ignorent pas que la guerre d'Angola a fourni à certains gouvernements hostiles au régime de M. Fidel Castro l'occasion de brandir le nouveau mythe du « militarisme » cubain. Le premier ministre de la Guyane, M. Forbes Burnham, a catégoriquement rejeté les allégations selon lesquelles des milliers d'instructeurs cubains — et chinois — fourniraient un entraînement para-militaire à des unités de son pays. Il y a quelques mois, le Washington Post rapportait lui-même qu'une enquête sur le terrain n'avait permis de déceler aucune présence militaire cubaine en Guyane. Egalement soupçonné de faire appel à des instructeurs et conseillers militaires cubains, la Jamaïque souligne, pour sa part, qu'il n'existe pas d'accords de coopération entre les gouvernements de Kingston et de La Havane dans ce domaine. Moins de dix membres de la sécurité jamaïcaine ont reçu un entraînement à Cuba.

On estime parfois, à La Havane, que le mythe du « militarisme » cubain n'est qu'un prétexte destiné à justifier l'élaboration d'un pacte de défense de

l'Atlantique sud qui inclurait les pays sud-américains les plus hostiles au régime castriste et remplacerait celui de Rio, considéré comme dépassé puisque certains Etats comme Panama, la Colombie ou le Venezuela entretenaient des rapports cordiaux avec Cuba.

MAIS les experts militaires ne représentent qu'une partie des techniciens cubains à l'étranger. Lors de la troisième conférence nationale des brigades de jeunes techniciens, en septembre 1974, le président du Conseil de la révolution déclarait que son pays formerait « des dizaines de milliers, des centaines de milliers, des millions de techniciens » pour répondre non seulement aux besoins de l'Amérique latine, mais du monde entier. De fait, toutes proportions gardées, l'assistance cubaine à l'étranger en matière de personnel médical, et en particulier de médecins, est l'une des plus importantes du monde.

L'un des premiers accords entre Cuba et la République populaire d'Angola, en avril 1976, portait sur ce point. Des équipes médicales cubaines ont été détachées à Luanda, Huambo, Sa da Bandeira, Benguela et Novo-Fredondo. On ne dispose pas de chiffres exacts dans ce domaine. Toutefois, devait indiquer M. Mario Alfonso de Almeida, ministre angolais de la santé publique : « Au moment de son accès à l'indépendance, l'Angola comptait quelque quatre-vingt médecins et, à l'heure actuelle (mai 1976), cent cinquante, dont la moitié sont Angolais. » Le nombre de médecins cubains dans ce pays était sans doute à cette époque de quelques dizaines au maximum. De son côté, au cours de sa visite officielle à La Havane, en octobre 1976, le président de la Guinée-Bissau fait état de « l'action efficace de dizaines de médecins et autres cadres (cubains) de la santé publique » dans son pays. Des médecins cubains servent également au Pérou, en Somalie, à la Jamaïque (où ils sont quatorze), en Guyane (neuf) et en Asie, notamment au Laos et au Vietnam.

L'expérience de Cuba, en matière de construction, constitue également un important volet de son assistance technique à d'autres Etats du tiers-monde. L'Angola et Cuba ont signé, le 28 juillet 1976, un accord de coopération portant notamment sur ce chapitre particulier et, quelques semaines plus tard, le ministre angolais des travaux publics et des transports, M. Ransado de Oliveira, annonçait l'arrivée des premiers techniciens cubains. En 1975, des brigades cubaines ont participé à la construction de bâtiments destinés à l'élevage au Vietnam, tandis que, un an plus tard, quelque deux cents experts de la même nationalité édifieront trois écoles et un centre d'insémination artificielle en Tanzanie. La pêche, l'industrie sucrière, l'éducation, constituent autant de domaines dans lesquels Cuba a accordé, ou continue de dispenser, une aide technique en hommes et en matériel, à des pays aussi divers que la Guyane, la Somalie, l'Angola, la Guinée équatoriale et le Laos.

Les techniciens cubains ont la réputation d'être des travailleurs assidus. L'école Jose-Marit, construite à la Jamaïque par des Cubains, a été terminée à la fin de l'année dernière, huit semaines avant la date prévue. En mai 1972, le quotidien de La Havane, Juventud Rebelde, soulignait que le Centre national de formation des cadres de la milice populaire guinéenne avait été édifié en cinquante-neuf jours, avec le concours de trente et un experts cubains. En général, ces techniciens retournent chez eux aussitôt leur mission accomplie. Ceux qui construiraient l'école Jose-Marit à la Jamaïque (deux cent dix au total) sont rentrés à Cuba.

L'un des objectifs de l'assistance technique du gouvernement de La Havane à l'étranger est la formation de cadres dans les Etats bénéficiaires. Quelques trois cents Tanzaniens se sont initiés ainsi aux techniques de la construction auprès des brigades internationales cubaines affectées dans ce pays en 1976. Selon l'ambassadeur cubain à Luanda, M. Oscar Oramas, plus de six mille Angolais bénéficieraient, auprès des techniciens cubains en Angola, d'une formation dans les domaines de l'agriculture, de la santé, de la pêche, de la construction, de l'économie, des forêts et de l'organisation de masse.

MARIE-CLAUDE CELESTE.

(Suite de la page 7.)

Car toutes les écoles participent à la production agricole ou industrielle. Un grand nombre d'écoles secondaires sont implantées dans les zones de culture d'agrumes (dont Cuba est devenu l'un des premiers producteurs mondiaux) et chaque établissement scolaire est responsable de l'exploitation de plusieurs centaines d'hectares.

Une demi-journée est consacrée aux études, le reste du temps étant partagé entre le travail productif, les sports, les activités culturelles. Ce système répond à une triple perspective : pallier en partie la pénurie de main-d'œuvre, assurer l'auto-alimentation des écoles en fruits et légumes, éviter la coupure entre travail manuel et travail intellectuel. D'autres écoles secondaires industrielles, se chargent du montage de différents produits : transistors, machines à écrire, etc.

L'école Lénine de La Havane, ouverte en 1974, représente un cas à part. Ses quatre mille cinq cents élèves, sélectionnés en raison de leurs aptitudes, sont les futurs cadres du pays. C'est une sorte d'école secondaire polytechnique où le travail manuel aurait sa place. Les élèves qui travaillent aux chaînes de montage trois heures par jour changent de poste tous les deux jours. Les plus spécialisés sont affectés au montage de petites calculatrices électroniques fabriquées selon un brevet cubain. Ils en produisent quatre-vingts par mois, destinées à l'exportation.

Ce n'est certes pas la principale exportation cubaine. Dans ce domaine, l'effort de pêche mérite d'être noté. Ainsi, à côté du sucre, du nickel, du café, du tabac, du riz, des produits de pêche, en particulier les crustacés, arrivent aujourd'hui sur les marchés mondiaux. L'effort a débuté il y a dix ans. L'Espagne a vendu quelques chalutiers qui ont gagné Cuba en pêchant. A présent, l'exportation de quelque 180 millions de tonnes de poisson rapporte plus de 50 millions de pesos annuellement. L'industrie de la langoustine est l'une des plus modernes. L'accent est mis sur la pêche en haute mer, et Cuba possède maintenant une flottille partant dans toutes les mers pour trois mois, ravitaillée par des bateaux-navettes qui ramènent les marins en congé et apportent les nouvelles, le courrier, les livres, etc.

Car la lecture, à Cuba, est un phénomène de masse. Des éditions de cinquante mille à quatre-vingt mille exemplaires s'épuisent en quelques jours. J'ai vu des librairies de province s'arracher les ouvrages parcs que La Havane ne livrait pas assez vite. Le livre cubain est un modèle pour toute l'Amérique latine ; les exemplaires circulent, bougent ; huit cents bibliothèques ambulantes qui atteignent les villages les plus reculés, sans compter les bibliothèques des centres d'enseignement et de travail. Trente-cinq millions d'exemplaires ont été tirés en 1975 : une boulimie

La recrudescence

des attentats anticastristes

TERRORISME ET CONTRE-REVOLUTION

Par BERNARD CASSEN

DANS l'après-midi du 6 octobre dernier, le DC-8 CUT-1201 de la compagnie nationale cubaine, la Cubana de Aviación, qui assure la ligne régulière Georgetown (Guyane) - Port-of-Spain (Trinité-et-Tobago) - Bridgetown (Barbade) - Kingston (Jamaïque) - La Havane, se pose à l'aéroport de Seawell (Bridgetown). Pour ces derniers, l'équipe nationale d'escrime qui venait de remporter toutes les médailles d'or du quatrième championnat d'Amérique centrale et des Caraïbes tenu à Caracas.

La très vive émotion qu'a suscitée cet attentat criminel dans l'opinion publique des Caraïbes et de l'Amérique latine lui confère un caractère de premier ordre. Cuba le salue de ses sports ne peut faire oublier que cet acte de terrorisme n'est ni le premier ni le dernier de ceux qui ont été perpétrés en 1976 contre des installations et des citoyens cubains à l'étranger (voir encadré). Curieusement, la destruction en plein vol d'un appareil civil chargé de passagers n'a pas, cette fois, suscité l'indignation légitime que se manifestait habituellement en Occident lors de détonations d'avions par des Palestiniens (1). Pourtant, s'il est un pays qui, aujourd'hui, constitue plus que tout autre le cible du terrorisme international, c'est bien Cuba.

Le choix des objectifs répond à une certaine logique, celle — indépendamment des méthodes et des acteurs — qui a toujours prévalu jusqu'ici à Washington dans ce domaine et qui tient en deux mots : isoler Cuba. L'aide décisive apportée au M.P.L.A. en Angola a encore aggravé le cas « Cuba » aux yeux des dirigeants américains. Ce n'est sans doute pas par pure coïncidence que le rythme des attentats contre-révolutionnaires s'est très sensiblement accru en 1976. On s'aperçoit que, à part les missions et compagnies cubaines, ce sont les lignes étrangères (2) qui ont contribué à rompre le blocus aérien contre Cuba qui servent de cible (B.W.I.A., Air Panama et Iberia, il n'y a pas longtemps). Le choix de l'avion de la Cubana était particulièrement significatif : la ligne Georgetown - La Havane est le vivant symbole du renouveau des relations inter-Caraïbes qui a fait suite à la reconnaissance diplomatique conjointe de Cuba en 1972 par les quatre gouvernements des pays de langue anglaise de la région : Guyane, Trinité-et-Tobago, Barbade, Jamaïque. Le premier ministre de la Guyane, M. Forbes Burnham, a révéillé qu'à l'époque son gouvernement avait fait l'objet de menaces et de pressions américaines. Est-ce tout à fait un hasard si, ces derniers mois, la Guyane et la Jamaïque ont été l'objet d'une violente campagne de presse aux Etats-Unis, notamment fort aux prémices de tentatives de « déstabilisation ». Comme on le verra, l'attentat de la Barbade a servi de révélateur dans les Caraïbes et a permis d'y situer les lignes de force — et de faiblesse — actuelles.

La trame du réseau

L'ENQUETE en cours a permis de mettre en lumière les liens étroits entre les auteurs et inspirateurs de la destruction de l'avion cubain, la police secrète chilienne (DINA) et les services spéciaux du gouvernement américain. Les deux passagers si pressés de descendre à la Barbade (où l'un d'eux alla rendre visite à un fonctionnaire de l'ambassade des Etats-Unis), et qui reprirent ensuite un avion en partance pour Port-of-Spain, où ils furent arrêtés, étaient deux citoyens vénézuéliens (voyageant sous de fausses identités) : Freddy Lugo et Hernan Ricardo Lesano. Ce dernier, qui a reconnu être membre de la C.I.A. depuis 1970, passa rapidement aux aveux auprès des autorités de la Trinité et reconnut que deux bombes avaient été déposées dans l'avion. Il s'avéra que, le 6 octobre, Ricardo avait, de la Barbade, appelé son patron Luis Posada Carriles, propriétaire d'une firme de détachés privés de Caracas, Investigations Associates y Industrias C.A. (IICA), pour l'informer que « le canon est parti avec son chargeant ». Curieuse entreprise que l'IICA, dont les quarante et un employés — vénézuéliens et exilés cubains — ont pour point commun leur hostilité au gouvernement de La Havane. Cette agence, sous l'épouse même de Posada Carriles, avait un budget mensuel de 70 000 dollars et ses employés menaient un train de vie sans rapport avec leurs revenus officiels (le gouvernement vénézuélien a d'ailleurs décidé d'effectuer une enquête sur toutes les agences de police privée, couverture com-

mune pour l'espionnage politique). Quant à Luis Posada Carriles, bien connu à la C.I.A. sous les pseudonymes de « Basilio » et de « Bombi », c'est un ancien policier du régime de Batista, qui participa plus tard à la préparation de la tentative de débauchement de la base des Cochons, organisée et financée par la C.I.A. en avril 1961.

Quinze ans après l'échec de l'opération, les trois cents Tanzaniens se sont initiés ainsi aux techniques de la construction auprès des brigades internationales cubaines affectées dans ce pays en 1976. Selon l'ambassadeur cubain à Luanda, M. Oscar Oramas, plus de six mille Angolais bénéficieraient, auprès des techniciens cubains en Angola, d'une formation dans les domaines de l'agriculture, de la santé, de la pêche, de la construction, de l'économie, des forêts et de l'organisation de masse.

« Le match le plus cynique... »

« Au moment où cette terreur avait lieu, la télévision des Etats-Unis offrait au peuple de ce pays un édifiant spectacle : le match le plus cynique, le plus cynique et le plus éhonté qu'aient entrecroisés les annales des Etats-Unis au cours d'une période électorale. En réalité, ce match entre Ford et Carter a été un dialogue tenu au-dessus d'un fleuve de sang : le sang de Bangkok, de Tall-el-Zaitar et des cachots du Chili, de l'Uruguay et du Brésil, le sang de l'Afrique du Sud, des minorités des Etats-Unis eux-mêmes... et maintenant la Barbade. »

Déclaration de Santiago Alvarez, cinéaste cubain dont l'épouse, Sômaya de l'air, a péri dans l'attentat de la Barbade. Il prépare un film « dédié aux héros de Cuba de l'aviation, qui sera à la fois un appel au combat et une invitation à la haine de l'impérialisme assailli. »

Accusé cubain est l'une des cinq composantes de la Coordination des organisations révolutionnaires unies (CORU) qui s'est consti-

tuee au Costa-Rica en juin 1976. Dans un document publié en août dernier à Miami, mais daté de Honduras, la CORU revendiquait l'attentat contre le consul de Cuba à Meridès et menaçait le gouvernement mexicain de le prendre comme « objectif prioritaire ». Dans un autre texte signé « quelque part en Amérique latine en août 1976 », les commandos de la CORU revendiquaient les attentats du 17 juillet à Bogota et déclaraient : « Une fois de plus, les commandos de la CORU font constater qu'ils puniront tous les gouvernements qui négocient avec le gouvernement communiste cubain... Très bientôt, nous attaquons des avions en vol ou à terre si notre message n'est pas pris en considération et nous les tiendrons responsables pour toutes les pertes matérielles ou en vies humaines occasionnées par nos actions. »

L'assassinat d'Orlando Letelier

DANS quel pays était donc allé se réfugier Bosch ? Il semble que ce soit dans le Chili du général Pinochet. Selon des sources gouvernementales vénézuéliennes citées par le Washington Post, « le gouvernement chilien a contribué au financement des activités des émigrés cubains hostiles au premier ministre Fidel Castro. Bosch figure parmi les Cubains qui voyagent régulièrement au Chili ». Un journaliste vénézuélien a en sa possession des lettres de Bosch envoyées au Chili (où il semble avoir passé un an) et dans lesquelles il donne comme adresse une résidence connue comme étant celle des frères de la junte. C'est avec un passeport chilien que Bosch arriva au Costa-Rica, d'où il fut expulsé en avril dernier, après qu'il eut été établi par la police qu'il projetait de faire assassiner Pascal Allende, dirigeant du MIR, réfugié dans ce pays. Il avait suffisamment d'amis à San-José, notamment chez le groupe d'extrême droite Costa-Rica Libre, pour s'être procuré un passeport chilien qui lui servit à pénétrer ensuite au Venezuela en septembre dernier.

Des soupçons concordants pèsent sur la CORU et sur Orlando Bosch à propos de l'assassinat à Washington de l'ancien ministre des affaires étrangères de l'Unité populaire, Orlando Letelier. C'est Bosch lui-même qui, arrivé à Caracas deux jours après l'assassinat de Letelier, aurait informé des exilés cubains que deux de leurs compatriotes, les frères Novo, avaient commis l'attentat. Guillermo Novo est le chef en second du Mouvement nationaliste cubain, l'une des composantes de la CORU.

Si la jungle chilienne, les chefs des mouvements (1) La presse quotidienne française, mais à part quelques journaux, a moins évoqué l'attentat que l'une de ses conséquences, la dénonciation par Cuba de l'accord avec les Etats-Unis sur la piraterie aérienne. (2) En juin 1976, le cargo français Le Coumbre avait fait l'objet d'un sabotage, préparé par la C.I.A., provoquant une centaine de morts et blessés. (3) Pour une « anatomie » de l'émigration, on peut consulter l'ouvrage de Carlos Siverio O'Leary Sami, « El Exilio de Carlos Siverio O'Leary Sami », Editorial de Ciencias Sociales, La Havane, 1976. Ancien dirigeant de groupes contre-révolutionnaires d'exilés cubains, ancien participant à l'expédition de la baie des Cochons, l'auteur s'est rallié publiquement, en 1974, à la révolution cubaine.

مكتبة الجليل

de livres, comme au Chili d'Allende. Le jour où le roman de Gabriel Garcia Marquez, *Cent ans de solitude*, est sorti en édition cubaine, la chute devant les librairies de La Havane fut telle que les agents chargés d'enregistrer les livres d'attente ont été sérieusement bousillés. Et je trouve assez beau que les forces de l'ordre soient malmenées pour des raisons strictement culturelles.

En fait, malgré l'importance des tirages, les livres manquent. Le papier tient au défaut de papier. La pâte à papier coûte cher en devises. L'emploi de la bagasse de canne à sucre jusqu'à concurrence de 80 % permet de produire à présent un papier de qualité correcte mais pas encore en quantité suffisante.

Les programmes d'édition, quant à eux, laissent encore à désirer. La gamme et même le choix des titres sont parfois contestables. Toutefois, les livres strictement politiques et révolutionnaires ne l'empêchent pas sur la littérature, la poésie, les essais. Le livre pour enfants s'est développé de façon spectaculaire. On voit des milliers sortir d'une librairie avec des piles de nouveautés sur les bras. Les livres sont si bon marché qu'un

enfant achète aussi facilement une glace que les contes d'Andersen.

Tous les écrivains cubains sont-ils publiés ? Il leur arrive sans doute d'avoir à attendre un certain temps. Ils soumettent généralement leur manuscrit à la section qui leur correspond au sein de l'Institut du livre. On leur a l'habitude de leur dire, encore à la « Casa de las Américas », sorte de super-maison de la culture. De nombreux concours ou prix annuels donnent aussi accès à l'édition. Les livres sont lus et sélectionnés par des intellectuels connus, des grands écrivains cubains ou des jurys spécialisés.

Et il arrive que des livres soient refusés. En des cas de raison de simple qualité, il en est d'autres. Par exemple : apologie de l'homosexuelle, apologie de la paresse, apologie d'idées réactionnaires sous n'importe quelle forme. Il est des sujets tabous. L'opinion générale veut que, si on laisse entrer des romans érotiques ou trop sophistiqués, la C.I.A. en profitera pour les utiliser. Mais la situation évolue perceptiblement, dans le sens d'une ouverture qui répond aux besoins d'une population plus exigeante. Bien sûr, tel roman refusé

pourrait bien être le Rouge et le Noir, ou Du côté de chez Swann.

Une limitation analogue se retrouve dans la presse. Je l'ai trouvée médiocre, limitée, monotone. Les deux quotidiens, *Granma* et *Juvenud Rebelde*, semblent se copier l'un l'autre et les rédacteurs manquent inexplicablement d'imagination. Une population qui dépense 35 millions de livres par an, plus de cent mille représentations théâtrales (souvent par des troupes d'amateurs), des kilomètres de pellicule cinématographique, apparemment à des de mille dans les villages de montagne, mérite mieux que cette presse-là. Des responsables en conviennent les premiers, mais personne ne semble avoir trouvé la formule rénovatrice.

Pour ces raisons, où pour d'autres aussi, telles le tempérament, l'âge, des intellectuels peuvent paraître en retrait. Ils disposent de mêmes droits et avantages que ceux qui sont plus actifs sur le plan politique. Tous ont des tâches spécifiques et sont donc considérés comme récompensés quel qu'ils soient. Ils s'occupent souvent de traductions, correction de manuscrits ou d'épreuves, tous travaux d'édition qu'il est possible à

Cuba d'effectuer chez soi : une entorse aux règles sacro-saintes de la bureaucratie mondiale.

Cette légère crispation de la vie intellectuelle, ainsi que nous l'avons vu, la condamnation du régime chinois, sont-elles le prix du pétrole et de l'aide soviétique ? Dans ce domaine, il faut distinguer en tout cas l'identité idéologique — réelle — avec le régime soviétique, de la présence effective. La présence des Etats-Unis dans tous les pays d'Amérique latine, que ce soit dans la publicité, les marques des produits de consommation courante, les films et autres activités culturelles, est bien plus lourde. La présence soviétique à Cuba se manifeste lorsque des ingénieurs et des techniciens — Russes ou Allemands de l'Est — viennent monter une usine. Ils s'en vont toujours dès que les Cubains peuvent en prendre les commandes. Le seul Soviétique que j'ai rencontré à Cuba durant mon voyage était un maître de ballet, qui formait des jeunes. Il venait de Leningrad et souffrait fort de la chaleur.

Il ne faut pas oublier un fait : Cuba a quinze jours de pétrole avant elle. Si Fidel se brouillait avec

Moscou. Mais les Américains n'ont-ils pas lâché Cuba ? Les Soviétiques n'ont-ils pas quitté la Chine en 1960 ? Les deux fois, les peuples ont su surmonter leurs difficultés. J'ai vu les Cubains bricoler les Cadillac, les Pontiac d'avant 1960. N'ont-ils pas fabriqué les pièces de rechange en polissant l'acier à la cendre de cigare ? Ces voitures circulent encore.

Il est évident que Fidel, Raul Castro, Dorticos, Carlos Rafael Rodríguez, Almeida, tous les dirigeants ont songé à une éventuelle rupture. Un incident est vite arrivé. Mais le péril, tel que le ressentent tous les Cubains aujourd'hui encore, ne vient pas de là. Ils ont fait leurs comptes. Lorsque, parlant de l'avenir, on envisage avec eux le pire, tous, du ministre à la femme de ménage, disent : « Si un jour les Américains débarquent, s'il arrive quelque chose qui menace notre indépendance, notre régime, ce que nous avons fait ici, alors ce sera « Patria o muerte ». Peut-être mourir, mais changer. »

JULIO CORTAZAR.
(Propos recueillis
par Nicole Muchnik.)

Elections démocratiques décentralisation administrative appartenance au monde communiste

La Constitution fixe les acquis de la révolution

Par ANTOINE BLANCA *

DANS l'après-midi du 2 décembre 1976, la vaste salle du théâtre Karl-Marx de La Havane, qui avait servi de cadre au premier congrès du parti communiste, a vu la révolution fidéliste franchir une nouvelle étape de son histoire. L'Assemblée nationale du pouvoir populaire célébrait sa première réunion, avec une volonté affichée du respect des formes : au premier rang, le député de Santiago, Fidel Castro, entouré des membres du bureau politique siègeant aussi en tant que députés. Le commandant en chef a revêtu, comme lors du congrès, son uniforme de gala. En face de lui, comme dans l'ordre quel Parlement nouvellement élu, le doyen d'âge présidé, assisté des deux plus jeunes parlementaires, en l'occurrence des jeunes filles de dix-neuf ans. Trois mille invités, Cubains et députés étrangers, assistaient à la cérémonie d'ouverture. On va procéder à l'élection du président, du vice-président et du secrétaire. Les représentants des forces armées révolutionnaires vont prêter serment de fidélité.

Depuis un an, Cuba se donne un nouveau visage, avec un grand luxe de détails (1). On a peine à imaginer que ces fringants officiels ont fait leurs premières armes en attendant, le 25 juillet 1953, la caserne Moncada.

dans la Sierra-Masestra, à la baie des Cochons, ou en traquant les contre-révolutionnaires dans les maquis qu'ils tentaient d'implanter ; que ces hommes aident et soutiennent, ont été les héros de l'une des révolutions les plus schématisées, les plus spontanées, les plus incertaines aussi. Vingt ans, jour pour jour, après cet insaisissable débarquement sur une plage de la province d'Orient, les survivants du *Granma* sont là, avec des centaines d'autres dirigeants moins connus, pour participer avec sérieux et application au processus d'institutionnalisation de la révolution qu'ils ont le sentiment d'avoir mené au terme de sa phase la plus difficile.

On ne peut manquer de se rappeler alors ce que l'économiste marxiste américain Paul Baran écrivait dès 1960 : « Alors que tout est fondé, pour la première fois, sur la confiance illimitée du peuple envers Fidel Castro, le jour n'est pas loin où il sera indispensable de créer et de développer des institutions essentielles pour le fonctionnement normal d'une société démocratique et socialiste. » Entre l'entrée victorieuse de guérilleros barbus à la Havane et l'acte solennel du théâtre Karl-Marx, dix-huit ans se sont pourtant écoulés. Les révolutionnaires durent d'abord

faire face, du jour au lendemain, aux situations les plus inimaginables. Les circonstances les amenèrent à improviser, à créer avec beaucoup d'imagination et peu de moyens, mais ils ne voulaient surtout pas bécoter leur Constitution, dont les premières études remontaient à 1971.

Surtout, d'autres tâches plus urgentes mobilisaient les dirigeants et les cadres, sans oublier certains problèmes internes réels entre vieux communistes et fidélistes du mouvement du 25 juillet (parmi les huit membres du bureau politique désigné en 1965, il n'y avait aucun membre de l'ancien parti communiste, le P.S.P.). C'est à ces tâches et à ces incertitudes que faisait allusion Raul Castro en août 1974 devant les élus de Matanzas quand il disait : « Au début, pendant les premières années de lutte pour la survie, elles (les institutions) n'étaient ni indispensables ni vitales, pouvant même constituer un frein à l'agilité nécessaire qu'exigeait l'Etat en ce moment... »

L'écho de la récolte dite des 10 millions de tonnes de sucre (la « Membre du comité directeur du parti socialiste français ».

gran zafra), avoué en 1970 par Fidel Castro, qui fit à cette occasion une impressionnante autocritique, contribua sans aucun doute à la décision de doter l'Etat d'organismes représentatifs à tous les niveaux. En théorie, le pouvoir législatif était dévolu au conseil municipal sur la base de la Constitution de 1940, elle-même modifiée et amendée en vertu d'une clause qui lui avait été ajoutée en 1959.

Au cours des années 1972, 1973 et 1974, d'importantes lois fondamentales furent discutées par les organisations de masses et approuvées par le conseil des ministres ; lois d'organisation du système judiciaire, de procédure civile et administrative, code de la famille.

En décembre 1975, le premier congrès du P.C.C. adoptait le projet de Constitution qui sera approuvée, le 15 janvier 1976, par référendum et proclamée le 24 février, « date de force patriotique », dira Fidel Castro, qui célèbre la quatre-vingt unième anniversaire du début de la glorieuse guerre d'indépendance, fruit de l'effort de José Martí et de son glorieux parti révolutionnaire cubain. Nous reviendrons sur cette consécration relative aux grands ancêtres des luttes de libération de 1933 et 1955. La nouvelle loi fondamentale de la République de Cuba garantit expressément le droit de chacun au travail, du

payan sur la terre, de l'enfant, du jeune ou de l'adulte à l'enseignement public et scientifique, du malade à l'assistance médicale et hospitalière gratuite ; droit aux congés payés, droit de la femme à l'égalité dans la rétribution du travail, etc. Elle précise aussi les grands principes de politique étrangère, combinant les idées de José Martí, quand on stipule la nécessité de la marche vers l'union des pays d'Amérique latine et des Caraïbes et celles de la nouvelle ligne, avec l'appel à la coopération avec l'Union soviétique et les autres pays socialistes (Cuba participe au COMECON depuis 1970).

Au demeurant, dans ses grands traits, la nouvelle Constitution n'est pas très originale par rapport à celles en vigueur dans les pays de l'Europe de l'Est dirigés par des partis communistes. Comme n'est pas original le serment des députés de l'Assemblée nationale du pouvoir populaire promettant notamment de « respecter de manière consciente et libre le rôle dirigeant que joue le parti communiste de Cuba dans notre société ».

(Lire la suite page 10.)

(1) Voir aussi le reportage de Bernard Cassen : « Cuba, la consécration », dans *Le Monde diplomatique* du septembre 1976.

ments terroristes d'émigrés cubains et différents mouvements fascistes d'Amérique centrale semblent entretenir des rapports étroits, on a de la peine à concevoir que la C.I.A., qui les connaît tous très bien, ne soit pas — pour le moins — au courant de leurs activités. En premier lieu, elle ne dément pas — et pour cause — que Luis Posada Carriles, Bosch et Herminio Ricardo aient été à un moment donné, ou soient encore, ses créatures. Le 15 octobre dernier, parlant à Boston, M. Kissinger déclarait cependant : « Je peux affirmer catégoriquement qu'aucun fonctionnaire du gouvernement américain, aucune personne rémunérée par le gouvernement américain, n'a quoi que ce soit à voir » avec le sabotage de l'avion cubain. Mais il se confirme un peu plus tard que celui des deux Vénézuéliens qui ont été assassinés par les bombes, avaient été membres de la C.I.A. et était précisément en contact avec un fonctionnaire de l'ambassade des Etats-Unis à Caracas, M. Joe Leo, dont le nom et le numéro de téléphone figurent également dans les documents saisis chez Freddy Lago. M. Joe Leo, décrit par le New York Times comme « un agent du F.B.I. », a admis avoir également eu des contacts suivis avec Luis Posada Carriles.

Face à cette accumulation d'éléments contredisant sa déclaration, M. Kissinger, selon son porte-parole, s'est refusé à tout commentaire. On se demande alors si le terrorisme sur certains éléments troublants. En premier lieu, sur la demande d'extradition d'Orlando Bosch formulée par le département

d'Etat auprès du gouvernement vénézuélien. Si la justice américaine tenait tout à entendre cet homme, pourquoi ne l'a-t-elle pas fait plus tôt, en particulier lorsqu'il fut appréhendé en avril dernier à San-José et que le gouvernement du Costa-Rica proposa lui-même à Washington de l'extrader, sans obtenir du Venezuela la moindre coopération ? Tout se passe comme si l'on voulait empêcher de parler jusqu'à ce qu'il soit fort long sur les activités de la C.I.A. et de la junte chilienne en Amérique latine. Orlando Bosch (comme ses complices) sait qu'il risque une peine de trente ans de prison devant les tribunaux vénézuéliens, le juge d'instruction, Mme Delia Estévez Moreno, l'ayant inculpé d'homicide, de fabrication et usage d'armes de guerre, de fabrication et usage de faux documents. N'ayant plus grand-chose à perdre, sauf en vie s'il est menacé même dans la prison modèle de Caracas (où il a demandé à cuisiner lui-même sa nourriture pour éviter d'être empoisonné), Bosch, c'est trahi et abandonné par tous ses complices, pourrait se décider à transformer l'affaire en affaire de Watergate, selon le quotidien de Caracas *El Nacional*.

La C.I.A. sait de fait près les activités de terrorisme anticubain. Lors de ses discours du 15 octobre, en hommage aux victimes de la catastrophe, M. Fidel Castro a rapporté le teneur d'un message de la C.I.A. à l'un de ses agents à Cuba : « Quelle est la réaction officielle et privée aux attaques à l'explosif contre les bureaux d'institutions cubaines à l'étranger ? Que vont-ils faire pour les éviter et les prévenir ? Qui soupçonne-t-on comme

responsable ? » Pour corroborer ses propos, le dirigeant cubain n'a pas hésité à « griller » son informateur, qui en fait était un agent double travaillant en réalité pour les services de renseignements cubains. Le type d'information ainsi recherchée par la C.I.A. — et qu'elle n'a pas démentie — est de nature à confirmer les indices concernant son rôle dans la possibilité de la centrale américaine dans la vague de terrorisme anticubain, qu'elle a co-ordonnée avec la DINA chilienne, avec du « personnel » contre-révolutionnaire cubain.

Il faut aussi rappeler que tous les groupes composant la CORU, qui publie dans les journaux de Miami ses communiqués incendiaires contre les Etats-Unis, n'ont à aucun moment été inquiétés aux Etats-Unis, où ils ont pignon sur rue, bien qu'ils aient ouvertement revendiqué de multiples attentats. Cette passivité, proche de la complicité, est en contradiction avec les clauses du traité anti-terrorisme signé par la C.I.A. dans la première moitié de 1973, et où les Etats-Unis s'engageaient à empêcher les actes de terrorisme anticubain perpétrés à partir de leur territoire. C'est pourquoi M. Fidel Castro, constatant les violations commises par l'autre partie signataire, a déclaré le traité caduc à compter du 15 avril 1977. M. Carter se sera-t-il le perche qui lui est ainsi tendue grâce aux six mois de preuves obligatoires que le gouvernement de La Havane a présentées ? Faisant un bref rappel historique, le dirigeant cubain a évoqué les « grandes premières » de la C.I.A. dans la terreur internationale : « La C.I.A. a inventé et encouragé les détournements d'avion pour les appliquer à Cuba pendant les premières années de la révolution ; la C.I.A. a inventé les attaques pirates à partir de bases étrangères dans sa politique d'agression contre Cuba ; la C.I.A. a réédité dans le monde moderne la funeste politique qui consiste à concevoir et à exécuter l'assassinat de dirigeants d'autres Etats ; la C.I.A. a maintenant inventé la sinistre méthode de faire exploser des avions civils en plein ciel. Il est nécessaire que la communauté mondiale prenne conscience de la gravité de tels faits. »

La Guyana

« en première ligne »

L'ATTENTAT de la Barbade n'a eu pour effet de précéder les alignements politiques des pays caribbes. La Barbade et Trinité-et-Tobago, tout en condamnant le crime, ont invoqué des arguments juridiques pour ne pas avoir à juger les deux responsables de l'attentat. C'est sans doute avec mécontentement que M. Eric Williams, le premier ministre de Trinité-et-Tobago, a expulsé un Venezuela les deux « étrangers indésirables », Hermon Ricardo et Freddy Lago. Les deux petits pays caribbes étaient l'objet de fortes pressions de la part des Etats-Unis et de menaces des organisations terroristes de la CORU, auxquelles ils n'estiment pas avoir les moyens de faire face. Par ailleurs, les considérables rentrées de devises des touristes américains n'auraient pas survécu à une campagne d'attentats.

En Guyana, dont onze citoyens ont péri dans l'accident, le premier ministre M. Forbes Burnham a exprimé sa conviction : « que les saboteurs ont été entraînés, financés et organisés par ceux-là mêmes qui ont monté la tentative d'invasion de Cuba à la baie des Cochons », ce qui a entraîné une protestation officielle de Washington. Il y a fort à parier que ce petit pays, dont l'indépendance et la solidarité avec Cuba incombent au plus haut point les dirigeants américains, va voir s'intensifier contre lui les campagnes de presse systématiques dont il est l'objet depuis un an. « Nous sommes en première ligne », a confirmé M. Burnham en précisant que les tentatives de déstabilisation sont passées du stade des paroles à celui des faits.

Le Venezuela a également eu une attitude extrêmement ferme, en conduisant l'enquête sous complicité, en réclamant le retour à Caracas de ses deux ressortissants arrêtés à Port-of-Spain et en entraînant les deux protégés de la C.I.A. que sont Luis Posada Carriles et Orlando Bosch. A l'occasion de sa présence à l'Assemblée générale de l'ONU le 17 décembre dernier, le président Carlos Andrés Pérez a réitéré sa condamnation de l'« abominable crime » et a sommé le gouvernement des Etats-Unis de tirer au clair les relations entre ses services officiels et les groupes contre-révolutionnaires d'origine cubaine. Cette transposition d'attention, s'ajoutant au rôle moteur du Venezuela au sein de l'OEPE, est une nouvelle victoire pour les forces de Washington. Après le virage à droite du Pérou et sa reprise en main, la rentrée dans le rang du Venezuela est sans doute un objectif prioritaire pour les Etats-Unis. C'est à l'attitude de M. Carter dans ce domaine que l'on pourra, mieux que dans des discours vagues, mesurer les changements de rôle ou de fonction — que l'occasion à la Maison Blanche du protégé de la Commission trinitaire imprime à la politique américaine en Amérique latine.

Une chose est certaine : les groupes armés cubains, comme ceux de la CORU, constituent à la fois un danger physique et une hypothèque politique pour les nouveaux dirigeants américains. L'éventualité, proche ou lointaine, d'une certaine normalisation des relations entre Washington et La Havane ne peut qu'exaspérer certains milieux — parmi ceux qui n'ont ni rien appris ni rien oublié — et favoriser une nouvelle vague d'attentats, y compris contre le personnel politique américain. Dans un numéro récent (4), l'hebdomadaire *U.S. News and World Report* soulignait que « les extrémistes cubains ne reculeront devant rien, pas même devant l'assassinat de membres de l'administration » et il citait la mise en garde d'un fonctionnaire : « Les terroristes cubains sont aujourd'hui les assassins les mieux entraînés du monde », avant de rappeler qu'« un grand nombre de ces terroristes ont été entraînés par la C.I.A. à l'époque où les Etats-Unis s'efforçaient de renverser Castro ou de l'assassiner. » Ne serait-ce que pour se donner les moyens d'une politique autonome, M. Carter et le nouveau directeur de la C.I.A. peuvent être conduits à une révision déclinatoire à l'égard des anciens « nouveaux de l'Opère Sans ».

BERNARD CASSEN.

(4) 8 décembre 1976.

Les actes de terrorisme anticubain en 1976

6 AVRIL. — Deux bateaux de pêche, le *Ferra 119* et le *Ferra 129* sont attaqués par des embarcations pirates en provenance de Floride. Un pêcheur trouve la mort et les deux bateaux sont gravement endommagés.

22 AVRIL. — Une bombe explose à l'ambassade de Cuba à Libanona, tuant deux personnes, blessant gravement plusieurs autres et détruisant totalement les locaux.

5 JUILLET. — La mission de Cuba auprès de l'ONU est l'objet d'un attentat à l'explosif qui provoque d'importants dégâts matériels.

9 JUILLET. — A l'aéroport de Kingston (Jamaïque), une bombe explose dans un chariot transportant les bagages sur le point d'être embarqués dans l'avion de Cuba de Aviation à destination de La Havane. Une catastrophe semblable à celle de la Barbade est ainsi évitée d'extrême justesse.

10 JUILLET. — A Bridgetown, capitale de la Barbade, une bombe explose dans les bureaux de la British West Indian Airways (B.W.I.A.) qui représente dans ce pays les intérêts de la Cuba de Aviation. L'attentat est revendiqué par la CORU.

17 JUILLET. — A Bogota, les bureaux d'Air Panama, qui représente les intérêts de la Cuba de Aviation en Colombie sont

détruits, l'ambassade de Cuba est mitraillée. La CORU revendique les attentats.

28 JUILLET. — A Merida, au Mexique, un technicien cubain de l'Institut national de la pêche trouve la mort au cours de la tentative d'enlèvement du consul cubain à Merida. L'attentat est revendiqué par la CORU.

9 AOÛT. — A Buenos-Aires, deux fonctionnaires de l'ambassade de Cuba en Argentine sont enlevés. Ils n'ont pas été retrouvés.

18 AOÛT. — A Panama, une explosion endommage gravement les bureaux de la Cuba de Aviation.

6 OCTOBRE. — Un avion de la Cuba de Aviation est détruit en plein vol au large de la Barbade. Les soixante-neuf passagers et membres de l'équipage trouvent la mort. L'attentat est revendiqué par la CORU.

7 NOVEMBRE. — A Madrid, une bombe explose dans les bureaux de la Cuba de Aviation provoquant de considérables dégâts matériels.

9 NOVEMBRE. — Selon une information publiée par le quotidien *La Opinion* de Buenos-Aires, un employé argentin de l'ambassade de Cuba en Argentine, Ramon Lucio Perez, est enlevé par un groupe armé.

(Suite de la page 9.)

Par contre, le mode d'élection des députés aux assemblées municipales, choisissant eux-mêmes au deuxième degré les députés, ne s'inspire d'aucun système existant.

Le pays est désormais divisé en quatre provinces (au lieu de six précédemment) et sont désormais élus les députés municipaux. L'intermédiaire régional est supprimé. A l'initiative des C.D.R. (Comités de défense de la révolution, qui regroupent cinq millions de Cubains) ou de l'ANAP (Association des petits agriculteurs) dans les zones rurales, des assemblées de citoyens proposent des candidats. Il y a au moins vingt circonscriptions par municipalité devant élire un député chacune : en fait, il y aura au moins deux candidats par circonscription, mais très souvent quatre ou cinq. Pour être élu, il convient d'obtenir la majorité absolue des suffrages, faute de quoi un second tour de scrutin est nécessaire.

Le candidat ne peut mener de campagne électorale : la propagande est faite par l'administration sur la seule base d'une photo et d'une biographie, qui se veut objective, de l'intéressé. Ces documents sont envoyés aux électeurs et affichés dans les lieux publics. Personne ne peut diffuser de tracts ou de journaux électoraux. De plus, l'élu est, à tout moment, révoquant par les électeurs (on est électeur à l'âge de seize ans, éligible à dix-huit).

Les organisations de masses ont présenté au suffrage universel vingt-huit mille neuf cents candidats pour dix mille sept cent vingt-cinq postes à pourvoir. Parmi les élus, les membres ou aspirants du P.C.C. comptaient pour moitié. Mille cent cinquante-une femmes ont été élues.

Ce système avait été expérimenté à partir de juillet 1974, avec l'élection de l'Assemblée provinciale de Matanzas. L'une des conséquences de son application est que l'administration centrale transmet ses pouvoirs à l'assemblée locale provinciale dans de nombreux domaines touchant à la vie économique, éducationnelle, culturelle, etc. La décentralisation va être ainsi effective et le citoyen sera très près de son élu, qui habite la plus souvent son pâté de maisons ou la ferme toute proche. Nous avons pu constater nous-mêmes, à Matanzas, que le député, choisi parfois au terme d'une élection difficile, prend sa charge très au sérieux et que les citoyens usent de cet intermédiaire.

Il faut d'ailleurs reconnaître que l'immense majorité des Cubains, même par les plus âgés, n'ont guère la nostalgie de la vie politique précastriste. Sans parler des dictatures de Machado ou de Batista, les Cubains n'avaient jamais connu qu'une caricature de la démocratie et une administration d'Etat ou municipale malhonnête.

Les nouvelles provinces ont été officiellement mises en place le 7 novembre dernier. Les élus des municipalités ont désigné les assemblées provinciales. Il y est ensuite élection des quatre cent quatre-vingt députés à l'Assemblée nationale. A propos des nouveaux pouvoirs dévolus aux instances locales et provinciales, Fidel Castro a cru devoir faire

une mise en garde contre de possibles excès. Dans son discours devant les nouveaux députés, il déclarait ainsi : « Toute manifestation d'égoïsme local et régional doit être combattue énergiquement et, s'il convient à chaque province de lutter de manière adéquate, juste et rationnelle pour son propre développement, elle ne doit jamais perdre de vue les intérêts nationaux. » Le Conseil d'Etat a d'ailleurs expressément le pouvoir de révoquer les dispositions des comités exécutifs des organes locaux qui viendraient à contrevient à la Constitution, aux lois et décrets-lois ou autres dispositions arrêtées par un organe supérieur, ou qui affecteraient les intérêts d'autres municipalités ou les intérêts généraux du pays.

Composé de trente et un membres, le Conseil d'Etat devient l'organe supérieur de la République. Fidel Castro en a été élu président. Ce Conseil est lui-même élu par l'Assemblée nationale au scrutin secret. Le président du Conseil d'Etat est à la fois chef de l'Etat, président du conseil des ministres et commandant en chef des F.A.R. (Forces armées révolutionnaires). Rappelons que Fidel Castro est aussi premier secrétaire du P.C.C. Il y a, en outre, un premier vice-président, cinq autres vice-présidents et une secrétaire. C'est sans surprise que Raúl Castro a été élu premier vice-président comme il avait été élu second secrétaire du parti. Ministre des forces armées, il est maintenant le n° 2 du régime. Sur cette coïncidence familiale, Fidel a cru devoir s'expliquer devant le premier congrès, en décembre 1975 : « Chacun sait que dans notre révolution n'existera jamais le nepotisme. En réalité, c'est un privilège pour moi d'avoir

un frère qui soit, de plus, un extraordinaire cadre révolutionnaire. » Et de rappeler son attitude à la tête du groupe d'assaut qui s'empara du palais de justice lors des combats de la caserne Moncada, l'expédition du Granma, l'ouverture du « Second Front » dans la province de Pinar-de-Rio avec la colonne qu'il commandait. Fidel Castro terminait son discours : « Nous, Cubains, comprenons bien tout cela, mais il est nécessaire que cela se comprime hors de notre pays. »

Au sein du Conseil d'Etat figurent tous les membres du bureau politique et les compagnons de lutte de Castro venus du Mouvement du 26 juillet demeurés partout largement majoritaires, même au sein du parti. Il n'y a donc aucun type de pondération officielle. Osvaldo Dorticos, qui a assumé, pendant seize ans, les fonctions de président de la République, est membre (sans vice-présidence) du Conseil d'Etat et, par ailleurs, du bureau politique. Il n'a aucune autre fonction officielle et, semble-t-il, à sa demande.

La fin de l'année 1976 aura été marquée également par un certain nombre de décisions en rapport direct ou indirect avec l'institutionnalisation. Tout d'abord, naturellement, la publication du texte de la loi d'organisation de l'administration centrale de l'Etat. Elle prévoit quarante-trois organismes centraux, dont trente-quatre sont des « ministères d'Etat » (planification, approvisionnement, sciences et techniques, etc.) ou des ministères. Il y aura neuf académies ou instituts. Les quarante-trois personnes qui sont à la tête de ces administrations ont rang de ministre.

Le conseil des ministres élit en son sein un comité exécutif.

La fin du romantisme ?

Autre décision remarquable, et qui ne semble pas avoir été prise sans douleur : la promulgation des lois sur le système des grades militaires en raison, notamment, est-il écrit, « des relations internationales qui, actuellement, existent et se développent avec les forces armées d'autres pays amis ». Jusqu'à une date récente, on s'était efforcé, avec mille accommodements, de rester fidèles au système de grades de l'armée rebelle de la Sierra-Maestra où les seuls existants étaient ceux de commandant, capitaine et lieutenant. Aïné, Raúl Castro, jusqu'ici « commandant en chef », devient « général d'armée » : il y aura aussi gradés des sous-officiers. Fidel Castro a éprouvé, une fois de plus, le besoin de faire appel aux grands ancêtres pour justifier cette décision : « Nous ne pouvons manquer de prendre en compte nos héros », mentionne-t-il (non donné aux combattants des premières soulèvements patriotiques, les lesquels, au cours des deux guerres d'indépendance de 1895 et 1898, utilisèrent les grades de colonel et de général, et de rappeler que Maximo Gomez, Antonio Maceo, Ignacio Agramonte et José Martí lui-même étaient généraux. Nombreux sont cependant, à Cuba et ailleurs, ceux qui auront accueilli cette nouvelle avec un certain pincement au cœur. De même sacrifier-on au rite des décorations, avec

la création de la médaille du « Vingtième anniversaire des forces armées révolutionnaires », dont le premier titulaire fut naturellement Fidel Castro, mais qui a été aussitôt attribuée à tous les dirigeants communistes au pouvoir : MM. Brejnev, Kadar, Ceausescu, etc. Sur ce plan aussi, on a dû estimer que Cuba ne pouvait plus rester en marge d'une coutume pour laquelle les révolutionnaires cubains n'avaient montré aucun goût jusqu'ici.

Avec son institutionnalisation, c'est tout un aspect de la révolution cubaine qui disparaît.

On ne sent pas les « barbudos » de la Sierra-Maestra, bien au contraire. Mais on a délibérément tourné la page la plus romantique de la révolution, au moins autant par nécessité que par raison. « Etre révolutionnaire ici, pendant longtemps, a impliqué que l'on porte une tenue débraillée et une grosse ceinture à laquelle pendait un énorme pistolet », nous disait l'un des nouveaux vice-présidents du Conseil d'Etat, M. Carlos Rafael Rodríguez. Cela ne pouvait pas s'éterniser sous peine de nuire à la révolution elle-même.

Certes, il faut faire la part, dans la nouvelle organisation civile et militaire, de l'impérieux besoin qu'éprouve Cuba de donner un maximum de garanties à l'Union soviétique et aux autres pays du pacte de Varsovie. Il y a la dette de

reconnaissance. Il y a des raisons vitales qui tiennent à l'économie et à la sécurité. Il serait vain de nier, enfin, la part de conviction profonde.

Mais il nous apparaît au moins aussi évident que la révolution fidéliste est demeurée essentiellement attachée aux principes qui lui ont donné naissance : patriotisme ardent qui a fait des premiers combattants de l'indépendance les précurseurs de ceux de Moncada et de la Sierra-Maestra, et de l'humanisme José Martí le père spirituel de la révolution ; priorité donnée à la solidarité avec les autres pays latino-américains et caribéens comme cela se traduit dans les rapports étroits entretenus avec le Mexique, le Venezuela, le Pérou, la Guyane, Trinité-et-Tobago, la Jamaïque et le soutien aux indépendantistes de Porto-Rico... ; préoccupation tiers-mon-

diale qui se retrouve dans tous les discours du leader cubain ; fraternité à l'égard de tous ceux qui ont combattu contre Batista : la révolution cubaine n'a pas « mangé ses enfants » et, dix-huit ans après, tous les combattants sont, à une seule exception (3), aux postes de responsabilité. Le « Che » est toujours honoré comme héros national.

Non, Cuba n'est pas la « Bulgarie des tropiques ».

Cuba n'a pas davantage perdu sa personnalité en se donnant de nouvelles institutions. Elles font largement place à l'initiative des citoyens et devraient permettre de résister à la tentation bureaucratique.

ANTOINE BLANCH.

(3) Hubert Matos, qui tenta un soulèvement en 1959.

Une semaine de cinéma cubain

ORGANISÉE à la faveur des accords culturels signés entre la France et Cuba, il y a un an et demi, la Semaine du cinéma cubain illustre la plupart des aspects et des recherches de l'actualité cinématographique cubaine (1).

Né avec la révolution, le cinéma cubain s'est toujours étroitement associé à son devenir et a même pu en devancer certaines exigences. Le documentaire, auquel Santiago Alvarez a attaché un renom prestigieux, est vite apparu comme la meilleure école à laquelle former les réalisateurs de l'ICAIC (2) et, moyennant l'écritement des limites conventionnelles du genre, le mode d'expression privilégié d'un art et d'une industrie engagés au service du développement, au sein des consciences, du processus révolutionnaire. Aussi ne saurait-on répertier rigoureusement les six longs métrages présentés au cours de cette semaine entre les documentaires et les films de fiction.

Il est, en revanche, possible d'y déceler les principaux courants qui marquent la production entre 1972 et 1976, époque durant laquelle ces films ont été tournés.

Résumer au peuple son histoire demeure un souci vital et primordial. C'est le motif central autour duquel organisent leurs variations propres et leur recherche originale des films aussi divers que l'Autre Francisco, qui ressuscite avec force, à partir de la lecture critique d'un roman de l'époque, cette source de l'insurrection populaire que fut la rébellion des esclaves au dix-neuvième siècle, Giron, qui reconstruit, à partir des témoignages vécus de ses acteurs directs, le combat contre les mercenaires débarqués en avril 1961 dans la baie des Cochons, l'Homme de Maisinicú, qui déplore son suspens dans les monts de l'Escarabayo, un des foyers de la contre-révolution.

On a pu reprocher au cinéma cubain de se réfugier dans le culte du passé pour éviter de parler du présent. Plusieurs des films présentés témoignent cependant d'une volonté d'être attentif aux questions de la conscience individuelle et collective et de dynamiser une réalité habitée par la foi, mais non pour cela exemple de contradictions et de conflits.

Ainsi, l'Ecole nouvelle fut-elle programmée comme une leçon enthousiasmante sur la nouvelle école aux champs, pour féliciter les résistances culturelles des parents et des enfants devant ce plan éducatif qui combine l'étude et le travail productif, et dont la subversion finit par triompher. A partir du tribunal populaire tenu sur les lieux d'un acte de sabotage, A vous la parole s'adresse dans les défilances (abus de pouvoir, laisser-aller) des partisans sincères de la révolution.

Signe éloquent de polysémie, Humberto Solás, dont on a déjà apprécié l'admirable Lucia, offre deux films diamétralement différents, la Cantate du Chili et Un jour de novembre. La Cantate s'inscrit dans la recherche d'une conscience internationaliste avec une peinture qui veut être un acte d'espérance pour le mouvement populaire latino-américain, et dont la violence, à combiner présente dans la réalité d'hier et d'aujourd'hui, peut paraître insoutenable. Un jour de novembre confirme son auteur comme poète et le femme, une femme qui assume une nouvelle identité et repose, ce faisant, les questions éternelles de l'amour, de la beauté, de la vieillesse, ces autres sources d'indignité que trop de révolutions négligent.

M. M.

(1) La Semaine du cinéma cubain s'est d'abord tenue à Paris (cinéma Gît-le-Cœur du 12 au 15 janvier), puis à Tours et à Rennes (les prochains étapes sont Nantes (Maison de la culture, 13-20 février), Lyon (Le Cézair, 22 février-1er mars) et Caen (cinéma Lux, 16-22 mars).

(2) Institut cubain d'art et d'industries cinématographiques.

TÉMOIGNAGES ET VERDICTS PARFOIS CONTRADICTOIRES

La deuxième vague de censeurs de la révolution castriste

CINQ ou six livres bien présentés, volumineux, qui ne lésinent ni sur le poids ni sur le prix, expriment le regain d'intérêt que semble avoir suscité en 1976, auprès de plusieurs maisons d'édition françaises, l'expérience cubaine. Vient confirmer cette impression le fait qu'un moins trois des ouvrages en question ont fait l'objet d'une traduction (de l'espagnol), alors que celle obligation de départ était bien souvent à faire écarter un titre, particulièrement en cette période de crise. Ce regain d'intérêt coïncide, à n'en pas douter, avec le renouveau de discours sur Cuba qui a provoqué l'engagement en Angola. On ne saurait non plus négliger le fait qu'après une période de mort-sau en matière d'édition sur l'expérience des Caraïbes, ces ouvrages viennent s'ajouter, en France et de géographie des eurocommunismes, dans une lutte idéologique qui s'intensifie à mesure que la conjoncture politique précise les possibilités qu'a la gauche d'accéder au pouvoir. Une telle éventualité posant bien entendu de façon plus urgente les enjeux concrets des alliances, un débat sur Cuba peut être vu comme l'occasion de verser de nouvelles pièces au dossier du socialisme, comme réalité et comme avenir.

La question est donc de savoir ce que ces livres apportent à un débat de cette importance et de cet intérêt. Aider-ils à franchir un pas dans une discussion trop souvent livrée par les slogans passionnels de la guerre psychologique ? Les auteurs tiennent tous, d'une façon ou d'une autre, à s'engager dans ce débat avec les meilleures lettres de crédit. Tous en effet (sauf Joseph Maréchal (1) qui tue le « Che » pour « la septième fois ») protestent de leurs bonnes intentions et de leur recherche sincère d'un socialisme à visage humain.

À maison qui édite le livre de Pierre Goleaud (2) s'est montrée soucieuse de souligner la caution qu'apporte à ce récit le fait que son auteur soit un ancien membre du P.C.C. Dans le préface d'introduction, elle insiste pour que ce livre ne soit pas lu à l'encontre des matériaux et tendances propagés par la propagande anticubaine.

Mais Pierre Goleaud doit savoir qu'il ne suffit pas de protester de ses bonnes intentions pour tomber, dans la lutte idéologique, cette zone minée de la lutte des classes, du côté de ceux que l'on prétend défendre. A moins d'ignorer complètement que l'écriture est pouvoir et que l'antillanisme ne crée pas un camp à lui tout seul, mais s'inscrit dans une bataille sociale à laquelle il sert d'arme ou d'espionnage.

Il était attendu par l'étape euphorique des

révolutions et non par leurs moments difficiles. Il n'avait ni la foi ni la discipline exceptionnelle qu'il exigeait, dit de lui Jorge Edwards, auteur « persona non grata à Cuba » (3), tirant ainsi une ligne de démarcation entre son propre malaise et celui (concocté ?) de Goleaud. C'est ce lent tournoiement qui habite le récit de ce dernier jusqu'à son arrestation, sans doute exorbitante, mais indubitablement appuyée par son comportement antérieur, inconsciemment attendue comme argument enfin tranchant et lapidaire contre un régime qui traitait mal ses États d'États. Quel profond mépris de la réalité

Par MICHELE MATTIART

on quel sans supérieur de l'irresponsabilité peut en effet conduire l'auteur à écrire un soir sur un papier, à manière d'exorcisme ou de défi, qu'il est agent de la C.I.A., dans un pays soumis aux agressions constantes et multiples de cette dernière ! Fantômes pour fantômes, ses bêtes cubaines, dans toute cette histoire absurde, n'avaient-ils pas aussi le droit d'avoir les leurs ? La page de couverture mentionne que l'auteur a apprécié les « réactions positives » de Cuba, mais omet d'ajouter qu'elles se trouvent rapportées à partir d'un lieu, la prison, avec l'édifiant rétrospectif de cette situation et évoquées selon un montage plein de signification entre deux visites des gardes (débordantes, tous les jours ne se ressemblent pas...). Tels sont les mécanismes courants de l'écriture à travers lesquels se dénature la bonne intention et commence à opérer la « propagande tendancieuse ».

« Si, au lieu de m'ignorer des mon arrivée, on m'avait eu cours de la première semaine fait visiter les laboratoires où s'affairaient des multitudes de jeunes à l'aspect sain et gai, mon expérience globale dans l'île eût été très différente » (p. 258). Est-ce à dire que le livre de Jorge Edwards, chilien, fonctionnaire diplomatique, chargé par l'Unité populaire d'installer la future ambassade du Chili à La Havane, aurait pu être tout autre chose que qu'il est, le rapport d'un autre mécontent ? Tant de légèreté étonne. Quel débat peut légitimement s'appuyer sur ces euphémies de mal-aimés, ces actes volés de vengeance ?

Le cas Padilla pèse sur ces ouvrages. C'est un des nombreux points communs qui en rendent la confrontation à la fois fastidieuse et utile : les mêmes personnages cubains sont convoqués sur la même scène de la belle conscience individuelle, mais il arrive que les verdicts se contredisent et s'annulent l'un l'autre ; le même discours de Fidel Castro (après l'échec de la

« zafra » des 10 millions) est interprété par Goleaud comme un moment de démagogie, alors qu'Edwards le reçoit comme l'expression de l'authenticité collective, comme un geste qui entasse un vaste mouvement de rébellion et de polémique dans les centres de travail. Jusqu'à quand la discussion sur les libertés individuelles, que les mouvements de la révolution mondiale ont-ils trop différée, s'éternise-t-elle dans ces témoignages subjectifs, où la détermination prend l'allure de la réputation personnelle, du dégoût esthétique et sentimentale ?

Le Journal de la révolution cubaine, de Carlos

Frangul (4), présente l'intérêt considérable d'offrir un grand nombre de documents historiques sur la lutte contre Batista. Les messages, les proclamations, les lettres qu'il recueille et qui permettent de suivre la progression de l'insurrection (non sans lacunes, ni sans une impression générale de déception et d'impression) viennent des archives que l'auteur eût le loisir de photocopier, lorsque, après avoir été le directeur de Radio-Rebelde dans la Sierra, il prit la tête du Journal Revolución à La Havane. Ce volume nous permet d'appréhender sur une minutieuse introduction, qui laisse présager de la part de Frangul, qui se déclare « fasciné par la clandestinité » (et l'anonymat qu'elle implique), un engagement en hommage à l'aventure collective. Cet engagement est constamment démenti par la suite. Ainsi, n'est-on pas en surprise de constater que, parmi les trois biographies qui inaugurent la série des documents, se trouvent celle de Fidel, celle du « Che », et... celle de l'auteur.

C'est genre de démarche affirme ses intentions à travers la sélection du matériel et son montage. De la première, nous pouvons difficilement juger. La seconde nous dévoile les prétentions qu'a l'auteur de prendre une place enviable au plan de la pratique et de la théorie révolutionnaires, malgré la superficialité qu'il démontre dans l'analyse. Carlos Frangul, qui ne vit plus à Cuba, ne dit rien des raisons qui l'ont poussé à partir. Nous constatons simplement qu'il n'habite pas à donner à ses positions la caution des plus solides figures de la période insurrectionnelle, en rapprochant par exemple ses dires de ceux de Frank País, abattu par la dictature en juillet 1957. Une contribution non datée de l'auteur sur le « castrisme » ne se trouve-t-elle pas mise en regard de ces mots écrits par Frank País dans une lettre à Fidel avant de mourir : « Dans une révolution, on ne peut tout contrôler sur une seule personne. »

Ce recueil permettrait, s'il en était besoin, de jauger la perversité du pseudo-roman de J. Maréchal, où le « Che » est peint comme un nouveau vampire dans la meilleure tradition des romans que ont fait naître au cœur de la « gauche froide ». Au nom de la vérité historique, ce méchant ouvrage, digne d'une soirée noire, tire sur tout ce qui bouge en Amérique latine, en l'effrayant de traverses grossières. Comment ne pas reconnaître Heider Gomara sous ce sinistre Eber Kuzma, qui aimait « se faire photographier avec des officiers nords », et le fidèle compagnon du « Che », Inti Peredo, décrit par Inti Peredo, moi indiquant la couleur du fascisme qui renversa l'Allemagne.

L'ouvrage du Vénézien Carlos Rangel, Du bon sauvage au bon révolutionnaire (5), mérite un traitement à part, quoiqu'il soit aussi dominé par le spectre du castrisme. L'auteur se propose (comment ne pas l'en féliciter) de débarrasser les mythes et les messages qui ont jeté un voile sur la vraie réalité de l'Amérique espagnole et ont faussé la relation que l'Occident a entretenue avec elle, la convertissant en un « jardin d'illusions » un paradis où prospèrent au jour le jour le royaume parait du millénisme. Rien jusqu'à qu'une main secousse. Mais lorsqu'on constate que le terme antithétique de la compensation (face à l'Amérique qui a échoué) est l'Amérique qui a réussi (l'Amérique du Nord) dont Carlos Rangel vante (en bon sauvage) la puissance, la vigueur, l'optimisme, dont il s'élève à l'innocence explicitement les mandes impérialistes, on commence à soupçonner que l'auto-critique collective à laquelle il nous convie débouche, en fait, sur le ralliement à un mode de développement, un projet politique, qui a déjà prêté ses alliances.

N'est-ce un hasard si ce livre, écrit à l'ombre des programmes social-démocrates (et à leur droite), fut lancé au moment où se réunissent à Caracas les États-majors des social-démocrates européens et latino-américains, pour chercher une alternative aux dictatures militaires et aux luttes révolutionnaires ? Est-ce sur cet aulac qui devront être innués les mythes du bon sauvage et du bon révolutionnaire ?

(1) Le Septième Mort du « Che », Joseph Maréchal, Albin Michel, Paris, 1976, 516 pages, 45 F.
(2) Sept ans à Cuba, l'histoire d'un homme, les prisonniers de Fidel Castro, Pierre Goleaud, Pierre Padilla, Paris, 1976, 216 pages, 30 F.
(3) Personne n'est parfait, de Jorge Edwards, Flon, Paris, 1976, 401 pages, 50 F.
(4) Le Journal de la révolution cubaine, Carlos Frangul, Le Seuil, Paris, 1976, 373 pages, 65 F.
(5) Du bon sauvage au bon révolutionnaire, Carlos Rangel, Grasset, Paris, 1976, 328 pages, 45 F.

مكتبة الوطن

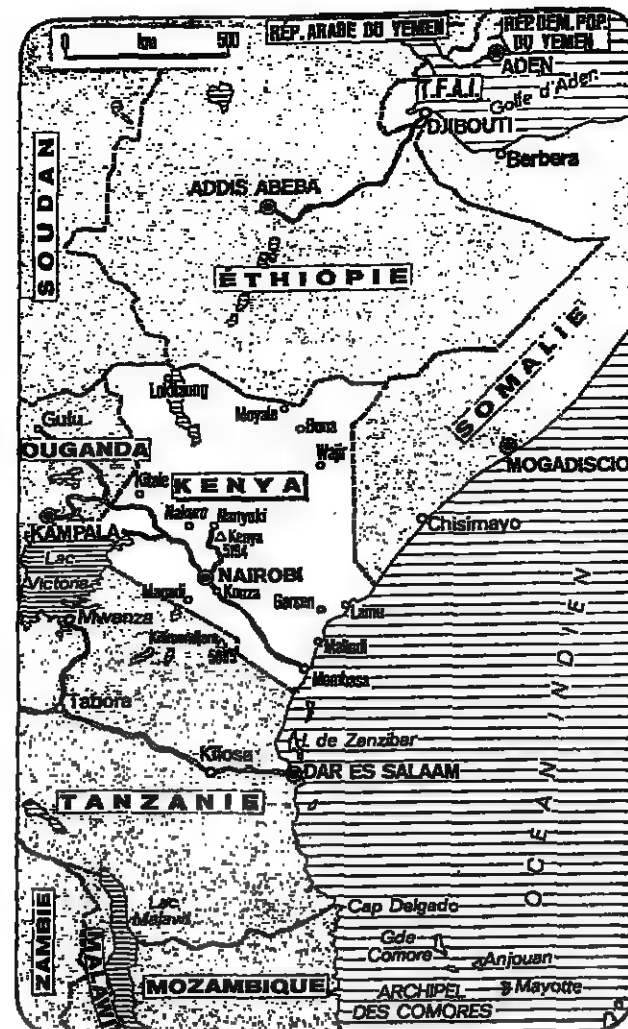
**ADRESSER LES COMMANDES A L'INSTITUT
DES HAUTES ETUDES DE L'AMERIQUE LATINE
28, rue Saint-Guillaume, 75007 PARIS.**

LE KENYA, PION OU ALLIÉ DE L'OCCIDENT ?

Un nationalisme pragmatique

Un pays condamné,
par sa dépendance économique,
à un rôle ambigu
dans une région convoitée de l'Afrique

Enquête de DENIS MARTIN *



POINTE au milieu du Nairobi moderne, le Centre International des conférences se dresse comme un symbole de la volonté d'ouverture du Kenya au monde. Sa cohabitation avec celle de l'Hilton, ensemble, elles surplombent d'un air le Parlement, de l'autre les bâtiments massifs des grandes banques, les immeubles des bureaux où s'agglutinent les sièges sociaux des sociétés plus ou moins multinationales. Dans la vitrine de l'Occident, les tropiques, les rassemblements internationaux n'hésitent plus à s'installer : le monétarisme international, le Conseil mondial des Eglises, la quatrième CNUCED, l'Intélat, et tout récemment l'UNESCO... Ces migrations périodiques font marcher le commerce, l'hôtellerie, les maisons spécialisées dans les salons, les durées, et le casino. Elles attirent momentanément une population de technocrates et d'hommes d'affaires qui peuvent ainsi découvrir qu'au Kenya la cohabitation des races, des intérêts locaux, des intérêts étrangers, ne fait plus problème.

depuis longtemps et, par là, se convaincre que, si besoin d'investir en Afrique orientale, de défricher un marché nouveau, de s'implanter sur les rives de l'océan Indien, le Kenya, dans les termes du terme, peut être l'officier.

Couronnement de cette politique, les Nations unies ont décidé d'implanter leur Programme pour l'environnement à Nairobi — choix curieux si l'on considère, d'un point de vue plus écologiste, les trafics auxquels donnent lieu, au plus haut niveau, la déforestation et la dépopulation animale qui consomment la nature, et que les effets polluants de l'exploitation de certaines matières premières minérales, la fluorine notamment — et le président Kenyatta a désigné sa propre fille pour y représenter la permanence son pays.

La vocation internationale du Kenya s'affirme du la et contraste avec la peu de place que tient pratiquement ce pays à la scène africaine et à la scène internationale. Ou, si tout au moins, la rareté de ses interventions

en pleine lumière. Il n'en faudrait déduire qu'il n'a pas de politique internationale, comme on l'entend parfois dire dans le pays même ; on peut en trouver des expressions formalisées, voire sacrées, sous l'aspect des grands principes généraux posés une fois pour toutes (1) et repris à satiété chaque fois que l'occasion s'en présente ; on peut en suivre les méandres dans les rares manifestations où se trouve impliqué en personne le président Kenyatta : lors de la crise du Congo en 1964, lors de la crise angolaise en 1975. Il n'en est pas moins que, dans l'environnement particulier qui le sien, le Kenya, jouant au sud le rôle dirigé par le président Nyerere, l'un des « sages » de l'Afrique progressiste, bordant à l'ouest l'Ouganda et l'intempêtif imprévisible maréchal Amin Dada, fait figure de partenaire extrêmement discret et agité de la politique mondiale.

appelait un « pesant » l'Occident » (8).

Un nationalisme conservateur, donc, qui contredit l'équation classique : nationalisme = progressisme. Car s'il n'a ni combat contre l'oppression, ni la revendication de la terre, il n'en est pas moins marqué par l'idéologie léguée par l'ancien régime britannique, jamais vraiment en question, et par la forme dans laquelle l'idéologie s'exprime durant ce que l'Anglais appelle pudiquement l'ère d'urgence : un anticommunisme virulent, une autoritarisme de l'ordre, doublés d'un esprit de réformes libérales, économiquement parlant, visant à permettre l'ascension sociale des entrepreneurs dynamiques, couche sur laquelle pourrait se consolider un pouvoir modéré mais ainsi l'abri de la revendication de la démocratie. Bref, le nationalisme de Jomo Kenyatta et de Tom Mboya (né en 1924 après avoir laissé une empreinte sur l'orientation du pays) s'inscrivent fort bien dans la tradition des régimes d'entrepreneurs étrangers, qui ont développé le capital du pays, développés, et se contentent dans l'économie d'une africanisation de surface.

Dès lors, il ne faut pas s'étonner que les fonctions imparties à la diplomatie kenyana soient à la fois du démarchage et de la publicité. Lors d'un séminaire rassemblant les diplomates kenyans, en août 1975, le président Kenyatta a dit aux représentants du pays à l'étranger qu'ils devaient toujours en leur temps passer d'abord à la mission dont ils pourraient le mieux promouvoir la bonne réputation et les intérêts du Kenya dans les pays où ils étaient accrédités (...). La réputation du Kenya, ajouta-t-il, est déjà bonne aux yeux du monde, et c'est un devoir premier et principal de la en sorte que cette bonne réputation soit maintenue et améliorée » (9).

L'une des raisons fréquemment avancées pour justifier la répression des mouvements de jeunesse parlementaire, syndicale ou étudiante, est ailleurs la nécessité de donner au Kenya une bonne image à l'étranger, à maintenir surtout une réputation de stabilité politique propre à encourager les investisseurs internationaux attirés par une réglementation blavetante.



Des Mau-Mau aux non-alignés

L'étonnement qu'on peut concevoir à comparer le retentissement international que connaît le Kenya à celui qui devait devenir son président, Jomo Kenyatta, il y a plus de deux décennies, à l'effacement actuel, qu'il soit joué ou réel.

Jomo Kenyatta participe à Londres, en 1944, à la création de la Pan African Federation ; en 1945, il est l'une des figures du sixième congrès panafricain à Manchester. Son procès, sa condamnation, ses emprisonnements ont, plusieurs années durant, remué le monde ; lorsque arrive l'indépendance, dont il est devenu un vivant symbole, sa personnalité est le grand parmi les autres dirigeants qu'il a vus jouer un rôle important dans le cours des événements, non seulement au Kenya, mais en Afrique, c'est le premier ambassadeur américain au Kenya qui l'écrit... (2). Gémotocrite affectant à prôner universellement la conciliation et l'union, à Mzee (le « Vieux », donc le « Sage ») n'a pourtant jamais été président de l'Organisation de l'unité africaine. Aux grandes tribunes mondiales, rarement il a tenu des positions n'ont été trappées au coin de l'originalité. Plus peut-être, ses méditations n'ont guère été couronnées de succès — qu'il soit agi d'empêcher l'opération aéroportée américano-belge à Stanleyville en 1964, ou de réconcilier, à deux reprises, UNITA, F.L.N.A., et M.P.L.A. en 1975. Tout au plus peut-on le créditer de quelques responsabilités dans les négociations qui aboutirent à la libération du professeur Hills en butte à l'ère du président ougandais.

Il faut qu'aient été les orientations de l'idéologie de leur mouvement, les combattants Mau-Mau avaient été les premiers à déclencher une libération armée sur le continent africain, et qu'ils aient échoué militairement, l'indépendance fut en partie leur œuvre. Sur le plan international, leur combat eut une grande résonance : héros pour les nationalistes africains, et afro-américains, monstres des ténèbres pour le péril l'ordre chrétien pour les colonialistes britanniques et quelques autres.

Toutefois, phénomène significatif, le mythe mau-mau a probablement mieux survécu hors du Kenya que dans le pays. Les combattants de liberté, ainsi qu'ils s'appelaient eux-mêmes, le Kenya actuel porte guère la marque (3). Un thème récurrent sur le front des discours, en particulier lorsque officie le président Kenyatta : l'indépendance nationale, invoquée en réplique à une menace concrète ou imaginaire sur le territoire, le plus souvent à l'adresse de la Somalie ou de l'Ouganda. L'indépendance nationale, le sentiment nationaliste qui a été l'une des clés de l'attitude internationale du Kenya, plus précisément à l'égard de l'évolution en Afrique australe.

* Chercheur au Centre de recherches internationales, Paris.

ce nationalisme-là est d'essence conservatrice et se situe hors du champ de l'économie. Il s'inscrit dans la ligne de la lutte à la ration telle qu'elle se déroula au Kenya, infléchi par les conflits qui survinrent de l'indépendance à 1956-1959 : le nationalisme est alors une simple question de répartition du pouvoir politique, et peut se résumer en une formule : parer à la main. Ce qui signifie également à différents niveaux : l'Afrique aux Africains, le Kenya aux Kenyans, mais l'Afrique à l'Afrique, le Kenya aux Sud-Africains, la libération aux Zimbabwéens... (4).

C'est aussi un nationalisme aligné, ce qui ne serait pas en soi extraordinaire n'étant les subtilités introduites par les dirigeants kenyans dans le concept de non-alignement. Prenant à quelques mètres le contre-pied du « neutralisme positif » cher à certains chefs d'Etat africains à l'époque, Tom Mboya explique un jour qu'il était possible à un pays non aligné comme le Kenya de s'asseoir à la même table et coopérer avec des pays « engagés » (« committed »), c'est-à-dire, en fait, rattachés au bloc occidental, mais qu'une telle attitude serait beaucoup plus difficile des des « engagés » d'appartenance au bloc oriental » (5). Ce qui signifie d'une lumière particulière la déclaration de non-alignement économique dans le « Sessional

paper » n° 10, 1945 : « Il est inadmissible de faire dépendre le développement du Kenya de la relation de satellite à l'égard d'un pays ou d'un groupe de pays. Une telle relation serait insupportable et constituerait une violation de l'indépendance politique et économique si chère au cœur de notre peuple. Le non-alignement ne signifie pas une politique d'isolement, mais une politique de non-alignement politique et économique aux affaires du monde. Au contraire, il traduit une volonté et un désir :

I) D'acquiescer à une technologie et des méthodes économiques ayant fait leurs preuves, à tout pays — sans engagement ;
II) De rechercher et d'accepter l'aide technique et financière, de toute source — sans obligation ;
III) De participer pleinement au commerce mondial — sans domination politique. » (6).

Le paragraphe traitant un peu plus loin des investissements étrangers laisse comprendre clairement que « les méthodes économiques ayant fait leurs preuves » peuvent difficilement venir des pays socialistes et que le non-alignement économique doit se traduire, de même que le non-alignement politique, par ce que l'un des députés kenyans ayant survécu à la politique de 1975 (7), M. George Anyona,



Conflits internes, pressions externes

Mélange de nationalisme politique et d'absence de sensibilité économique : telle est l'originalité de la politique étrangère kenyana, interdisant qu'on la range simplement dans le sursuisme obstiné, quel qu'il soit. Mais l'équilibre instable et contradictoire fut acquis : l'indépendance d'une lutte politique ardente qui mêla dans la politique économique, les amitiés extérieures et les interventions externes. Pour ce qui est de l'indépendance (1963) à la conférence de Limuru (1966), où le parti dominant, la Kenya African National Union (KANU), éclata, et jusqu'aux événements de 1969 qui virent le meurtre, dans des conditions jamais éclaircies, de Tom Mboya, les émeutes menaçant le président Kenyatta et le bon sens de toute opposition organisée, de 1963 à 1969, donc, se mesurèrent deux conceptions, deux projets pour le Kenya, qui s'opposèrent à une opposition que l'on étiqueta, pour plus de commodité, les radicaux et les modérés.

Pro-américains contre pro-soviétiques ?

ABSTRACTION faite des mythes et légendes, il s'agissait d'une lutte pour le pouvoir ; à Mzee Jomo Kenyatta était hors d'atteinte et il ne pouvait être question de l'attaquer directement ; elle se déroula dans l'allégeance quasi permanente au président ; elle mit

hommes sur le devant de la scène, Tom Mboya et Odinga Odinga, deux investis de responsabilité, ayant joué un rôle insignifiant dans la lutte légale pour l'indépendance à travers le mouvement syndical.

Le premier, Tom Mboya, était partisan d'une planification indicative, du recours aux aides et investissements étrangers, du maintien de relations privilégiées avec la Grande-Bretagne et, en général, de l'établissement de liens d'amitié et de coopération au sein du bloc occidental. Le second, Odinga Odinga (et peut-être plus ses lieutenants, Bildad Kaggia, Paul Kibaki, Achieng Ouko et d'autres) qu'on disait mandaté, Pio da Gama Pinto, également disparu dans des conditions mystérieuses, était avant tout un populiste : l'éradication de la pauvreté payante, le contrôle central, impliquait pour lui un autre type de développement économique, une planification plus impérative, une moins grande dépendance des aides extérieures, une nationalisation plus poussée de l'activité productive, et des relations étroites avec les pays socialistes.

Les deux hommes, qui n'étaient pas indifférents, étaient en rivalité pour le « leadership » de leur communauté d'origine, les Luo. Ils cohabitaient quelque temps dans le gouvernement, Odinga à la vice-présidence, Mboya à l'économie et à la planification, mais leur hostilité mutuelle n'était pas pour personne, ni la fait que leurs respectifs n'éprouaient aucun effort pour « destabiler » l'autre (10).

Une première épreuve de force se produisit en 1964-1965, à l'occasion de l'école des cadres du parti, l'Institut Lumumba, qui devait former les intellectuels et les techniciens du parti promis à de hautes responsabilités politiques. L'Institut avait été largement financé par l'U.R.S.S. et comptait deux enseignants soviétiques. Il ne vécut qu'une année, durant laquelle les étudiants se manifestèrent par des prises de position « gouchistes » assez maladroites, réclamaient, entre autres, l'abrogation du « Sessional

paper n° 10 », et d'occuper le quartier général de la KANU. Devant ce qui pouvait paraître comme une tentative de coup d'Etat, le président Kenyatta, qui avait été forcé à l'intérieur du parti, les notables réagirent, allouant à Mboya : fin avril 1965, le Parlement adopta une motion demandant la prise de contrôle de l'Institut Lumumba par le gouvernement ; la même motion fut votée à l'unanimité. Il est intéressant de relever la façon dont s'établit ce lien entre une supposée allégeance extérieure — donc une rupture avec l'indépendance nationale, et une rupture avec le nationalisme — et les positions prises en politique intérieure : l'Institut Lumumba est considéré comme dangereux par les conservateurs, et seulement parce qu'il pourrait constituer une plate-forme pour le lancement de jeunes radicaux.

(1) Voir le « Sessional paper » n° 10, 1945 : « African socialism and its application to planning in Kenya », chapeau de la politique kenyana en 1945, en particulier à Tom Mboya, mort dans un accident d'avion (S.W.) : Reading in African political thought, Heinemann, Londres, 1975, pp. 101-111.

(2) Mboya (William), The road to independence, a personal adventure, Harper & Row, New-York, 1967, p. 140.

(3) Voir à ce sujet Bulletin de l'Institut Lumumba, Mouvement, Paris, Le Monde, 1965.

(4) Les déclarations de Mboya n'ont jamais fait dans leurs déclarations une référence aux luttes de libération en Afrique australe, y compris aux mouvements armés. Le seul « évènement » aurait été le fait de James Ochiara, alors ministre des finances, à qui l'on attribue une déclaration en février 1966 à Lagos laissant entendre que les Africains de Rhodésie n'étaient pas encore prêts à assumer l'indépendance.

(5) Voir l'ouvrage (C.J.), Goldschmidt (M.), Kenya, a Nation building, 1962, et l'ouvrage Publishing House, Nairobi, 1969.

(6) Mutua, Robia, op. cit. p. 507.

(7) Voir le Monde, 21 septembre 1975.

(8) The Standard, Nairobi, 21 août 1975.

(9) The Standard, Nairobi, 21 août 1975.

(10) Voir l'ouvrage (C.), The Politics of Independent East African Publishing House, Nairobi, 1970.

Politique et littérature

« Clandestine » et pourtant vivante

LA DROITE LITTÉRAIRE

Par GEORGES LAFFLY *

La droite, nation floue en politique (1), l'est encore plus dans le domaine littéraire. Il s'agit d'un rapport, non d'un être, rappelle Jules Monnerot. Il faut noter aussi que le coefficient idéologique varie beaucoup chez les hommes et le moment. Un tableau de la « droite littéraire » (comme on dit la « gauche ») est donc inévitablement subjectif.

On dit, si l'on veut trouver des caractéristiques communes à la droite, qu'elle se situe sur le refus de l'utopie et le lien avec un passé national. De là découlent deux thèmes : celui de la « droite littéraire » (comme on dit la « gauche ») et celui de la « droite politique ».

En 1945, Bachelard fut fusillé. Drieu se tua. Maurras fut en prison. Sa figure domine toujours la droite française, et il écrit beaucoup. Mont de Sature, 1950 ; la Balance intérieure, 1952. Restés plus ou moins proches de lui, des disciples (Henri Massis, Pierre Gaxotte, Thierry Maulnier) ou des alliés (Gustave Thibon, Daniel Halévy) n'ont pas rompu. Bernanos, lui, fut depuis longtemps, sans devenir démocrate pour autant. La France (1947) est une ultime mise en garde contre la tyrannie moderne (celle des machines et celle qui soumet les esprits).

Deux traits marquent un moment. Les grands participent au combat politique quotidien. Tout le monde descend dans la rue, c'est-à-dire dans les journaux. Ensuite, une bonne part des écrivains français est réduite au silence par l'épuration. Mais cette situation est dure pas, en particulier grâce à Paulhan et à Maurras. Elle va pourtant jeter à droite des écrivains au premier rang : Montherlant, Chardonne, Morand, Gloux, La Varende, Jankélévitch.

L'auteur de droite s'exprime par Marcel Aymé, satirique qui déchire plusieurs impostures, d'Uranus (1948) à la Tête (1952) et à ce portrait de la luxembourgeoise : le Confort intellectuel (1949). Jacques Perret, lui aussi, est hors de toute école. La liberté, la fantaisie de ce chevronné de Paris, qui traverse en sa jeunesse les heures du temps (Le Vent dans les voiles, 1948), est merveilleuse et continue d'être actuelle aujourd'hui (Raisons familiales, 1976). Au théâtre, Assolvi a déjà sa réputation de « néo-antigone » (1944), Antigone (1956).

Si l'on parle ici d'Alexandre Vialatte, c'est que le Fidèle Berger (1945) est une église à la suite bleue, le plus beau livre inspiré par la guerre. Henri Pourrat, qui va réunir son Trésor des contes, geste de plume envers la France paysanne.

De la vieille maison de l'Action française sortent deux chefs de file : Jean-Louis Lagar (Jean Madiran) et Pierre Boutang. Le premier est philosophe politique, celui-ci semble « capable de tout ». Longtemps avant le Purgatoire (1971), il donne, dans la Maison, un portrait de Mme Dordille (1947), des textes où le « néo » s'efface au profit de la « droite » métaphysique. Il excelle sur des compagnons de jeunesse, R. Girardet, L. Lundenbach, P. Arès et M. Clerval, une influence dont il se rompt pas à la vite la carie.

La lutte avec la gauche, si vive, n'empêche pas que continuent la guerre entre droites nationales et européennes, malgré de brèves rencontres. Journaliste, collaborateur de plusieurs périodiques de droite.

tres, comme celle qui réunit, à Paroles françaises, Boutang, Blondin et J. Guérac (N. Bréguet, romancier des années 1930-1940). Il y a la droite des écrits de l'après-guerre, celle de Montherlant, de Jankélévitch, de La Varende, et plus longtemps Albert Parix (le Chevalier, 1948), libertaire qui se situe à la par antique et moderne et admiration pour Céline. Il y a Maurice Bardèche, critique de Balzac et de Proust. La droite de la droite, son beau-frère, le lance à la défense d'un fascisme qu'il veut toujours jeune et pur (Sport et les Sudistes, 1949).

Les gaullistes du R.P.F. ont libéré l'esprit et, autour de Raymond Aron et Monnerot, on lit à la fois contre la IV^e République et le marxisme. Claude Mauriac y joue un rôle. Le grand homme est Malraux, ancien des Brigades internationales, qui a le goût de découvrir les nationalités ; et, la Fédération, Robert Aron (Histoire de Vichy, 1954) lutte contre l'héritage de la gauche.

Dans les eaux plus tranquilles, F. Mauriac et Mauriac regroupent à la Table ronde (1947) qui refuse l'impératif d'engagement. Y cohabitent, scandale ! gaullistes et épurés, Jouve et Gloux. Le patriarcat Gabriel Marcel est là, et on y parle beaucoup de Simone Weil. Des débats turbulents (mouvements), s'y font les dents. On les retrouve à la Parisienne.

Entrée de météore

MAIS ici, il faut une 1950, c'est la guerre de Corée. On avait trop une nouvelle catastrophe mondiale pour s'attarder à celle qui se fait. Au courant de la situation s'oppose un contre-courant. Cela crée un entracte, une réaction. On ne va pas tarder à parler de la fin des idéologies. Conditions favorables pour qu'une droite — nouvelle — soit à la mode — des barrières sont tombées — mais à une condition : qu'elle se présente démasquée.

C'est à ce moment, où la charge idéologique faiblit, qu'il faut faire entrer André Fraigneau (de droite ?) le plus proche de Lucien Daudet que de Léon, mais n'importe. S'il attire l'attention de Blondin, Dron, Nimier et Laurent, qui présentent l'Amour vagabond (1956), c'est qu'il n'a pas peur d'André Blaudin (l'Humour vagabond, 1953) est l'héritier de la prose tendre et farouche de Fargue, avec quelque chose de bachelard. J. Laurent (L'Amour vagabond, 1954), a les dons les plus variés. Il va fonder la Parisienne, revue où les cadets qu'on aime de citer, et le charisme L. de Villiers, autour des idées illustres : Cocteau, Audelbert, Lautréamont, et le merveilleux C.A. Espinas. Roger Nimier doit être des meilleurs écrivains de l'après-guerre. Il est mort à trente-sept ans en 1958, n'ayant pas écrit toute son œuvre. Ce qui reste de son œuvre d'Espinas (1950), c'est, derrière la fausse innocence, une intelligence très complète de l'époque. Ses romans (Le Hussard bleu, 1950) illustrent la rencontre improbable des héros de Lorand et de ceux de Malraux. C'est dans son ombre que nous apparaît un aîné qu'il admirait, Stephen Mercier.

Une brève d'été ouverte. Elle a permis à l'œuvre de grande classe de s'épanouir : Chardonne (Vivre à Madère, 1953), Cécile (D'un château l'autre, 1957), Gloux (Le Miroir de la droite et la gauche et qui m'a valu les insultes de l'extrême droite. Mais M. Monnerot, qui n'a pas mon livre à l'attaque contre Israël (en fait contre le sionisme, question qui occupe quatre pages sur deux cent huit).

Il est faux d'écrire que la NAF a voulu « adapter la doctrine maurrassienne aux courants de la gauche actuelle », alors que les royalistes ont seulement engagé un débat de fond avec le gauchisme et que notre « adaptation » se traduit par une ouverture à Péguy et à Maurras.

Il est donc absurde d'affirmer que nous sommes « proches de l'abbé de Nantes » et que nous avons entretenu des relations avec lui. Enfin, M. Monnerot, qui n'a pas mon livre à l'attaque contre Israël (en fait contre le sionisme, question qui occupe quatre pages sur deux cent huit).

Il est faux d'écrire que la NAF a voulu « adapter la doctrine maurrassienne aux courants de la gauche actuelle », alors que les royalistes ont seulement engagé un débat de fond avec le gauchisme et que notre « adaptation » se traduit par une ouverture à Péguy et à Maurras.

Il est donc absurde d'affirmer que nous sommes « proches de l'abbé de Nantes » et que nous avons entretenu des relations avec lui. Enfin, M. Monnerot, qui n'a pas mon livre à l'attaque contre Israël (en fait contre le sionisme, question qui occupe quatre pages sur deux cent huit).

Il est faux d'écrire que la NAF a voulu « adapter la doctrine maurrassienne aux courants de la gauche actuelle », alors que les royalistes ont seulement engagé un débat de fond avec le gauchisme et que notre « adaptation » se traduit par une ouverture à Péguy et à Maurras.

Pologne, 1953), Cocteau (Journal d'un inconnu, 1953), Morand (Venise, 1969), Montherlant (la Morée du soir, 1972) Jankélévitch, dernier survivant d'un grand siècle, fut aussi bénéfique pour les plus jeunes : Michel Déon, qui trouve toute son ampleur avec les Poneyes sauvages (1970) ; F. Marceau (Creezy, 1969), Michel Mohr (les Moyens du bord, 1975) ; Morand, voué à l'unité et au jeu (Adios, 1974), critique combatif à l'égard.

En 1951, un météore étrange apparaît avec les Deux Étoiles, de Lucien Rebatet. Il force l'admiration d'Étienne de D. Aury et B. de Fallois qui on pouvait attendre une grande œuvre critique. Ce météore, avec sa fièvre, ses adolescents errants entre les flammes d'Éros et de l'amour divin, est un des grands succès de l'après-guerre.

On passe à un autre phénomène, à une autre époque, avec Raymond Abellio. Sans doute, Heures pacifiques paraît en 1946, mais après l'auteur s'est expliqué sur ses retards. Lui-même ne peut porter ensuite, la réécriture est finie, et c'est à partir de ce moment que son œuvre prend sa vraie place. Minerve rabaïssa son front. L'interrogation sur l'homme et le destin de la civilisation écarte presque complètement le plaisir et le jeu.

Il ne s'agit pas d'un retour à la politique « pratique ». En fait, l'enjeu est métaphysique. Après tout, on se manifeste ailleurs puisque, dans le monde de la fiction, on se conjure de se prononcer sur la société et une nouvelle humanité.

Abellio a été nourri de Breton, Marx et Freud (nous avons les noms dans la liste), mais ce qui compte finalement pour lui, c'est l'Éternel et Huxley. Aujourd'hui, il réduit l'importance propre de René Guénon, mais celle-ci s'est exercée sur beaucoup d'esprits (Paul Sébastien, son biographe de la sensibilité intellectuelle, écrit en Guénon en 1953). Abellio invente ou retrouve une gnose, rêve de la montée millénaire de la transmutation à travers un cycle historique. Ce cycle polytechnicien devient une étrange machine à intégrer le monde.

Avec lui, on est sous cense au bord du mer, veillez. Ce n'est pas du tout le cas avec deux autres auteurs qui n'ont pas pu échapper à la tradition, mais portent avec lui sa fonction prophétique, le passage par le marxisme et le surréalisme.

C'est Perret qui compte pour Jules Monnerot. Son œuvre, avec une parfaite maîtrise de tous les instruments d'analyse, révèle un esprit d'une mordacité tonique et rebelle à toutes les censures. Sociologie du communisme (1949), Sociologie de la Révolution (1969), sont de grands livres. Quant à Roger Callois, s'il convient de le placer ici, c'est qu'il éprouve la fragilité de la civilisation, son destin à reconstruire la barrière, la rigueur d'écarter de Breton et, si l'on veut, de l'Éternel, d'où qu'il veut le ramener à la raison (Approches de l'imaginaire, 1974).

Incassable, Robert Poulet met l'analyse et l'élégance. Grand critique, il est aussi le moraliste noir et blanc, la jeunesse, l'Amour (1971).

On passe revenir à un terrain plus familier avec la poésie de la droite traditionnelle : Louis, le second représentant d'un type à côté le pas. C'est le cas de Jean Madiran. L'Hérésie au vingtième siècle montre un esprit d'analyse et subtil, d'une part, d'une autre, « l'Éternel ». La revue littéraires, qu'il a fondée en 1956, groupe L. Sallaron, Perret, Thibon (l'ignorance érudite, 1974), M. de Corne, Alexis Carver, T. Molnar (la Gauche vue d'en face, 1970) et la critique Jacques Vlar.

Littérature à l'emporte-pièce

Si, le thémisme suffit à créer un lien avec Étienne Gilson (Linguistique et Philosophie, 1969) mais peut-être pas avec Jacques Maritain (malgré le Paysan de Garonne, 1968). De même, M. de Saint-Pierre (les Nouveaux Préceptes, 1964) n'est pas loin, mais c'est à l'écart, sur ce territoire catholique, qu'il faudrait placer J. Guibon et J. de Fabregues ou P. de la Tour du (comme le socialisme de l'A. P. mais ce n'est pas le R.P. Brückner. Mais où placer ce révolté de Roger Blum, romancier rigoureux et puissant ?

On ne s'étonnera pas que le métaphysique (et proprement religieux) domine le plus

en plus chez P. Boutang (Ontologie du secret, 1974). Mais on le trouve aussi chez Claude Bruaire (la Raison politique, 1973), chez Brun quand il analyse les vertiges et ruptures qui nous menacent (les Vagabonds de l'Occident, 1976). Et chez Jean Servier (les Forges d'Hiram, 1976), chez Pierre Chaunu (le Refus de la vie, 1975).

Et l'on pourrait citer dans cette direction des hommes différents : V. Haris (Journal d'un paysan du Danube, 1961) et Gérard Leclerc, le jeune théoricien de la Nouvelle Action française.

Pourtant, le combat politique pour l'Algérie française aura rassemblé, en 1962, Monnerot et Laurent, Girardet et Perret, Philippe Hédry et Jean Brune (Cette haine qui ressemble à l'amour, 1961). Union le lendemain. Hédry aujourd'hui, avec la revue Item, a suscité un groupement semblable.

Au pôle « religieux » qu'on a montré répond un autre pôle d'attraction, considérable. Pôle « libéral », où l'on cultive le sens du relatif à la modernité, et le souci du vérifiable. Aucun nom sur le symbolisme mieux que celui de Raymond Aron. Ses analyses ont fait de lui, de l'Opium des intellectuels (1955) aux Marxisme imaginaires (1970), un infatigable rectificateur. Il est le professeur de toute l'époque. Il faut placer Jean Bachelard (Qu'est-ce qu'une idéologie ?, 1976) au premier rang de ses disciples. Il a regroupé cette famille d'esprits : même quelques libéraux à la mode de Breton : L. Girardet (l'Éternel colonial en France, 1972), Ph. Julia (l'Enfant et la Vie familiale sous l'Ancien Régime, 1960), L. Chastanier (Histoire anachronique des Français, 1974).

A ce libéralisme on rattache l'œuvre capitale de B. de Jouvenel : Du pouvoir (1964) « les révolutions liquident la faiblesse et accouchent la force », Arcadie (1968). Un courant où l'appareil universitaire ne semble pas avoir eu d'A. Fabre-Luce (Vingt-cinq ans de liberté, 1962), à Th. Maurinier (Le Sens des mots, 1974).

Le refus de tout totalitarisme a été le cas de Ionesco (le Rhinocéros, 1959).

La science, conquérante contestée, a ses champions, qui refusent de « marcher à quatre pattes ». Parmi eux, Gabriel Viatelli, Louis Prouvel, mais, dans un dernier, on va de la science à la guerre. On même Jean Raymond Ruyer (Éloge de la société de consommation, 1958), la Guerre du Princeton, 1973).

Le groupe de la Nouvelle École (et la culture de la biologie et de l'éthologie à un paganisme nordique, et à un violent du christianisme. Jean Cau en semble proche.

Dominique de Roux, dans sa révolte lyrique, le peintre Bernard Mathieu, expriment aussi cette modernité. M. Maurier est plus proche d'un humanisme classique, comme Jean Dautour qui oscille entre talon rouge et net rouge.

Ce tableau supporterait bien des nuances. Par plusieurs traits, Abellio, Céline (ou Callois) sont aussi proches de la gauche que de la droite. On peut répondre que les étoiles proches de l'équateur céleste sont vues des deux côtés.

Aux noms cités on serait tenté d'ajouter ceux de Clément Rosset (l'Anti-nature, 1973), ou celui de Cloux, de Jadrin. Enrichir la justice ?

Enfin, sans revenir sur les thèmes et évolutions inséparables en trente ans, il est fatal qu'un article « droit » certaines positions. Il serait-on trompé sur J. Laurent dont Histoire érudite (1976) laisse deviner une certaine « droite » (divine surprise).

Si l'on tente de tracer une courbe générale, on voit d'abord une effervescence polémique entre les esprits les plus vifs. Les Lettres d'ouvriers de nouveaux ou pleins, le grèce (humaine). En fait, le Saint-Martin ne dure pas, on ne se fait pas de la droite et l'on s'efface dans la droite d'interrogation. Mais la majeure partie de ses membres a pris ses distances avec l'événement. On ne risque plus de Monnerot, Perret ou Madiran des hebdomadaires. D'en être sûr, où devaient-ils ?

Nimier avait le flair en parlant de la littérature clandestine du temps, notre littérature.

III — Le monde diplomatique — janvier 1977 (pages 8 à 15) — La droite en Europe.

Correspondance

La droite en Europe

A la suite du dernier consacré aux diverses formes de la droite de France (Monde diplomatique, janvier 1977), nous avons reçu sous divers pseudonymes :

Une inexactitude a glissé dans l'article très documenté de Jean-Jacques Mourreau « Un purgatoire pour iniques » à propos de mon livre Les Vaincus de la Libération (éd. R. Laffont, 1964).

Selon J.-J. Mourreau, j'aurais en effet estimé dans ce livre à près de cent mille le nombre des exécutions sommaires de 1944 en France. En fait, j'ai donné les différentes évaluations établies après la guerre, depuis les plus faibles jusqu'aux plus élevées, en passant par celle de Robert Aron, dont je m'honore d'avoir été le collaborateur à la revue Fédération dans les années 50. Mais je ne me suis pas cru autorisé à conclure sur ces différents chiffres ; aujourd'hui encore — douze ans après la publication de mon livre — je crois que trop d'éléments manquent pour pouvoir le faire. En revanche, j'ai écrit que la France avait subi, « pendant quelques mois, une des épurations les plus sanglantes de son histoire », ce qui est admis par de nombreux historiens de diverses tendances, particulièrement en ce qui concerne nos régions méridionales.

De son côté, M. Bertrand Renouvin nous a adressé une lettre dont voici les principaux passages :

M. Jean-Jacques Mourreau brosse un tableau des « principales organisations extrémistes » (de droite). Je suis surpris d'y voir figurer la Nouvelle Action Française. Je ne suis pas surpris d'y voir figurer la NAF parmi les mouvements extrémistes alors que toute la presse (le Monde en particulier) a souligné l'esprit d'ouverture de notre journal qui a accueilli dans ses colonnes des hommes aussi différents que Maurice Clavel, Pierre Boutang, Gilles Martinet, Pierre Chaunu, etc. M. Mourreau aurait dû lire de plus près mon livre le Désordre établi, qui situe la NAF par-delà

la droite et la gauche et qui m'a valu les insultes de l'extrême droite. Mais M. Mourreau ne s'est pas donné la peine de lire mon livre à l'attaque contre Israël (en fait contre le sionisme, question qui occupe quatre pages sur deux cent huit).

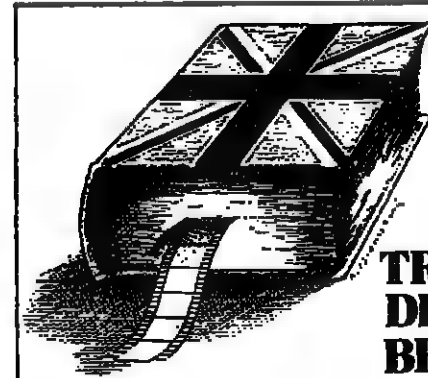
Il est faux d'écrire que la NAF a voulu « adapter la doctrine maurrassienne aux courants de la gauche actuelle », alors que les royalistes ont seulement engagé un débat de fond avec le gauchisme et que notre « adaptation » se traduit par une ouverture à Péguy et à Maurras.

Il est donc absurde d'affirmer que nous sommes « proches de l'abbé de Nantes » et que nous avons entretenu des relations avec lui. Enfin, M. Monnerot, qui n'a pas mon livre à l'attaque contre Israël (en fait contre le sionisme, question qui occupe quatre pages sur deux cent huit).

Il est faux d'écrire que la NAF a voulu « adapter la doctrine maurrassienne aux courants de la gauche actuelle », alors que les royalistes ont seulement engagé un débat de fond avec le gauchisme et que notre « adaptation » se traduit par une ouverture à Péguy et à Maurras.

Il est faux d'écrire que la NAF a voulu « adapter la doctrine maurrassienne aux courants de la gauche actuelle », alors que les royalistes ont seulement engagé un débat de fond avec le gauchisme et que notre « adaptation » se traduit par une ouverture à Péguy et à Maurras.

les éditions **cinéma 77** présentent



TRENTE ANS DE CINÉMA BRITANNIQUE

par Raymond Lefèvre et Roland Lacourbe

- chronologie
- dictionnaire
- index

100 F (France).

UN ÉVÉNEMENT DANS L'ÉDITION CINÉMATOGRAPHIQUE

EDITIONS CINÉMA 77, 6, rue Ordener, 75011 Paris.

Un président captif des grandes sociétés ?

M. Jimmy Carter et la relance de l'économie américaine

(Suite de la première page.)

Toutefois, M. Carter n'a dû qu'à la majorité qui s'est formée en sa faveur dans le Congrès, et plus particulièrement à la forte population de l'Etat de New-York, Pennsylvanie, New-Jersey, qui ont plus durement éprouvés par le chômage qu'en Nouvelle-Angleterre. Et c'est la majorité qui a accordé au président la confiance en 1977. Ce fait pèse sur les choix qu'il a faits pour relancer l'économie.

Le 7 janvier, le président élu a présenté son programme de relance économique. Le cœur du plan se résume en quatre points : 1) la réduction des dépenses fédérales, 2) la réduction des dépenses des Etats, 3) la réduction des dépenses des collectivités locales, 4) la réduction des dépenses des particuliers. Le programme prévoit une réduction de 10 milliards de dollars des dépenses fédérales, une réduction de 10 milliards de dollars des dépenses des Etats, une réduction de 10 milliards de dollars des dépenses des collectivités locales, et une réduction de 10 milliards de dollars des dépenses des particuliers.

La presse américaine s'est plus ou moins étonnée de ce programme. Elle a souligné qu'il s'agit d'un examen plus attentif de l'économie, mais qu'il ne s'agit pas d'un programme de relance. Elle a souligné que le programme est un examen plus attentif de l'économie, mais qu'il ne s'agit pas d'un programme de relance.

d'emploi non seulement parce que les chômeurs comptent officiellement huit millions de chômeurs, mais aussi parce que la population qui a atteint le cent millions au milieu de la présente décennie. Bien entendu, la réduction des dépenses fédérales, des dépenses des Etats, des dépenses des collectivités locales, et des dépenses des particuliers, ne peut pas être la seule solution pour relancer l'économie.

Le programme de relance économique de M. Carter est un examen plus attentif de l'économie, mais qu'il ne s'agit pas d'un programme de relance. Le programme prévoit une réduction de 10 milliards de dollars des dépenses fédérales, une réduction de 10 milliards de dollars des dépenses des Etats, une réduction de 10 milliards de dollars des dépenses des collectivités locales, et une réduction de 10 milliards de dollars des dépenses des particuliers.

En réalité, M. Carter a pu remporter la majorité des suffrages grâce à son programme de relance économique, mais qu'il ne s'agit pas d'un programme de relance.

Premiers reculs

TANDIS que la composition du cabinet de M. Carter est en l'attente, le Congrès a voté une loi qui autorise le président à augmenter le salaire des juges fédéraux. Cette loi est une victoire pour le Congrès, car elle montre que le président n'est pas en mesure de contrôler le Congrès.

Après son élection, M. Carter a été écarté de la manière la plus explicite, et on lui a imposé de s'occuper de la relance de l'économie. Le président élu, qui craignait que le Congrès ne lui impose un plan de relance, a été écarté de la manière la plus explicite, et on lui a imposé de s'occuper de la relance de l'économie.

S'il veut prendre la direction, M. Carter aurait dû empêcher le Congrès de voter la loi sur le salaire des juges.

profiter de l'augmentation des prix et il aurait dû s'opposer à une politique des prix plus agressive de la part des syndicats. Ayant refusé ces mesures, il se trouve sous la pression des grands trusts, il s'est engagé dans une campagne d'opinion publique qui n'entraîne guère de résultats.

Le programme de relance économique de M. Carter est un examen plus attentif de l'économie, mais qu'il ne s'agit pas d'un programme de relance. Le programme prévoit une réduction de 10 milliards de dollars des dépenses fédérales, une réduction de 10 milliards de dollars des dépenses des Etats, une réduction de 10 milliards de dollars des dépenses des collectivités locales, et une réduction de 10 milliards de dollars des dépenses des particuliers.

Le programme de relance économique de M. Carter est un examen plus attentif de l'économie, mais qu'il ne s'agit pas d'un programme de relance. Le programme prévoit une réduction de 10 milliards de dollars des dépenses fédérales, une réduction de 10 milliards de dollars des dépenses des Etats, une réduction de 10 milliards de dollars des dépenses des collectivités locales, et une réduction de 10 milliards de dollars des dépenses des particuliers.

Le fait, la concurrence de plus en plus serrée que rencontrent les entreprises américaines dans le monde est le principal obstacle à l'exportation, et le plan intérieur, la politique vigoureuse qui permettrait de régler, une fois pour toutes,

Priorité à l'indépendance énergétique

PRES le moment, M. Carter ne s'est pas encore prononcé sur les mesures qu'il entend prendre dans le domaine de l'énergie. Au cours de sa campagne, il a fini par se prononcer à l'égard de l'énergie, mais il ne s'agit pas d'un programme de relance.

Le programme de relance économique de M. Carter est un examen plus attentif de l'économie, mais qu'il ne s'agit pas d'un programme de relance. Le programme prévoit une réduction de 10 milliards de dollars des dépenses fédérales, une réduction de 10 milliards de dollars des dépenses des Etats, une réduction de 10 milliards de dollars des dépenses des collectivités locales, et une réduction de 10 milliards de dollars des dépenses des particuliers.

Le programme de relance économique de M. Carter est un examen plus attentif de l'économie, mais qu'il ne s'agit pas d'un programme de relance. Le programme prévoit une réduction de 10 milliards de dollars des dépenses fédérales, une réduction de 10 milliards de dollars des dépenses des Etats, une réduction de 10 milliards de dollars des dépenses des collectivités locales, et une réduction de 10 milliards de dollars des dépenses des particuliers.

Le programme de relance économique de M. Carter est un examen plus attentif de l'économie, mais qu'il ne s'agit pas d'un programme de relance. Le programme prévoit une réduction de 10 milliards de dollars des dépenses fédérales, une réduction de 10 milliards de dollars des dépenses des Etats, une réduction de 10 milliards de dollars des dépenses des collectivités locales, et une réduction de 10 milliards de dollars des dépenses des particuliers.

Le programme de relance économique de M. Carter est un examen plus attentif de l'économie, mais qu'il ne s'agit pas d'un programme de relance. Le programme prévoit une réduction de 10 milliards de dollars des dépenses fédérales, une réduction de 10 milliards de dollars des dépenses des Etats, une réduction de 10 milliards de dollars des dépenses des collectivités locales, et une réduction de 10 milliards de dollars des dépenses des particuliers.

Une puissance autonome

CEPENDANT, la conclusion la plus importante qu'il faut tirer de la désignation de nouveaux responsables de l'économie dans le cabinet Carter est que le grand capital s'affirme dans la politique américaine comme une puissance autonome, plus forte que le président lui-même.

Le programme de relance économique de M. Carter est un examen plus attentif de l'économie, mais qu'il ne s'agit pas d'un programme de relance. Le programme prévoit une réduction de 10 milliards de dollars des dépenses fédérales, une réduction de 10 milliards de dollars des dépenses des Etats, une réduction de 10 milliards de dollars des dépenses des collectivités locales, et une réduction de 10 milliards de dollars des dépenses des particuliers.

Le programme de relance économique de M. Carter est un examen plus attentif de l'économie, mais qu'il ne s'agit pas d'un programme de relance. Le programme prévoit une réduction de 10 milliards de dollars des dépenses fédérales, une réduction de 10 milliards de dollars des dépenses des Etats, une réduction de 10 milliards de dollars des dépenses des collectivités locales, et une réduction de 10 milliards de dollars des dépenses des particuliers.

Le programme de relance économique de M. Carter est un examen plus attentif de l'économie, mais qu'il ne s'agit pas d'un programme de relance. Le programme prévoit une réduction de 10 milliards de dollars des dépenses fédérales, une réduction de 10 milliards de dollars des dépenses des Etats, une réduction de 10 milliards de dollars des dépenses des collectivités locales, et une réduction de 10 milliards de dollars des dépenses des particuliers.

Le programme de relance économique de M. Carter est un examen plus attentif de l'économie, mais qu'il ne s'agit pas d'un programme de relance. Le programme prévoit une réduction de 10 milliards de dollars des dépenses fédérales, une réduction de 10 milliards de dollars des dépenses des Etats, une réduction de 10 milliards de dollars des dépenses des collectivités locales, et une réduction de 10 milliards de dollars des dépenses des particuliers.

Le programme de relance économique de M. Carter est un examen plus attentif de l'économie, mais qu'il ne s'agit pas d'un programme de relance. Le programme prévoit une réduction de 10 milliards de dollars des dépenses fédérales, une réduction de 10 milliards de dollars des dépenses des Etats, une réduction de 10 milliards de dollars des dépenses des collectivités locales, et une réduction de 10 milliards de dollars des dépenses des particuliers.

Le programme de relance économique de M. Carter est un examen plus attentif de l'économie, mais qu'il ne s'agit pas d'un programme de relance. Le programme prévoit une réduction de 10 milliards de dollars des dépenses fédérales, une réduction de 10 milliards de dollars des dépenses des Etats, une réduction de 10 milliards de dollars des dépenses des collectivités locales, et une réduction de 10 milliards de dollars des dépenses des particuliers.

Le cabinet du nouveau président

Il est intéressant de noter que les liens des ministres du cabinet de M. Carter (1) avec l'histoire récente de l'Amérique sont très variés. Dans un article paru dans le Washington Post, on trouve des renseignements qui montrent que les choix présidentiels.

Dans un premier temps, l'auteur de l'article, M. William Greider, rappelle l'histoire de M. Vance, Brown, Califano, Sorensen, Brzezinski et Schultz. A l'aide de citations extraites de leurs discours, il montre qu'ils ont tous été impliqués dans la politique étrangère du Vietnam. M. Carter a choisi ces hommes pour son cabinet, ce qui montre qu'il a une vision très claire de la politique étrangère.

Il est intéressant de noter que les liens des ministres du cabinet de M. Carter (1) avec l'histoire récente de l'Amérique sont très variés. Dans un article paru dans le Washington Post, on trouve des renseignements qui montrent que les choix présidentiels.

Dans un deuxième temps, M. William Greider indique les liens des hommes du cabinet de M. Carter avec l'histoire récente de l'Amérique. Il rappelle l'histoire de M. Vance, Brown, Califano, Sorensen, Brzezinski et Schultz. A l'aide de citations extraites de leurs discours, il montre qu'ils ont tous été impliqués dans la politique étrangère du Vietnam. M. Carter a choisi ces hommes pour son cabinet, ce qui montre qu'il a une vision très claire de la politique étrangère.

Il est intéressant de noter que les liens des ministres du cabinet de M. Carter (1) avec l'histoire récente de l'Amérique sont très variés. Dans un article paru dans le Washington Post, on trouve des renseignements qui montrent que les choix présidentiels.

Il est intéressant de noter que les liens des ministres du cabinet de M. Carter (1) avec l'histoire récente de l'Amérique sont très variés. Dans un article paru dans le Washington Post, on trouve des renseignements qui montrent que les choix présidentiels.

L'AUTEUR conclut : « Toutes les relations d'affaires seront relancées rompu quand ces personnalités entreront au gouvernement. Citer ces liens n'implique aucunement qu'elles continueront à représenter ces institutions plutôt que l'intérêt général lorsqu'elles seront au pouvoir. Mais on a ainsi quelques indices quant à leurs origines et à leur vision du monde et de la politique américaine. »

MARIE-FRANCE TOINET.

(1) Voir page 13 la composition du cabinet de M. Carter. (2) M. William Greider, « Carter Chooses Painful Past », Washington Post (Outlook), 28 décembre 1976, page 1. (3) M. Brzezinski est aussi président de Bendix, conglomerat industriel diversifié. M. Vance, directeur du budget, qui n'est pas mentionné dans l'article du Washington Post, est le président d'une importante banque géorgienne, la National Bank of Georgia. (4) Cf. le Monde diplomatique, mars 1976, page 14, et novembre 1976, page 1.

مركز البحث

de Pierre Dommergues

regarde la révolte des minorités avec un mélange d'angoisse et de sympathie, les soutient parfois, mais ne cesse de se nourrir d'illusions. S'il sait qu'il peut se réfugier dans un paradis historique antérieur, il croit encore que d'autres paradis possibles existent. L'enfance, le mystère, la sexualité. Alors il se dérobe dans le monde d'objets, l'écrin lui semble parfois tenté de tuer son double, mais bourgeois et sadique. Sainte et prostituée, victime et bagnard, exhibitionniste et voyeur restent pris dans les mêmes chaînes. Le romanisme triste de McCullers a comme complément et

Si Dommergues analyse longuement cet univers de l'aliénation américaine et ses mécanismes, c'est pour le confronter aux itinéraires politiques, aux visions du monde, aux formes de critique élaborés par cinq des écrivains qui ont marqué le mouvement américain et les plus représentatifs de la littérature américaine contemporaine. Pour difficile qu'elle soit, l'articulation des œuvres littéraires et des analyses théoriques de l'aliénation ne cesse d'être la préoccupation qui guide

sa peur. Conscience fragmentée dans
un monde brisé, il se blesse
du miroir où il ne
cesse de se regarder. Même la fuite est
impossible : chômeur, clochard, margi-
nal, il est partout. Il se sent partout
déçupé par lui. Sa tête ressemble
« à une cape aux murs lézardés ».
Le corps lui-même n'est plus seule-
ment une dépouille, une déroute,
c'est un cancer, une tumeur qui vit
et se défend. Cette tumeur, c'est Herzog
est le résumé de tout un uni-
vers : révolte, l'étravai sent qu'il
y a en lui quelle chose de bloqué.
Nervosité lui ses contradictions et
s'y enferme. Les rêves sont tant
través par une « autre » authen-
ticité qu'il ne peut atteindre.

... **maudire contre-culver** **surgrête**. **Jamais n'est esquissée le profil d'un homme nouveau.** **À même un homme névrosé et de malillement.** **de adrienne** **romans continuent à rêver à** **Plannery O'Connor** **n'aboutit pas non** **de la violence** **réalisme, mais** **envisait pourtant ce** **pourrait être un monde différent : un monde qui échapperait aux rapports de propriété.** **de la violence, la révolte, la revendication** **qu'affirme** **Danquerques évoque le destin du** **duquel les destinés** **liberté, par un étonnant montage** **de citations d'écrivains,** **noirs, de théoriciens** **fondements de principes politiques** **transis.** **Leïrol Jones veut abolir l'écart qui sépare le réel et le rêve, la théorie et la praxie.** **Depuis si longtemps** **l'égard des Nôrs sont haïsses.** **Il faut que leur révolte solitaire éclate et s'affirme.** **Il appelle, de toutes ses forces, une violence noire qui serait** **un système, l'humiliation** **cessa subie.** **Dans ses œuvres, dans ses manifestes, il revendique la** **d'une** **saire** **de cette révolte et de cette prise** **l'identité, refuse**

Opposition sans cons

LE ROMAN des angloises de chacun, c'est des rêves trahis, des destins assassinés. Le roman américain est américain, le roman américain contemporain est sans doute la description la plus profonde de cette aliénation quotidiennement vécue. Mais la plupart des écrivains semblent incapables de dépasser l'origine réelle, les mécanismes fondamentaux de cet état de fait et de le mettre en question. L'analyse extrêmement lucide, l'écrivain américain est un homme qui n'a rarement un autre point de vue. Pourtant, comme Pierre Dominguez, Hawthorne considèrerait déjà que « les crimes fondateurs de l'Amérique étaient d'avoir volé la terre aux indiens et l'appropriation de l'âme réalisée par les techniques de l'industrialisme ». Il n'a jamais d'indulgence, d'humour, il semble s'attaquer à toutes les formes de pouvoir : les institutions, les mythes, les valeurs, la dégradation du quotidien, les violences, l'insécurité, la machine du réel demeurent toujours. L'individu reste le pôle de la principale et toute mise en question de la valeur d'une nation fondée sur l'exploitation. Parfois pessimiste, parfois optimiste, il n'est encore capable d'imaginer que la possibilité d'une autre vie différente, autre qu'il ne veut abolir l'ancien. Si le radical c'est, comme le dit Marx, prendre les choses à la racine, l'écrivain américain ne saurait être un jour radical.

Souvent, il fait le jeu de la mystification, même involontairement. Loin de vouloir à tout prix se prendre au sérieux

l'appui des Blancs, quels qu'ils soient.
 ■■■■ coupait
 comme ■■■■ montre Dommergues,
 de certains radicaux blancs. Le Roi
 ■■■■ veut ■■■■ la spécificité d'une
 culture noire, qui n'est pas une inven-
 tion. ■■■■ simple structure,
 quelque chose ■■■■ vivre révolution-
 naire dans un pays qui ne ■■■■
 il ■■■■ contraint d'adopter ■■■■ positions
 ■■■■ s'il ne ■■■■ toujours
 en prévoir ■■■■ les conséquences,
 Dommergues ■■■■ rapproche ■■■■
 ■■■■ de Dante.

[illegible][illegible]

Bilan négatif? Non, sans doute. Mais une analyse lucide des pièges de l'écriture, de la situation privilégiée de l'écrivain, de sa démission à l'égard du monde des faits, quand bien même il les dénonce. Parlant d'une crise économique, politique, morale et d'une génération d'auteurs passionnants, Dommergues nous présente la sociologie politique américaine sans ne saurait assez souligner la justesse de sa richesse.

[2] Pierre Dommergues, *Évolution du roman français contemporain*, éd. 10-18, Paris, 1978, 2 vol. de 400 et 450 pages, 16 F l'un.

A USSE l'homme de l'aliénation qui propose Dommergues est-elle résolument pluridimensionnelle. Elle l'est sur Hegel, Marx, Freud, Fanson, la sociologie, la psychanalyse, car elle approche qui l'aliénation le phénomène de l'aliénation à la sphère du travail ne peut comprendre la complexité du quotidien. L'Amérique est un monde à multiples facettes, à multiples dimensions. L'Amérique est un pie des caractéristiques sociales et politiques qui se traduisent par un style de vie commun aux sociétés occidentales, mais avec des coutumes, des pratiques, ses traditions. Aux Etats-Unis plus qu'ailleurs sans doute, les faits l'emportent sur les idées, la réel écrase les idées. Le mythe de la frontière est un hanan. Les villes américaines ont pays a fait place à un décor de villes géantes qui constituent désormais la toile de fond de toutes les aventures humaines. Les paysages américains sont une nouveauté, une nouveauté traditionnelle pour faire place à un rapport de l'homme au monde qui passe nécessairement par la nouveauté. Sans doute, parfois, dans un monde où l'homme se sent perdu, comme ceux des pièces d'Arthur Miller en vient-il à souhaiter posséder un objet qui ne le tue pas, qui ne meure pas immédiatement. Tandis que socialisme et Marxisme — dénonçant une économie de gaspillage qui ne trouve son équilibre que dans la production continue de faux besoins, le roman américain a été le roman des créatures brûlées, angoissées, broyées par des objets qui les aliènent avant qu'ils les fascinent. Le monde où se ment l'écritain, comme ses personnages, est un monde où l'homme est destructeur, de victimes, de poutelles et de cinéastes de voitures. De Malamud à Kerouac, il ne cesse d'être conscient des aberrations du style de vie américain, d'arriver à y échapper, mais seulement.

[illegible]

DEGORS cauchemardesques les villes s'échappent au profit de l'homme par leur prolifération anarchique. Les villes s'échappent par le New York ou Los-Angeles sont, les passagers d'un même l'Amérique fantasmatique, tion qui est plus vraie, plus positive que le réel lui-même. Les objets se mettent à vivre et deviennent ceux qui réalisent la réalité et elle est dans l'irréalité, souligne justement Dörmann. Mais cette réalité est tellement irréelle, au point de devenir l'univers, routes, toujours semblables que parcourt Humbert Humbert avec Lolita en soquets et en robes, et qui, par son irréel même, finit par devenir rassurant. Décor banal, tellement banal qu'il disparaît. L'écriture

DANS le monde américain et ~~américain~~
elle-même — morcelle ~~la~~ en cherchant en vain à
recouvrer sa plénitude et son unité. Le
américain, batout, piétiné,
cesse de renaitre avec de
contenus. Exilé, l'Américain
rément, l'Écrivain
autres. Les personnes de romans sont
à la
quête de l'identité. L'homme
Fouchet ne cesse de se profiler der-
rière les images du pionnier, de l'In-
dian, de l'homme des prairies.
L'Écrivain ~~et~~ que son monde s'est

qui ne se sentent pas des déclarations officielles, mais des commentaires, mais des prises de position, mais des débats de leurs idéologies, et de leurs visions du monde, à travers ce qu'ils disent de la femme, du Noir, du pouvoir ou du langage.

Dominique a un goût marqué pour les textes qui ont traités des ruptures culturelles, des tensions, des conflits, qu'il ne croit jamais terminés : « vivent », s'expliquent, « défendent, entrent dans des débats, des polémiques ». Il cite de Marx, de Sartre, de Fanon, de Malcolm X, de Norman Mailer, de Burroughs, de Duras, de Sade, quelques des personnages de romans, des situations concrètes. Confrontation entre la littérature, la sphère du pouvoir, la militance, le militantisme, l'engagement, l'essentiel : non enrichir la critique littéraire, mais comprendre la vie quotidienne, les espoirs et les rêves d'un peuple, d'une nation, d'un continent, du Portoricain, du Noir, de la femme, de l'homosexuel ou de l'homme de la rue, qui est en jeu c'est notre libération.

longs, l'école, la drogue, la sexualité
sont dans la jante et les mystères
permettent d'arriver au paradis au
rose sur du gris. La violence n'est
que qu'en rêve, on laisse Charlie
faire son cinéma, mais on n'est
sûrement pas révolutionnaires.

Et l'Amérique comment étatique
ce que Dommergues nous a dit, il
« le pouvoir sans visage » qui caracté-
rises la réalité des sociétés mo-
dernes ? L'alienation n'est pas une
ou simplement une conséquence d'un
politique. Elle est omniprésente
dans chaque geste. L'Amérique a con-
trainte du style de vie, le bonheur, mince
pelleuse posée sur l'agressivité, l'an-
cienneté par, quelquefois, le
révèle la conformisme et l'anti-
conformisme n'échappent pas à ces
déterminations. Ces Amériques des
foies soudains décrites par Klein-
man, White et Kurland, sont
un individu aussi dangereux que
tentaculaire. Elle peut tolérer certaines
révoltes, certaines marginalités, sa-
voient que ces phénomènes ne peuvent
briser son caractère et se logent
dans l'arrière de l'écrit. La révolte
s'incarne dans l'univers idéologique
le plus puissant, même s'il n'est pas
sans faibles, le discours le plus clair,
le plus sûr, le plus sûr, le plus sûr,
capitaliste ait jamais produit. Le por-
voir auquel l'écrivain devrait s'attacher
n'est pas seulement le complexe
militaire et industriel, le gouverne-
ment, le monde des affaires, mais
un système d'astro-déterminations
qui exercent sur chacun une emprise
grandissante. La société américaine
apparaît, dans son ensemble, comme
un monde où la violence, la mort
transformer la destruction en posi-
tivité, de monnayer l'alienation contre
l'illusion de fausses libérations, capa-
ble de se mobiliser et de mobiliser
pour mobiliser, pour mobiliser, pour
bien intérieure qu'extérieure. L'en-
nemi n'est plus seulement le
monde mais la différence, ce qui
ne cesse d'être observer, pour l'é-
crit, le monde Riemann, comme l'é-
crit, le monde Riemann, comme l'é-
crit, le monde Riemann, comme l'é-

Dans une **Amérique** hypercontrôlée, mal d'oppression, qui sont encore les mécanismes de contrôle qui **oppriment** comme le meilleur recours contre l'anxiété. **Peut-être** de son **point de vue** l'Américain ne peut échapper au virus de la possession ; tranquille, l'homme de la rue rêve encore d'interrogatoires, de procès, de militarisation de la vie. Au lieu de chercher à découvrir les racines de tant d'abus, l'Américain sera tenté de s'enfuir dans un "troisième monde", l'univers de l'aliénation, l'Amérique fantastique et fantasmée, qui devient aussi réelle que le sont ses villes, ses rues et ses supermarchés.

sait que le rêve américain n'est en fait
 en lambeaux ~~et~~ qu'il ne pourra
 jamais se reconnaître dans cette réa-
 lité ~~et~~ même la plus fantastique où
 la « *res americana* » comme la créa-
 tion d'un monde où l'homme ne pousse
 roger ~~et~~ l'algébrique pour devenir
 quotidien. La logique absurde n'engren-
 e ni prise le ~~et~~ l'homme ni l'homme
 américain se soumet à la justice, le
 procès, sans mettre en question la
 justice, son ~~et~~ son rôle, comme
 dans *Le Procès* de Kafka, *Southern*
 et *William* se révoltent dans
 l'humour noir. Cette réalité altérée,
~~et~~ *William* finit par l'aimer.
 Que son ~~et~~ son ~~et~~ devore par
 son ~~et~~ *William*) et il devient lui-même
 une partie du décor, pétrifiée dans
 « un temps angoissant qui ne dépend
 apparemment de ~~et~~ ».

schizophrénie

édifié sur la violence et le sang. ■■■
Il ne cesse de rêver d'un monde
meilleur, d'une innocence radicale à
retrouver. Ce paradis n'est pas à
chercher dans le passé, mais dans une
harmonie à conquérir, qu'il s'essie du
rapport à Dieu (Mise Luhan), des
êtres artificiels (Burroughs) ou de
la sexualité. Hanté par le péché, l'écri-
vain rêve de sainteté — comme les per-
sonnages de Kérouac, vagabonds
mystiques, clochards célestes. Il est
sans doute celui qui vit le plus mas-
quement le conflit de valeurs, ce
divorce entre le rêve et la réalité. Il

« SURVIVRE A NEW-YORK », de Maurice Goldring

REMANENT d'un francophonisme français, juif et communiste, M. Goldring, à New-York, est un homme tout à fait remarquable. Il est sûr que M. Goldring a énormément de talent, de la verve, le sens de la mesure et du mot qui porte. Ensuite, et surtout, la connaissance de la situation d'un pays où l'auteur a séjourné pendant un an et une grille d'analyse, historique, une pratique religieuse en France, s'avère extrêmement fructueuse. M. Goldring a suivi de près les micro ou macro-tendances qui ont conduit à la dégradation de la situation sociale et politique quotidienne et à l'existence de ces catégories ethniques. Et il ne s'agit pas de catégories qu'entre eux combats qui devraient converger vers une attaque l'ensemble du régime capitaliste, il n'y a aucun lien, aucun passerelle: qu'aucun projet politique qui change le système et pays. Bien au contraire, le système parvient sans aucune difficulté à diviser les gens entre les deux catégories qu'il exploite également. Lorsque les rapprochements s'opèrent, comme ce fut ponctuellement le cas, lors de la fin du printemps 1975, les gens se retrouvent sous le même gouvernement.

Il est évident que les gens qui ont été dévorés par les Arabes, les opportunistes rappelés, les historiquement les premiers responsables de l'esclavage noir... Et M. Goldring il conclure :

« Co. sont prêts à applaudir les américains qu'on ne comprend pas. Apprendre à la télévision signifie rien qu'on ne partage pas l'idéologie d'un parti, peuple américain. Le décalage opéré en télévision, le distorsion systématique par le tout ce aux anti-impérialistes, l'idéologie man toujours opératoire pendant, l'occultation de la surinformation systématique par l'accessoire démocratique qui quasi ce mur, lequel changement véritable. Survivre, le télénoème irrité, le dialogue, la place, l'impératif réserve l'acquisition, la parole, la sympathie car Goldring, s'il s'en prend une vigueur, le poétisme au système américain, n'englobe un peuple qu'il pris à admirer à aimer.

★ Editions sociales, Paris, 1976, 220 pages, 20 F.

B. C

cédés à la Nacional Financiera pour le financement d'un programme de recherche dans les domaines de la science et de la technologie ; Guatemala (19 janvier) : 25 millions de dollars (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour quarante ans et à 1 % pendant les dix premières années et à 3 % ensuite) pour l'amélioration et la reconstruction du réseau routier ;

Costa-Rica (19 janvier) : 4,8 millions de dollars (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour trente-cinq ans et à 3 %) destinés à financer l'octroi de bourses aux étudiants provenant de milieux moins favorisés et à leur faciliter l'accès aux études supérieures.

EMISSION D'OBLIGATIONS EN ITALIE. — La Banque interaméricaine a annoncé le 5 janvier qu'elle avait effectué en Italie une émission d'obligations d'un montant de 15 millions de dollars prise ferme par l'Ufficio Italiano dei Cambi. Cette émission, d'une durée de dix ans, porte intérêt à 7,4 %.

NOUVEAUX MEMBRES. — L'Autriche, la France et les Pays-Bas ont adhéré le 10 janvier à la Banque interaméricaine ; le nombre des membres s'élève désormais à trente-sept.

Banque des règlements internationaux

Prêt de 3 milliards de dollars au Royaume-Uni

La Banque des règlements internationaux (B.R.I.) a annoncé le 10 janvier que huit pays industriels (République fédérale d'Alle-

magne, Belgique, Canada, États-Unis, Japon, Pays-Bas, Suède et Suisse) accordaient à la Grande-Bretagne un crédit à moyen terme d'un montant de 3 milliards de dollars pour lui permettre de faire face à d'éventuelles pressions contre les balances sterling.

FONDS AFRICAIN DE DEVELOPPEMENT. — Le Fonds africain de développement a accordé au mois de décembre trois prêts en faveur des pays suivants :

— Malawi (10 décembre) : 5 millions d'u.s. (1.250.000 de F.C.F.A.) qui financera la totalité des dépenses en matière de santé et de développement rural de l'enseignement ;

— Tchad (11 décembre) : 4,25 millions d'u.s. (1.062.500 de F.C.F.A.) qui financera la construction et l'équipement de l'Institut national des sciences de l'éducation ;

— Mali (13 décembre) : 4,3 millions d'u.s. (1.075.000 de F.C.F.A.) destinés à financer un programme de développement de la production de semences sélectionnées.

FONDS SPECIAL DE L'O.P.E.P. — Le Fonds spécial de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (O.P.E.P.) vient d'accorder deux séries de prêts (sans intérêt et d'une durée de vingt-cinq ans) à trente pays en voie de développement, pour les aider à rééquilibrer leurs balances de paiements : 42,7 millions de dollars ont été accordés le 23 décembre et 11,65 millions le 10 janvier. Les prêts les plus importants sont en faveur de l'Inde (21,8 millions), du Pakistan (21,4 millions), de l'Égypte (14,4 millions) et du Bangladesh (13,4 millions).

et les autres pays s'exposeraient si l'évolution actuelle dans le domaine de l'énergie se poursuivait. Si les pays de l'O.C.D.E. s'en tenaient à leurs politiques et à leurs pratiques actuelles, leur demande de pétrole importé pourrait atteindre 25 millions de tonnes de barils par jour (1750 millions de tonnes par an) en 1985, contre 23 millions de barils par jour en ce moment. Cette demande, ajoutée à celle des autres pays, pourrait dépasser les disponibilités offertes par les pays exportateurs, et notamment les membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (O.P.E.P.), entraînant des hausses de prix ou des pénuries.

Le rapport fait valoir que, puisque les économies d'énergie et l'accroissement de l'offre impliquent de longs délais, de nouvelles politiques doivent être adoptées rapidement (c'est-à-dire avant un an environ). Le rapport propose un certain nombre de mesures de nature à favoriser une réduction de la demande d'importation de pétrole pour la zone O.C.D.E. de l'ordre de 10 millions de barils par jour en 1985.

PRIX A LA CONSOMMATION. — Les prix à la consommation se sont élevés en novembre 1976 de 0,5 % dans la zone O.C.D.E. ; le taux annuel d'inflation est passé de 6,8 % en octobre à 6,5 % en novembre. Les prix à la consommation ont augmenté de 6,8 % en octobre et de 6,5 % en novembre. Les prix à la consommation ont augmenté de 6,8 % en octobre et de 6,5 % en novembre. Les prix à la consommation ont augmenté de 6,8 % en octobre et de 6,5 % en novembre.

RECENTE PUBLICATION. — Les problèmes et les politiques de développement des pays de l'O.C.D.E., volume II, 216 pages, 1976.

Système économique latino-américain

Première réunion commune des groupements économiques régionaux

Le secrétaire permanent du Système économique latino-américain (SELA) a organisé, à Caracas, du 21 au 23 décembre, la première réunion commune des responsables des organismes exécutifs de l'Association latino-américaine de libre-commerce (ALALC), du Marché commun central-américain (MCCA), de l'Accord de Cartagena (Groupe andin) et de la Communauté des États indépendants (C.A.R.I.C.O.M.), ainsi que de leurs appareils techniques et de financement.

Cette réunion avait pour but de procéder, en vertu de l'accord de Panama du 17 octobre 1975 instituant le SELA, à une analyse critique des processus d'intégration dans la sous-continent, l'incidence, dans la crise que traversent des facteurs extérieurs, tels que l'effondrement du système monétaire international, l'inflation mondiale, le relèvement du prix du pétrole, les fluctuations des cours des matières premières, l'endettement extérieur, à été au centre des discussions ainsi que les difficultés d'ordre intérieur, notamment la résistance des intérêts nationaux à la poursuite de l'intégration.

Les possibilités de coopération entre les secrétariats des différents groupements économiques régionaux ont aussi été données lieu à un examen approfondi. Des experts des organismes d'intégration ont été chargés de poursuivre cet examen et de faire des recommandations à cet effet. Une réunion spéciale prévue pour le troisième trimestre de 1977 décidera ensuite des mesures à prendre.

Enfin, les participants sont convenus de la nécessité de développer leurs rapports avec les autres organismes latino-américains de coopération économique : Organisation latino-américaine de l'énergie (O.L.A.D.E.), Union des pays exportateurs de bananes (U.P.E.B.) et Groupe des pays latino-américains et des Caraïbes (G.P.L.A.C.), et de leur apporter leur soutien. Une action similaire sera menée auprès des organismes internationaux.

CONSEIL INTERNATIONAL DU R.L.E. — Dans une étude publiée le 23 novembre dernier, le Conseil international du R.L.E. a passé en revue les principales évolutions qui se sont produites dans le domaine de la production et de la demande mondiale de biens entre 1969 et 1976, année record de production (405,5 millions de tonnes). Sur le plan de la production, l'augmentation totale a été de 15,5 % en vingt-sept ans, en raison du doublement des rendements et de l'augmentation de 20 % des surfaces. Dans les pays industrialisés, la production a augmenté de 15 % en raison du doublement des surfaces ; dans les pays en voie de développement, la production a triplé à la fin de l'année 1976, en raison de 15 % des surfaces et de 70 % des rendements.

ORGANISATION INTERNATIONALE DU C.A.P.E. — À la suite des récentes hausses enregistrées sur les marchés du café et des mouvements et des tensions économiques, l'O.I.C.A.P.E. ont organisé aux États-Unis et en Europe, le Brésil et la Colombie (respectivement premier et second producteurs mondiaux de café d'exportation) ont débattu du mois de janvier, de demander la convocation d'une session spéciale de l'Organisation internationale du C.A.P.E. pour examiner les possibilités de stabilisation des cours mondiaux.

CONSEIL OLCICOLE INTERNATIONAL. — Les travaux de la trente-cinquième session du Conseil international du C.O.I. se sont déroulés à Madrid du 15 au 18 décembre. À l'ordre du jour de cette session : les actions à promouvoir pour la normalisation du cours mondial, et les mesures techniques à apporter dans le domaine oléicole.

Ce système, né de l'accord général signé à Mexico en 1960, et auquel participent les banques centrales des onze pays de la zone, a permis de stabiliser dans l'emploi des devises convertibles pour le règlement du commerce régional, contribuant à l'équilibre des échanges et à la réalisation du programme de développement de l'Union andine.

Groupe andin

Le nouveau régime commun applicable aux investissements étrangers est entré en vigueur

Le régime commun applicable aux investissements étrangers, modifié par la décision n° 103 du 30 octobre dernier de la Commission de l'Accord de Cartagena, est entré en vigueur le 1^{er} janvier. Les amendements introduits dans le sens d'un assouplissement plus favorable au capital étranger — avaient été décidés en août dans la ville colombienne de Sachagaga par les parlements du Chili, dans l'espoir de faire revenir ce pays sur sa décision de quitter le Groupe andin.

Les changements les plus importants, outre l'amendement portant sur la notion d'investissement, sont :

a) Relèvement de 14 à 20 % du plafond des transferts annuels au titre des revenus des investissements directs d'origine étrangère, chaque pays membre ayant la faculté d'autoriser le dépassement de ce plafond à la seule condition d'en référer à la Commission ;

b) Autorisation aux entreprises étrangères d'avoir recours au crédit intérieur à court et à moyen terme, et de participer aux augmentations de capital des entreprises nationales ou mixtes. En plus, la nationalisation du capital des entreprises étrangères du tourisme n'est plus obligatoire ;

c) Le délai pour la transformation des entreprises étrangères en entreprises nationales ou mixtes est désormais de six mois à partir du 1^{er} juin 1974, et non du 1^{er} juillet 1971 comme auparavant ;

d) Les investissements des organismes gouvernementaux de financement pour le développement économique tombent sous la définition de capital neutre, et échappent aux dispositions concernant le capital national, mixte ou étranger.

Enfin, la Commission pourra décider avec les pays latino-américains qui ne font pas partie de l'Accord de Cartagena, de l'octroi d'avantages spéciaux aux investissements de leurs nationaux dans la sous-région.

Les modifications apportées à la décision n° 24, prise d'après la Commission, en vertu de l'expérience de cinq années d'application et en raison des conditions financières internes nationales, pourraient marquer, ainsi que l'exemple chilien a pu le montrer, le début d'un cours irrévocable.

O.C.D.E.

Mise en garde à propos des politiques de l'énergie

DANS un rapport publié le mois dernier, l'Organisation de coopération et de développement économiques (O.C.D.E.) signale la gravité des risques auxquels les pays membres



Marché commun

Pas de solution aux excédents de lait

Le dernier conseil des ministres de l'Agriculture des Neuf de l'année 1976 s'est terminé le 22 décembre sans qu'une solution ait été trouvée au problème des excédents de lait dans le marché commun.

Pour enrayer la production de ces excédents (300.000 tonnes de poudre de lait), dont le financement coûte annuellement 11 millions de francs français au budget européen, la Commission de Bruxelles avait proposé, entre autres mesures, une taxe de 2 % sur les produits laitiers destinés à financer l'élimination des surplus, et une taxe équivalente sur la margarine pour éviter d'avantager ce produit au

Les aides d'orientation du Fonds agricole européen

Le Fonds agricole européen va consentir plus d'un milliard de francs français à la modernisation des structures agricoles européennes.

Cette somme représente la deuxième tranche pour 1976 des aides d'orientation à du fonds agricole européen. Elle s'ajoute à une première tranche décidée par la Commission de Bruxelles en juillet dernier pour environ 410 millions de francs, ainsi qu'à un soutien des prix qui constitue le gros des dépenses du Fonds agricole.

L'Italie est le plus grand bénéficiaire de ces aides d'orientation. Elle obtient 87 millions d'unités de compte (43 milliards de francs) pour cent cinquante-deux projets, s'ajoutant aux 18 millions d'u.c. (11 milliards de francs) consentis en juillet.

Les aides accordées au titre de la deuxième tranche s'élèvent pour les autres États membres aux montants suivants :

— Allemagne de l'Ouest : 31 millions d'u.c. (116 millions de francs pour cent trente projets) ;
— Belgique : 9 millions d'u.c. (460 millions de francs pour cinquante-deux projets) ;
— Danemark : 6,9 millions d'u.c. (32 millions de francs pour vingt-six projets) ;
— France : 30 millions d'u.c. (170 millions de francs pour cinquante-sept projets) ;
— Irlande : 18,5 millions d'u.c. (77 millions de francs pour quatre-vingt-six projets) ;
— Luxembourg : 144 534 u.c. (7 millions de francs pour un projet) ;
— Pays-Bas : 6,4 millions d'u.c. (23 millions de francs pour quinze projets) ;
— Royaume-Uni : 18,89 millions d'u.c. (6,38 millions de francs pour cinquante-dix-huit projets).

Echec des négociations avec le Japon sur la production des chantiers navals

Le Japon a refusé la proposition de la C.E.E. de répartir également les commandes aux chantiers navals entre les constructeurs japonais et européens, a-t-on appris le 22 décembre à Tokyo à l'issue des négociations bipartites.

Les deux parties ont cependant convenu de procéder à des échanges mensuels d'informations concernant les commandes de commandes de chantiers navals et de poursuivre les négociations au niveau gouvernemental ainsi qu'au niveau des constructeurs.

« Nous avons plusieurs mesures de représailles à notre disposition, avertit M. Joseph Loeff, sous-directeur du bureau industriel et technologique du Marché commun, si le Japon persiste à ne pas vouloir porter des chocs essentiels. »

LA NOUVELLE COMMISSION EUROPÉENNE. — Le nouveau président de la Commission européenne, M. Roy Jenkins, ainsi que les nouveaux vice-présidents et membres de la Commission se sont officiellement engagés le 12 janvier devant la Cour de Justice des Communautés à exercer leurs fonctions « en pleine indépendance, dans l'intérêt général des Communautés ».

Avant de se présenter devant le Parlement européen, M. Roy Jenkins, président, François-Xavier Ortoli, Wilhelm Haferkamp, Otavio Guadalupe et René Winding, vice-présidents, ainsi que les membres de la Commission : M. Jacques Delors, M. Christian Tassan-Delpout, se sont engagés à ne solliciter ni accepter, dans l'exercice de leurs fonctions, aucune faveur ou privilège de leur gouvernement ou d'autres organismes et de s'abstenir de tout acte incompatible avec la carrière de leurs fonctions.

Au cours d'une brève allocution, M. Jenkins a notamment indiqué que la nouvelle Commission se présente à un moment où elle manque de dynamisme. Il a ajouté qu'elle avait besoin de son indépendance de jugement et d'action, mais que cette indépendance ne devait jamais déboucher dans l'isolatisme stérile.

Voici les résumés des portraits des seize membres de la nouvelle Commission des Communautés européennes communiqués le 7 janvier par les présidents britanniques, M. Roy Jenkins, du collège européen :

— Guido Brummer (libéral, allemand), énergie, recherche scientifique et éducation ;
— Richard Buisson (F.N.G., irlandais), fiscalité, protection des consommateurs, transports et relations avec le Parlement européen ;
— Claude Chavon (socialiste, français), coopération au développement ;

— Stienne Davigeon (démocrate chrétien, belge), affaires industrielles et autres industries ;
— Antonio Giotto (socialiste, italien), coordination des fonds régionaux et d'orientation agricole et politique régionale ;

— Finn Ole Gundlach (diplomate, danois), agriculture et pêche ;
— Wilfried Holtermann (socialiste, allemand), affaires extérieures ;

— Roy Harris Jenkins (transatlantique, britannique), président du collège européen, services juridiques, information et presse ;
— Lorenzo Natali (démocrate chrétien, italien), chargé de tâches spéciales pour les questions d'évaluation ;

— Antonio Nogueira (socialiste, portugais), sécurité nucléaire, contacts avec les gouvernements et les opinions publiques des États membres en vue de l'élection directe du Parlement européen ;

— François-Xavier Ortoli (gaulliste, français), affaires économiques et monétaires, crédit, investissement, statistiques ;

— Christopher Tassan-Delpout (conservateur, britannique), budget et contrôle financier, institutions financières, personnel et administration de la Commission ;

— Raymond Voss (socialiste, luxembourgeois), concurrence ;

— René Winding (socialiste, néerlandais), emploi, affaires sociales et conférences tripartites (gouvernement, entreprises et syndicats), sur l'emploi.

AIDE À LA GRÈCE. — La Grèce, candidate à l'adhésion au Marché commun, reçoit de la C.E.E. une aide financière de 200 millions d'unités de compte (1 u.c. = 1,36 dollar) ou 1,50 milliard de francs, à répartir sur cinq ans.

Les représentants de la C.E.E. et de la Grèce sont parvenus à cet accord le 17 janvier.

Nice, ville de congrès vous attend.

Nice a mis au point une structure d'accueil pour vous prouver que tourisme et congrès ne sont pas incompatibles : un aéroport de classe internationale, mer, Nice à 1 h 15 de Paris... Une capacité hôtelière encore accrue... 90 salles de conférences... Un Palais des Expositions de 17 000 m².



Nice-Congrès : Palais des Expositions, 06300 Nice. Tél. (93) 55.02.02 et 55.18.55. Telex : Nicexpo 970 537.

AVIGNON

VILLE D'ART, DE TOURISME ET DE CONGRÈS

Allée au prestige de ses monuments anciens l'Avignon touristique d'aujourd'hui, dans un site sans rivale, construit son avenir. ELLE VOUS OFFRE



- LE PALAIS DES PAPES : LE PONT SAINT-BENNET, populaire à travers le monde par la légende et la chanson ses nombreux salons civils et religieux ;
- LES TROIS DE SES MUSÉES ;
- DE MAGNIFIQUES EXCURSIONS À TRAVERS LA PROVENCE (d'Avignon à Vézénobri) ;
- SON FOLIOLE (d'Avignon à Vézénobri) ;
- UN FESTIVAL DRAMATIQUE (15 juillet - 15 août) Théâtre chorégraphique, cinéma, opéra ;
- DES SALLES DE RÉUNION ;
- DES SERVICES RÉGULIERS DE TRAINS « euro-couchettes » aller et retour au départ de PARIS, STAPLES (Le Touquet), BOULOGNE, LIEGE, BRUXELLES, AMSTERDAM, DUSSELDORF, HAMBURG, COPENHAGUE ;
- SON IMPORTANT MARCHÉ QUOTIDIEN DE FRUITS ET LÉGUMES ;
- DES SATISFACTIONS GASTRONOMIQUES et des vins de grande classe (Châteauneuf-du-Pape, Côtes-du-Rhône, Gigondas, Tavel, etc.) ;
- LE PALAIS DES EXPOSITIONS avec son équipement pour toutes les manifestations et congrès ses grandes et lumineuses salles de conférences de restaurant, son immense parking ;
- VIENTRE AVIGNON « La Sonnerie de l'été » ;

Renseignements : Maison du Tourisme, cours Jean-Jaurès

مركز العمل

Parlement européen

Tour d'horizon du chômage

Le chômage en Europe touche 6,25 millions de personnes, soit 3,5 % d'augmentation par rapport à l'année précédente, ont indiqué les parlementaires européens au cours d'un débat sur ce sujet le 13 janvier. Les jeunes et les femmes sont les plus touchés, avec respectivement 1,5 million et 2,17 millions de chômeurs, en octobre 1976.

Le nouveau commissaire européen néerlandais, M. Henk Vredeling, a estimé que, si la hausse du chômage actuel marque le pas, elle n'a pas pour autant été malicieuse par les différents gouvernements.

Dans une résolution, l'Assemblée a demandé que les ressources mises à la disposition du Fonds social et du Fonds régional soient augmentées. Elle demande également une coordination des actions de ces fonds avec celles de la Banque européenne d'investissement et avec les prestations sociales versées au titre de la politique agricole commune.

Enfin, selon le Parlement, un véritable programme d'actions conjuguées pour les États membres, et prévoyant des investissements en vue de créer de nouveaux emplois, devrait être mis sur pied.

UNE DÉCLARATION de M. JENKINS. — « J'attache la plus haute importance à la perspective d'actions directes du Parlement européen », a déclaré le 11 janvier à Luxembourg le nouveau président de la Commission de la C.E.S., M. Roy Jenkins, dans son discours d'ouverture devant le Parlement européen.

« L'Europe, a-t-il poursuivi, est une entreprise politique. Nous sommes donc très chèrement payés pour l'entretien de cette nouvelle dimension politique qu'est le surcroît universel. La date prévue pour les élections mai-juin 1978 doit être respectée, sinon ce sera un revers majeur pour l'Europe. La responsabilité de tout pays qui empêcherait ce développement serait lourde et insupportable pour lui. L'adhésion du Parlement européen au surcroît universel direct ne donnera pas en elle-même plus de poids légal à ce dernier, mais elle lui donnera une autorité morale plus grande. »

Après, M. Jenkins a souligné que la Commission de la C.E.S. a pour tâche de créer un organisme politique plus qu'une institution technocratique. « Aborder les relations extérieures de la Communauté », a-t-il déclaré, « est une tâche européenne devant parler dans l'ensemble d'une manière cohérente et ferme, surtout parce que, de l'autre côté de l'Atlantique, nous avons un nouveau président qui a prêté dans ses déclarations publiques qu'il est désireux de travailler en coopération avec l'Europe en tant que Communauté. »

Enfin, le nouveau président de la Commission de la C.E.S. a rappelé l'importance du marché commun agricole, auquel la Commission « donne la priorité tant pour son maintien que pour son amélioration ». Mais a-t-il ajouté, « il faut donner plus de poids à la protection des consommateurs ».

COMMUNICATIONS PAR RADIO. — La quatrième réunion du comité directeur de l'Association des entreprises d'Europe des télécommunications (ASETE) a eu lieu à Copenhague le 20 décembre. Le comité a examiné le rapport de l'association sur l'état de la télécommunication en Europe et a décidé de poursuivre l'établissement d'un système européen de communications par satellite afin de relier les régions les plus isolées des cinq pays.

CECA

Les aciéries acceptent d'appliquer le plan anticrise

LES réponses des entreprises sidérurgiques de la Communauté à la lettre de la Commission les invitant à accepter ses recommandations de production, conformément au plan anti-crise adopté par les neuf en janvier au siège de M. Simonet, ont afflué en janvier au siège de la CECA. Elles montrent que ce plan est bien accepté, comme on pouvait s'y attendre après l'accord donné à la Commission par les patrons de la sidérurgie des cinq pays.

Les propositions de la Commission aux entreprises portaient, on le sait (voir notre précédent numéro), sur six catégories de produits laminés : les profilés, le fil machine, les tôles, les fortes, moyennes ou minces. Pour chaque type d'acier, la Commission fixait un contingent limitant la production ; mais l'originalité du dispositif de M. Simonet (comparé au contingentement obligatoire prévu par le traité de Paris en cas d'« état de crise manifeste ») est que les tonnages fixés par la Commission dans sa lettre du 22 décembre avaient à être respectés volontairement par les entreprises (le recours à la formule obligatoire n'interviendrait qu'ultérieurement, en cas d'échec du plan Simonet).

L'accord actuel des aciéries peut s'expliquer d'autant plus facilement que le programme

actuel n'est qu'expérimental. Certaines firmes ont d'ailleurs demandé à Bruxelles des explications complémentaires avant de signer leur accord.

A la recherche des tonnages perdus

L'opportunité du plan Simonet se trouve en tout cas confirmée par les derniers chiffres de production et de commandes d'acier. En décembre, les Neuf ont produit 10,15 millions de tonnes d'acier brut, contre 9,20 un an plus tôt (+ 10 %). Le progrès n'est pas significatif d'une stabilisation décisive, puisque les derniers mois de 1976 n'avaient pas été favorables. Au total, pour l'ensemble de l'année, la production des Neuf n'a pas dépassé 134,3 millions de tonnes, soit 1,2 % de plus qu'en 1975, mais 13,6 % de moins qu'en 1974 (155,8 millions), année record.

Voici, par pays, la ventilation de la production de la CECA, comparée à celle des autres grands producteurs d'acier du monde (en milliers de tonnes) :

● CECA	1976	Différence par rapport à 1975
Belgique	12 145	+ 4,9 %
Allemagne	43 413	+ 0,0 %
France	23 386	+ 7,9 %
Italie	23 386	+ 7,0 %
Luxembourg	4 585	- 1,3 %
Pays-Bas	5 179	+ 1,5 %
Danemark	722	+ 20,6 %
Royaume-Uni	32 680	+ 14,2 %
Total CECA	124 296	+ 7,2 %
● ÉTATS-UNIS	116 325	+ 9,8 %
● JAPON	107 377	+ 5 %
● PAYS COM-MUNISTES*	230 000	+ 3,6 %
Dont : U.R.S.S.*	147 000	+ 4 %
Chine*	25 000	- 1,9 %

* Estimation.

Pour le trimestre en cours, le programme prévisionnel des experts de Bruxelles table sur 32,15 millions de tonnes, soit un peu moins que l'an passé à pareille époque (32,50). Le « profil bas » choisi par les spécialistes s'explique notamment par le faible niveau des commandes enregistrées par les aciéries.

Le plan français

En novembre (dernier mois connu), les usines des Neuf n'ont reçu des commandes que pour 660 000 tonnes, soit 8,2 % de moins qu'en novembre 1976. C'est exclusivement du marché communautaire que vient le recul (- 13,6 %), car la demande des pays tiers (qui ne représente guère qu'un sixième du total) est, elle, en progrès de 28,5 %.

Cette situation dégradée incite les patrons et les gouvernements des principaux producteurs à hâter leurs plans d'adaptation ou de restructuration. Le plan français — qui pourrait prévoir quatorze mille suppressions d'emploi en Lorraine — devrait être rendu public au début de février. M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, président du Conseil régional de Lorraine, a indiqué que ce programme comporterait une aide publique d'environ 3 milliards de francs, deux étant consacrés à la modernisation et un aux problèmes sociaux. Le gouvernement de M. Barre n'a pas confirmé ces chiffres, jugeant ces insinuations « prématurées ».

COOPÉRATION DANS LA SIDÉRURGIE WALLONNE. — Les groupes sidérurgiques des bassins de Charleroi et de Liège rassemblant les sociétés Nisus-Sambre, Thy-Marchette et Monceau, Lambinon du Ruau, Cockerill-Ougrée-Prodénce, Espérance-Longdoz et leurs filiales, ainsi que Cockerill-Francis, viennent de signer un « protocole de coopération » prévoyant, notamment, des échanges réguliers d'informations, une concertation en vue de l'établissement de politiques communes : la mise en œuvre de plans communs (modernisation, des transports et de la production), etc. ; la définition en commun des conditions d'exploitation optimales des capacités existantes ou à créer, ainsi que l'harmonisation des programmes d'investissement.

ENCOURAGEMENT À L'UTILISATION DU CHARBON. — La Commission européenne a transmis au conseil des ministres des Neuf sa proposition de règlement visant à développer l'utilisation du charbon pour la production d'électricité. Ce texte prévoit notamment l'octroi de subides pour favoriser la construction, la conversion ou la modernisation des centrales thermiques utilisant du charbon. L'aide financière de la Communauté pour ces travaux, selon la Commission, 30 % des investissements supplémentaires pour un montant global ne dépassant pas 500 millions d'unités de compte en une quinzaine d'années.

INQUIÉTUDE AMÉRICAINE DEVANT LE DISPOSITIF ANTICRISTE DE LA CECA. — N. Dean Hinton, ambassadeur des États-Unis auprès des Communautés, a remis à M. Desjardins, nouveau membre de la Commission européenne, responsable des problèmes industriels, un mémorandum dans lequel il exprime l'inquiétude des Américains devant les effets indirects que l'application du dispositif anticrise de la CECA risque de produire sur les marchés extérieurs de la Communauté, notamment celui des États-Unis, en raison, surtout, des arrangements d'automatisation conclus en matière de commerce avec le Japon, l'Espagne, le Brésil.

PORT D'AUGMENTATION DES IMPORTATIONS FRANÇAISES DE CHARBON POLOONAIS. — Les achats français de charbon polonais ont augmenté de 25 % en 1976, passant de 3,75 à 4,68 millions de tonnes. Ce mouvement a été presque compensé par une diminution équivalente des achats en Allemagne (7 millions de tonnes en 1976, contre 9 pour les importations de Grande-Bretagne (470 000 tonnes). — 10 % pour les achats en Belgique (100 000 tonnes). Cela confirme la crainte des experts de Bruxelles que les achats de charbon polonais soient surtout apportés par les mines des Neuf, plutôt que par les importations en provenance des pays tiers.

AUTRES ORGANISATIONS POLITIQUES TECHNIQUES ET SOCIALES

Conseil de l'Europe

Signature de la convention contre le terrorisme

LES ministres des affaires étrangères de dix-sept pays membres du Conseil de l'Europe ont signé le 27 janvier la convention européenne sur la répression du terrorisme (1) dont le texte avait été approuvé le 10 novembre dernier par leurs députés. Deux pays — Malte et l'Irlande — ont refusé de signer le document, tandis que quatre autres assuraient leur adhésion de réserves : la France, qui a fait savoir qu'elle attendrait pour le ratifier que l'accord sur le terrorisme en préparation à la C.E.S. soit mis au point ; la Norvège et l'Italie, se réservant le droit d'utiliser l'article 13 autorisant les signataires à refuser l'extradition sous certaines conditions ; enfin le Portugal, qui a précisé qu'il n'extraderait personne pour des raisons uniquement politiques ou vers un pays n'ayant pas aboli la peine de mort.

(1) Voir l'article de Gérard Soulié dans le Monde diplomatique de novembre 1976.

Malte n'a pas indiqué les raisons de son refus de signer la convention. Quant à l'Irlande, elle a invoqué des motifs constitutionnels.

La nouvelle convention entrera en vigueur trois mois après la date des trois premiers instruments de ratification et s'appliquera alors aux pays qui l'auront ratifiée.

A la Commission européenne des droits de l'homme

Au cours de sa cent-vingt-cinquième session à Strasbourg du 9 au 17 décembre, la commission européenne des droits de l'homme a prononcé la recevabilité de trois requêtes : l'affaire Lado Kiss contre le Royaume-Uni, qui soulève le problème du droit d'accès aux tribunaux dans le cadre de l'article 6, paragraphe 1, de la convention européenne des droits de l'homme (droit de toute personne à ce que sa cause soit entendue par un tribunal qui décide des contestations sur ses droits et obligations de caractère civil) ; l'affaire Regis contre la Suisse (droit de toute personne à la première déclaration recevable contre la Suisse) ; l'affaire Haase contre l'Allemagne de l'Ouest.

La commission a déclaré irrecevables soixante-neuf requêtes examinées selon la procédure sommaire et en a rayé cinq du rôle. Elle a décidé de porter douze requêtes à la connaissance des gouvernements défendeurs respectifs, en les invitant à lui présenter par écrit leurs observations sur la recevabilité de ces requêtes. La commission a également repris l'examen d'un certain nombre de requêtes déclarées recevables.

ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE. — L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a tenu sa vingt-huitième session à Strasbourg du 24 au 28 janvier. A son ordre du jour : la protection des travailleurs contre les effets du chômage, les relations du Conseil de l'Europe avec les partenaires sociaux et l'évolution des institutions démocratiques en Europe. On trouvera un bref résumé de ses travaux dans le prochain numéro du Monde diplomatique.

PROTECTION DES CONSUMMATEURS. — Le conseil des ministres du Conseil de l'Europe vient d'adopter une résolution recommandant aux gouvernements de protéger les consommateurs contre les abus des clauses abusives des contrats. Sans considérer comme abusive une clause entraînant un déquodre des droits et obligations au préjudice des consommateurs.

LIQUE DES ÉTATS ARABES. — M. William Eteki, secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.), a informé, au début du mois de janvier, le Haut-Commissaire de la Ligue des États arabes, de l'accord des pays africains pour la tenue, le 7 mars prochain, d'un « sommet » arabo-africain consacré à la coopération entre le monde arabe et l'Afrique, notamment dans le domaine économique.

ORGANISATION DU TRAITÉ CENTRAL. — Réuni le 6 janvier à Ankara, le comité du Fonds multilatéral de coopération technique de l'Organisation du traité central (CENTO) a examiné les propositions des différents organismes du CENTO concernant l'utilisation des crédits du Fonds pour le financement de leurs projets (travaux d'études, cours, séminaires de formation, projets de recherche, etc.).

OTAN. — Le comité des plans de défense de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) a annoncé que le vice-amiral Henry Leach (Grande-Bretagne) remplacera, à partir du mois de mars, l'amiral John Treacher au poste de commandant en chef de la Manche et de la zone orientale de l'Atlantique.

PACTE DE VARSOVIE. — Le général d'armée Victor Koulikov a été nommé commandant en chef des forces armées du traité de Varsovie ; il remplacera à ce poste le maréchal Ivan Yakovlevitch, décédé en décembre 1976.

RECHERCHE NUCLEAIRE. — Les expériences sur le grand accélérateur de protons à 400 GeV (super-proton) du CERN ont commencé le 7 janvier. Trente-deux laboratoires, appartenant aux onze pays membres de l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire (CERN) vont pouvoir participer aux premières expériences (sur les neutrons et la « chambre à bulles ») menées à l'aide du S.P.S. La réunion des experts de l'Organisation de l'ordre de l'ordre de plusieurs dizaines de millions de francs existait sur le budget initiallement envisagé.

ASSOCIATION DU TRANSPORT AERIEN INTERNATIONAL. — L'Association du transport aérien international (IATA) a fait connaître, au début du mois de janvier, sa position sur un certain nombre de questions concernant l'avenir économique du transport aérien international mondial : mécanismes d'établissement des tarifs passagers et fret, transport aérien international non régulier, réglementation de la capacité pour les services de transport aérien international, mise en application des tarifs. Cette politique, approuvée par les cent huit compagnies aériennes membres de l'IATA, a été définie à l'initiative de la conférence spéciale du transport aérien qui se tiendra à Montréal en avril 1977, sur convocation de l'Organisation de l'aviation civile internationale (O.A.C.I.).

ORGANISATION MONDIALE DU TOURISME. — Selon les estimations de l'Organisation mondiale du tourisme (O.M.T.), les arrivées mondiales au tourisme international ont atteint deux cent dix-huit millions en 1976, soit 2 % de plus qu'en 1975. Ces données confirment que le tourisme international ne connaît plus les effets de la crise de l'énergie de 1973 et se trouve actuellement dans une phase de consolidation. Quant aux recettes touristiques internationales, elles ont continué à se développer de façon satisfaisante en 1976 : l'O.M.T. estime qu'en 1976 ces recettes dépasseront vraisemblablement 40 milliards de dollars (soit 2 % de plus qu'en 1975).

CROIX-ROUGE. — Selon des informations publiées en janvier, le Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.) a fait parvenir au Liban, depuis le mois d'octobre 1976, 2 980 tonnes de secours, représentant plus de 8 millions de francs suisses. Ces envois représentaient 140 tonnes de vivres, 140 tonnes de médicaments et de matériel médical et 300 tonnes de vêtements, couvertures et marchandises diverses. Sur la plus récente, 25 millions de francs suisses (14,5 en espèces et 10,5 en nature) sur les 44 millions figurant au budget de l'action en faveur du Liban ont été recueillis auprès des gouvernements, des sociétés nationales et de diverses organisations. Les délégués du C.I.C.R. s'en rendront à la fin du mois de décembre, dans le Mashouk oriental et central (provinces situées au nord-est de la Rhodésie) pour y visiter une quarantaine de villages protégés par une population d'environ deux cent quinze mille âmes ; cette mission doit permettre de déterminer la durée et l'étendue d'une éventuelle assistance du C.I.C.R.

INTERNAT
avec ou sans correspondant

1/2 pension - externat - de la 6ème aux terminales ABCD

Cours Jean-Jacques Rousseau

établissement privé du second degré

DIRECTION : JEAN-MICHEL TAILLEFER

documentation sur demande

7 bd Prince de Galles / tél (93) 81.37.54

nice cote d'azur

LE MONDE DIPLOMATIQUE

Fondateur : Hubert BEUVE-MERIEY
Directeur de la publication : Jacques FAUVET
Rédacteur en chef : Claude JULIEN
Rédactrice en chef adjointe : Micheline RADNET

Pris de l'abonnement annuel (en francs) :

VOIE NORMALE

France, DOM, TOM, Centrafrique, Congo, Côte-d'Ivoire, Dahomey, Gabon, Mauritanie, République malgache, Mali, Niger, Sénégal, Tchad, Haute-Volta, Cameroun, Togo, Guinée, Tunisie, Poste navale, Andorre, Monaco

Autres pays

PAR AVION (abonnement et taxes) :

Europe, Turquie d'Asie, Chypre, Agade, Canaries, Madère, Algérie, Maroc, Tunisie

DOM, Cameroun, Centrafrique, Congo, Côte-d'Ivoire, Dahomey, Gabon, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad, Togo, Haute-Volta, Territoire français des Antilles et de la Guyane

TOM (sauf T.P.A.L.), République malgache, État comorien

Libye, Égypte, Arabie Saoudite, (Chèques postaux : Paris n° 4297-23)

Rédaction et administration, 5, rue des Italiens, 75227 PARIS CEDEX 03
Tél. Rédaction : 566-72-25
Tél. Abonnements : 520-63-03
Tél. Le Monde : 550-572 Paris

Le coconnet des omboussoules

● A l'occasion de la Semaine du cinéma cubain, M. Gregorio Mammal Ortega Suarez, ambassadeur de Cuba, a offert un cocktail le 10 janvier.

● A l'occasion de la nomination de M. Tran Thien Can au poste d'attaché de presse près l'ambassade, l'ambassadeur de la République socialiste du Vietnam et Mme Vo Van Sung ont donné un cocktail le 12 janvier.

● Le ministre conseiller près l'ambassade de Belgique et Mme Yves Vercauteren ont donné une réception le 25 janvier en l'honneur du nouvel ambassadeur de Belgique à Paris et de la princesse Werner de Merode.

Nécrologie

● Nous apprenons le décès de M. Sven Nielsen, consul général du Danemark à Paris, survenu le 30 décembre dernier.

Calendrier des fêtes nationales

16-23 FÉVRIER

16 GAMBIE Fête de l'indépendance

23 GUYANA Fête nationale

25 KOWEIT Fête nationale

27 RÉPUBLIQUE DOMINICAINE Fête de l'indépendance

10-15 MARS

3 MAROC Fête nationale

6 GHANA Fête de l'indépendance

MISSION DIPLOMATIQUE

Mission première de Citroën : mettre à votre disposition, à travers sa gamme 1977, allant de la LN à la CX Prestige, la voiture la plus adaptée à vos goûts.

La nouvelle LN 3 CV, comme l'éternelle 2 CV, les nombreuses GS, comme les CX les plus récentes, toutes correspondent à un besoin précis de conduire.

Département des Relations Internationales de Citroën Champ de Mars

se tient prêt à vous fournir tout renseignement qu'il vous plairait d'obtenir.

CITROËN CHAMP DE MARS

FILOLE DE S.A. CITROËN
6-10, rue de la Croix-Nivert, 75015 Paris
Tél. : 77 20 83 33 F, Tél. : 567 55 62 +

CITROËN TOTAL

JUSTICE

Contrôle politique
et contrainte
sociale

Par YVES DEZALAY *

PAUVRE justice, pauvres juges ! Non contents d'être réduits par le pouvoir à la portion congrue, il leur faut encore être baladés publiquement. Rien d'étonnant que qu'un certain nombre de contestataires prétendent « démolir » la justice, servir de révélateurs aux conflits sociaux et rendre publiques les tractations secrètes du pouvoir. On est bien loin de l'image classique d'une justice respectée, impartiale, arbitre seraine des conflits sociaux. Assurons-nous aux dernières convulsions d'un appareil répressif et idéologique rendu inutile par l'évolution de la société capitaliste, et dont le pouvoir se désintéresse ?

Ce n'est sans doute pas si simple, surtout si l'on compare avec ce qui se passe de l'autre côté de l'Atlantique où, récemment encore, la généralisation de services d'assistance juridique sur fonds publics fut considérée par les gouvernements démocrates comme un élément important dans leur stratégie d'aide et d'intégration des minorités ethniques. Il est vrai que les juristes américains, et au premier rang d'entre eux les membres de la Cour suprême, forment un groupe puissant, dont le prestige et les privilèges économiques sont bien établis. On raconte que les jeunes avocats en Europe se vantent tous des *Ralph Nadars*. Il y a, en effet, de quoi les rendre jaloux quand ils réalisent que, là-bas, les grands problèmes politiques semblent posés, éventuellement résolus ou escamotés en termes juridiques. Mais s'agit-il de la même justice, des mêmes juges ? Et d'abord si l'on ne se contente pas de l'image qu'elle donne d'elle-même dans ses manuels de droit ou ses discours, qu'est-ce que l'institution judiciaire, quelle est sa fonction réelle dans une société capitaliste développée ?

* Sociologue.

NAPOLÉON avait voulu que « la magistrature soit une charge noble réservée à ceux qui possèdent des revenus ». Thiers, plus tard, le justifiait en disant « qu'on ne peut donner à la propriété de meilleurs juges que la propriété elle-même ». L'avantage était double pour l'Etat. Il s'assurait le concours d'individus dont l'intérêt personnel garantissait le zèle et la fidélité : de tels magistrats n'allaient guère se faire prier pour appliquer des textes dont l'objet même était la défense de la propriété. Surtout, l'Etat récupérait à son profit la compétence, le prestige, le poids social et économique, bref tout le réseau de relations — au sens féodal — dont disposaient ces notables. Le prétoire ne limitait pas l'horizon du juge. En chassant à court, en gérant ses domaines, par ses fermiers ou ses domestiques, il apprenait plus sur la réalité des litiges que lors des audiences. Lorsqu'il revêtait la robe de justice, ses décisions se doublaient automatiquement d'une sanction économique et sociale : renvoi par le propriétaire, mise au ban par la communauté villageoise. Bien informé, présent quotidiennement, disposant de sanctions redoutées, un tel juge pouvait se contenter le plus souvent d'un brandir la menace. C'est là qu'on peut trouver la clé du bon fonctionnement de ce système judiciaire : sa capacité à jouer un rôle de prévention en maintenant habilement la dissuasion. Son efficacité était liée au caractère exceptionnel de ses interventions.

Un tel paradoxe n'est qu'apparent. L'organisation du travail dans nos sociétés repose sur l'inégalité. Pour maintenir cet ordre social constamment remis en cause, la contrainte est nécessaire. Mais elle a tout à gagner à être diffuse, discrète, invisible parce qu'intériorisée. La violence directe n'est qu'un dernier recours, le signe de l'échec de l'action préventive. Son utilisation est d'autant plus dangereuse qu'elle manifeste ouvertement l'existence d'un rapport de forces, c'est-à-dire précisément ce que toute une idéologie s'efforce de faire oublier. Pour être un régulateur efficace des tensions et des conflits sociaux, un système judiciaire doit jouer sur ces deux registres complémentaires, mais aussi contradictoires, de la violence et de la persuasion. C'est-à-dire qu'il doit fonctionner essentiellement comme un système de dissuasion. Mais, pour que les décisions du juge aient un retentissement, qu'elles rencontrent un écho, il faut que l'organisation judiciaire soit en symbiose avec l'organisation sociale. C'est bien là le nœud de la crise actuelle.

NOTRE appareil judiciaire était bien adapté pour régler les conflits inhérents à la propriété foncière. Aujourd'hui, la richesse, ce n'est plus la terre mais le capital, et le juge se trouve bien démuné face aux actions d'entreprises multinationales. Les conflits financiers se laissent mal enfermer dans le rituel du prétoire : ententes, prises de participation, accès au crédit, dumping, évasion fiscale, tout un jeu complexe et essentiel se déroule hors de portée de la justice, qui n'intervient guère que comme une voiture-balai ramassant les éliminés de la compétition en entraînant les restructurations décidées entre les groupes financiers et les pouvoirs publics.

Par ailleurs, la concentration du capital a eu comme corollaire la concentration de la main-d'œuvre. Les progrès de l'industrialisation ont peu à peu brossés les anciens cadres de vie. La communauté villageoise, la famille, la religion ne peuvent plus jouer leur rôle d'encadrement et de régulation des rapports sociaux. De nouveaux mécanismes ont été progressivement mis en place pour régler ou, mieux encore, prévenir des conflits et des tensions qui n'ont fait que s'accroître. Educateurs, assistants sociaux, conseillers conjugaux et plus généralement psychologues et psychiatres ont pris en charge la régulation de la cellule familiale des rapports entre les sexes et des traumatismes qu'inflige à l'individu le mode de production capitaliste. Les conflits du travail se règlent par conventions collectives sous la

houlette de l'inspecteur du travail, voire du premier ministre lorsque l'enjeu est important. Des systèmes d'assurance cherchent à amortir les perturbations qui résultent pour les salariés de la restructuration du capital. La liste pourrait être allongée indéfiniment, mais un des indices les plus frappants de cette évolution est sans doute tout cet ensemble de structures d'encadrement de la production agricole — ministères de l'agriculture, chambres d'agriculture... — que l'on voit intervenir dans tous les conflits paysans, et dont la mise en place coïncide à quelque chose près avec la disparition des justices de paix.

TOUTS ces mécanismes nouveaux comblent le domaine judiciaire mais aussi empiètent sur lui. Certes, les palais de justice n'ont jamais été que la façade de ce qu'on pourrait appeler la fonction judiciaire, c'est-à-dire l'ensemble des processus et des personnes qui régissent les conflits, sanctionnant les transgressions ou, si possible, les prévenant. Mais, du moins, si on a déjà dit que ce fut la clé de son succès, le magistrat notable — propriétaire foncier assurant la cohésion entre le prétoire et des structures d'encadrement et de prévention qu'étaient la famille, la communauté, l'Eglise. A l'heure actuelle, cette cohésion a cessé d'exister ou, tout au moins, ne se réalise plus au niveau du tribunal. Les services administratifs de la police, de l'assistance publique, de l'inspection des prisons, ont des liaisons, bien sûr, avec les tribunaux, mais ils ont aussi leur propre hiérarchie et donc leur propre politique. La croissance très rapide de ces différents appareils d'Etat les a conduits à mettre en place des mécanismes modernes de circulation de l'information et des décisions. Il est ainsi particulièrement révélateur que des fichiers et des réseaux informatiques fonctionnent depuis longtemps à la police ou à la Direction départementale de l'action sanitaire et sociale, qu'un gigantesque fichier des sociétés, psychologues, psychiatres, etc., soit en train de se mettre en place dans les préfectures, alors que l'institution judiciaire reste pour l'essentiel réfractaire à cet exceptionnel outil de pouvoir moderne qu'est l'informatique. Dès lors, la coopération, c'est-à-dire aussi la direction de la fonction judiciaire, ce n'est plus au palais de justice qu'elle se fait mais quelque part entre le ministère des finances et celui de l'intérieur. Il ne reste aux magistrats que l'ombre du pouvoir judiciaire. Les processus qui assuraient la pertinence sociale des décisions judiciaires et en faisant la base efficace d'un système de dissuasion ont disparu. La machine judiciaire tourne à vide.

CE démantèlement du pouvoir judiciaire est incompréhensible si l'on ne tient pas compte de la chute de la magistrature dans la hiérarchie sociale qui en fut le corollaire et qui sert aujourd'hui de détonateur dans la crise de la justice. Napoléon se méfiait du pouvoir judiciaire. Son habileté fut de le couvrir d'honneur au lieu d'argent et de lui interdire toute ingérence dans les affaires de l'Etat. Il éliminait ainsi toute éventualité d'un gouvernement des juges, mais du même coup il mettait en marche un processus qui allait conduire les possédants à ne plus se faire magistrats et les magistrats à n'être plus possédants isolés dans ses palais et son cérémonial. La magistrature a continué pendant longtemps à vivre sur ses réserves et à se bercer de l'illusion d'un pouvoir qu'elle perdait peu à peu. Lorsque le voile s'est déchiré, la conjonction de revendications matérielles et de revendication de statut a débouché rapidement sur une remise en cause de la façon dont la justice est rendue.

En faisant apparaître la justice comme un enjeu politique, le Syndicat de la magistrature signait l'arrêt de mort du système napoléonien de régulation sociale par la dissuasion. Mais, dans le même temps, étaient déposés les germes d'une nouvelle institution

judiciaire plus adaptée à son époque. Nos sociétés industrielles développées ne sont pas seulement marquées par la concentration du capital et des hommes mais aussi par la domination des médias sur les représentations sociales. L'écho fantastique rencontré par les initiatives spectaculaires de quelques magistrats s'interprète alors parfaitement. Le magistrat, retrouve l'illusion d'un pouvoir en accédant au débat public. Le citoyen l'illusion d'une justice. Mais n'est-ce pas l'arbitre qui vient cacher la forêt ? La véritable pouvoir disciplinaire est ailleurs.

Pour imposer les principes et le vocabulaire du code civil — la notion de propriété, celle de contrat, de mariage... — il fallait des notables. Aujourd'hui, ce grand investissement disciplinaire a porté ses fruits. Ces notions sont acquises : grâce aux instituteurs, à la télévision, elles sont intégrées dans le vocabulaire et la vie quotidienne. Elles imposent un cadre d'autant plus efficace qu'invisible aux rapports sociaux. Dès lors, il n'est plus besoin de notables, il suffit de policiers, d'employés de guichet, de travailleurs sociaux et d'un bon réseau d'ordinateurs pour faire fonctionner ce système de contrôle et de régulation. Le pouvoir judiciaire est devenu une mécanique aux ramifications nombreuses dont la gestion ne peut guère être remise en question par les magistrats. L'autonomie de ces derniers devient un laurier ou, au mieux, une soucoupe de sbire du système. Est-ce la fin de la justice ou seulement celle d'un certain type d'organisation judiciaire ?

L'OBSERVATION du système judiciaire américain incite à répondre par la deuxième solution. Certes, une comparaison ne peut se faire qu'avec beaucoup de prudence, mais ce qui frappe a priori l'observateur français c'est l'importance de l'idéologie juridique et de l'institution judiciaire dans la régulation des rapports sociaux de production aux Etats-Unis. Sans prétendre être exhaustif, on peut relever un certain nombre d'indices frappants.

On a déjà mentionné l'intérêt porté par les gouvernements démocrates aux programmes d'assistance juridique ; même si les républicains ont ensuite fait partiellement marche arrière, son impact semble important puisque le nombre des procès introduits par des particuliers ou des associations a plus que doublé pendant la dernière décennie. On sait aussi le prestige et l'autorité de la Cour suprême, dont le président est mieux payé que le chef de l'Etat ; mais l'influence du droit ne se limite pas à la poutre des observateurs ou au sceau que ce pays était dirigé par des juristes qui, à l'instar de nos énarques, contrôlent les grandes entreprises, l'administration et la politique. L'imbrication entre justice et politique est étroite aussi bien au sommet (les juges de la Cour suprême sont choisis par la Maison Blanche en raison de leurs options politiques) qu'à la base (le juge de paix est sous le contrôle étroit du bureau ou de l'organisation politique locale dont il dépend pour son niveau de vie, sa réélection et plus généralement sa carrière). Certes, on peut voir, et avec raison, dans cette politisation de la justice une source de corruption, de partialité, d'incompétence ; mais elle contribue à faire des tribunaux un des lieux privilégiés du débat social.

Dans une société industrielle où une multiplicité de mécanismes fins assurent l'intégration, la surveillance de la force de travail n'est-elle pas de plus en plus la fonction essentielle de la justice ? Par le débat public qu'elle instaure, celle-ci donne une certaine souplesse aux mécanismes de contrôle et de discipline. Elle permet les ajustements rendus nécessaires et, du même coup, légitime et assure la régulation et le bon fonctionnement de l'ensemble du système. Mais, pour cela, encore faut-il qu'elle ne soit pas elle-même trop sclérosée, qu'elle ait un certain degré de sensibilité politique pour être à même de suivre l'évolution des rapports de production.

Dans ce numéro :

PAGES 2 et 3 :

ELDRIDGE CLEAVER : LE RETOUR DE L'ENFANT PRODIGE, par T.D. ALLEN.

PAGES 4 et 5 :

LA MULTINATIONALISATION DES INDUSTRIES DE GUERRE, par Michael T. Kiera. Menaces des superpuissances, mise en garde de Pékin : la sécurité européenne en question, par Jean Daubier.

PAGE 6 :

Le « culte de la personnalité » en U.R.S.S., par Bernard Féron. Réforme, révolution, autogestion ? Le vrai problème : réhabiliter la politique, par Maurice T. Maschino.

PAGES 7 à 10 :

CUBA DANS LA TOURMENTE : Les couleurs contre la « grisaille socialiste », par Julio Cortázar. — La Constitution fixe les acquis de la révolution, par Antoine Blanes. — Solidarité révolutionnaire et aide au tiers-monde, par Marie-Claude Célant. — La recrudescence des attentats anticastroïstes : terrorisme et contre-révolution, par Bernard Cassen. La deuxième vague de censures de la révolution castriste, par Michèle Mattelart.

PAGE 11 :

Moscou devant la politique des Etats-Unis en Amérique latine, par K. Khatchatourov.

PAGES 12 et 13 :

LES EGLISES CATHOLIQUES ET LE POUVOIR MILITAIRE EN AMERIQUE LATINE, par Jean-Pierre Clerc. Elections législatives et nouveaux gouvernements.

PAGE 14 :

L'Espagne entre les échelles, suite de l'article de José Vidal-Beneyto.

PAGE 15 :

Indonésie : Comment le régime militaire règne par la terreur, par Jean Guivron.

PAGES 16 à 18 :

LE KENYA, PION OU ALLIE DE L'OCCIDENT ? Enquête de Denis Martin.

PAGE 19 :

POLITIQUE ET LITTÉRATURE : La droite littéraire, par Georges Lefly.

PAGE 20 :

M. Jimmy Carter et la relance de l'économie américaine, suite de l'article de Stanley A. Nowitz.

PAGE 21 :

Un livre de Pierre Dommergues : « L'écriture dans le roman américain contemporain », par Jean-Michel Palmier.

PAGES 22 et 23 :

Les Acadiens entre l'assimilation et la pauvreté, par Jacques Gout et Pascal Mallet. Dans les revues...

PAGE 24 :

CINEMA POLITIQUE : Héros américains de télévision, par Ignacio Ramonet, Marc Vernet et Armand Mattelart.

PAGE 25 :

Les livres du mois.

PAGES 26 à 29 :

Le tiers-monde et la division internationale du travail, par Samir Amin. L'activité des organisations internationales.

Le numéro du « Monde diplomatique » de janvier 1977 a été tiré à 119 000 exemplaires.

RIVES
LA GRANDE MAROQUINERIE
DE PARIS



CROCODILE CENTRÉ
1.595 F

156, rue de Rivoli, 156
MÉTRO : LOUVRE

سكائن الفضل

Février 1977